

LE SEMEUR DU KASAÏ

Revue pluridisciplinaire

Numéro 1, premier semestre 2020

Le Semeur du Kasai (LSK) est une revue scientifique pluridisciplinaire. C'est un des résultats durables du projet « Leadership en développement coopératif ». Ce dernier a été financé, de 2003 à 2008, par l'Agence canadienne de développement international, dans le cadre du programme de partenariat des Collèges canadiens (PPCC). Le Collège Boréal en était le maître d'oeuvre.

Les textes publiés dans cette revue expriment librement les opinions de leurs auteurs. Ils n'engagent pas la responsabilité des éditeurs institutionnels que sont l'Institut supérieur de développement rural (ISDR-Tshibashi) et l'Institut supérieur de développement intégral (ISDI). Un comité d'appui scientifique constitué de Kasaiens de la Diaspora collabore à la réalisation de la revue.

Pour toute correspondance concernant les droits d'auteur et le contenu de la revue (articles, comptes rendus, notes et remarques) et toute demande concernant la rédaction, prière de s'adresser à : Le Semeur du Kasai, ISDR-TSHIBASHI, B. P. 70 Kananga, Kasai Central, République démocratique du Congo. isdr_tshibashi@yahoo.ca ou Comité scientifique appui akbululu@hotmail.com.

© 2020 Le Semeur du Kasai et les auteurs
Dépôt légal – Premier semestre 2020
Bibliothèque nationale de la RD Congo
KK 3.0704 – 57 057 ISSN 1913-9608 (en ligne : www.kuetu.com)
ISSN 1913-9594 (imprimé)

Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur au Canada. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

Rédacteur en chef

Jean Pierre Kapongo, Professeur à l'ISDR-Tshibashi

Comité de rédaction

Pour l'ISDR : Professeur Kabasele Munyoka, Secrétaire général académique

Pour l'ISSR : Jacques Kanku, Secrétaire académique

Comité scientifique de sélection

Tshilumbaye Musau, Modeste Bukasa Tubadikukub, Gustave Tshilumba Washala, Nyoka Mupangila, Bien-Aimé Kabemba, Gegoire Ngalamulume, Philippe Kanku Tubenzele, Lambert Museka, Beya Ngindu, Antoine Bushabu, Joseph Kabamba, Paul Mukenge Bantu, André Kabasele, François Kabasele, Joseph Mulumba Musumbu, Etienne Mutshipayi, Pierre Mvita, Albert Ndomba, Alphonse Ngindu Mushete, Ntumba Mwena Mwanza, Lushiku Nkombua, Paulin Ntumba Ngandu, René Okitundu, Albertine Tshibiondi, Jean-Pierre Tshikuna Matamba, Pierre Tshimbombo, Sylvain Kalamba.

Comité scientifique de la diaspora

Bululu Kabatakaka, André Kazadi ka Tshisungu, Martin Kalulambi Pongo, Stéphane Tubene, Thomas Bakajika Banjikila.

Études et essais

Alain Mujinga Kapemba et Jonathan Mukadi Mukadi : *L'utilisation des fertilisants agricoles par les paysans du village Tubuluku dans la périphérie de la ville de Kananga*. P. 5-18

Aimé Kayembe Muteba Miko. *Multiculturalisme et démocratie en République Démocratique du Congo*. P. 19-30

Jean 1^{er} Musangilayi Tshiela. *La solidarité clanique africaine : vivante ou mourante dans les milieux urbains ?* P. 31-39

Gisèle Ntumba Muanza. *L'exode rural et le dépeuplement des campagnes. Atout ou frein au développement des milieux ruraux. Cas du secteur de Mutevu territoire de Kazumba*. P. 41-48

Aimé Kayembe Muteba Miko. *Partis politiques et participation politique en milieu rural en RD Congo*. P. 49- 60

Albert Manshimba Badikolele. *L'agriculture au Kasai Central et le développement durable. État des lieux et perspectives*. P. 61-69

Simon Katumba Nkongolo. *Herméneutique de quelques interdits et pratiques socioculturelles Lulua. Analyse de la situation*. P. 71- 80

Alphonse Tshikunga Tshibawu. *La promotion de l'aviculture familiale des poules de races locales, l'une des solutions aux problèmes socio-économiques dans les ménages de la ville de Kananga*. P. 81- 101

Comptes rendus

Félicien Kilwa Panda. *José Tshisungu wa Tshisungu, Carnet de voyage au Kasai Central, Bala, Ottawa, 2019, 133 pages*. P. 103-106

Félicien Kilwa Panda. *Gilbert Tshilumba Kalombo, RD Congo. Syndrome d'un échec politique, L'Harmattan, Paris, 2019, 469 pages*. P. 107- 111

L'utilisation des fertilisants agricoles par les paysans du village Tubuluku dans la périphérie de la ville de Kananga

Alain Mujinga Kapemba
Professeur/Université Notre Dame du Kasai
E-mail: alainmujinga@gmail.com

Jonathan Mukadi Mukadi
Assistant/Université Notre Dame du Kasai
E-mail: jonathanmukadi36@gmail.com

Introduction

Le secteur agricole constitue le principal secteur de survie pour la majorité des Africains. Avec plus de 70% de la population qui vit dans le milieu rural. Ce secteur contribue pour plus de 35% du PIB de la majorité des pays en Afrique et emploie plus 60% d'actifs¹. D'après Lebailly², ce secteur continue de représenter le moteur essentiel du développement économique et social pour la plupart des pays pauvres. Mais ne participe qu'à 12% de la richesse annuelle du continent³. L'agriculture africaine reste globalement la moins performante constituée des petites exploitations familiales basées pour la plupart sur la production des céréales pour l'autoconsommation. Dans un contexte de changements climatiques et d'instabilité des marchés internationaux dont elles sont victimes, les populations rurales de l'Afrique au Sud du Sahara se sont lancées dans un processus de diversification de leurs revenus. Cette diversification, qui peut se définir par l'insertion de nouvelles spéculations et le développement de spéculations existantes en améliorant les pratiques agricoles leur permet d'améliorer leurs revenus et les met à l'abri des risques liés à la production agricole⁴.

¹ B. GUÈYE, *Policy, poverty and agricultural development to support small scale farmers dans Sub Saharan Africa. Reflections from West Africa*. Article présenté à l'atelier sur la pauvreté à Frösundavik, Suède, (2006), p.40.

² PH. LEBAILLY, *La malédiction des matières premières pour les pays en développement, dans Unité d'Economie et Développement rural*, FUSAGx, (2006), p. 18.

³ BANQUE MONDIALE, *le rapport Rapport sur le développement dans le monde : l'Agriculture au service du développement*, 2016.

⁴ P. MOUSTIER, *La diversification comme réponse au marché. Illustration par le cas du maraichage en Afrique sub-saharienne, dans, Place de l'arboriculture fruitière et de l'horticulture dans la diversification agricole*. France, Montpellier, CIRAD-FHLOR, np, (1997).

Malgré les immenses potentialités agricoles dont regorge la République Démocratique du Congo, son secteur agricole figure parmi les moins performants en Afrique subsaharienne⁵. Bien que sa contribution au produit intérieur brut (PIB) ait été de 44,26% ; 41,10% ; 41,10% et 40,07%, respectivement en 2007, 2008, 2009 et 2010⁶. Parmi les causes internes qui justifient cette contreperformance, on cite entre autres la faiblesse des politiques économiques appliquées par les différents gouvernements avec la modicité du budget alloué au secteur, les pillages, la mauvaise gouvernance, l'imperfection de marché, l'absence et/ou l'insuffisance d'infrastructures, le sous-développement d'autres institutions locales d'appuis au secteur agricole, l'absence des politique d'investissement dans la recherche agricole ainsi que l'utilisation des techniques agricoles rudimentaires⁷.

Pour faire face à la problématique de la contreperformance de l'agriculture, plusieurs solutions ont été proposées par les chercheurs ; parmi ces solutions figure celle du recours aux nouvelles technologies telles que fertilisants dans les zones les moins fertiles. Sur ce, plusieurs études ont abordé la question des principales motivations de l'adoption des nouvelles méthodes de la production et ces études ont débouchées sur les résultats divergents. Dans la plupart de ces études, l'accent est beaucoup plus mis sur les caractéristiques sociodémographiques et économiques des ménages, les actifs des ménages, les facteurs institutionnels, les caractéristiques de la plantation ainsi que les facteurs agro-écologique, comme facteurs influençant le choix des nouvelles technologies par les agriculteurs. Par exemple, Ouédraogo dans une étude réalisée au Burkina-Faso atteste que l'adoption des nouvelles technologies en agriculture est influencée par l'âge de l'exploitant, son sexe, la taille de son ménage, la taille de l'exploitation, l'expérience agricole ainsi que les facteurs institutionnels (l'accès aux marchés, aux services de vulgarisation agricole et accès au crédit)⁸. Dans le même sens, Deressa et al., à travers une régression logistique multinomial sont arrivés à la conclusion selon laquelle : le sexe, l'âge, la richesse du chef de ménage, l'accès à la vulgarisation et au crédit, à l'information sur le climat, les paramètres agro-écologiques et la température influencent le choix des agriculteurs influent sur la décision d'adoption des nouvelles technologies agricole⁹. Pour Juma et al., la variabilité des rendements et le risque de mauvaises récoltes sont des facteurs qui jouent sur les décisions d'adoption des nouvelles technologies¹⁰.

Dans le contexte de la RDC, une étude réalisée par A. Nganda a démontré que l'adoption des innovations au Plateau de Bateke dans la périphérie de la ville de Kinshasa est influencée

⁵ TH. BADIBANGA et J. ULIMWENGU, *Introduction : l'agriculture est un enjeu stratégique pour la République démocratique du Congo. Développement de l'agriculture en RDC : contraintes et opportunités*, CISRI-L'Harmattan, vol. 6, (2013), p. 8-11.

⁶ *Rapport du Service National de Statistique Agricole en RDC*, 2012.

⁷ P. LEBAILLY et al, *Quel développement agricole pour la RDC ?*, dans *Conjonctures congolaises*, (2014).

⁸ M. OUEDRAOGO et D. DAKOUO, *Evaluation de l'adoption des variétés de riz NERICA dans l'Ouest du Burkina Faso*, *African Journal of Agricultural and Resource Economics*, Vol. 12, N° 1, (2017), p.1-16.

⁹ DERESSA et al., cités par F. DOSSOUHOUI, *Développement d'un secteur semencier intégré aux chaînes de valeur du riz local au Bénin. Thèse de doctorat (PhD). Université de Liège, Gembloux Agro-Bio Tech, Belgique*, (2019), p. 206.

¹⁰ Ibid.

positivement par le type d'outillage utilisé (mécanique), la taille de la main-d'œuvre, la participation aux mouvements associatif¹¹.

De ce qui précède, à notre connaissance, la question de l'adoption des fertilisants par les agriculteurs reste peu documentée en RDC. Aussi, le constat sur terrain montre que dans la province du Kasai central, la population recourt à l'agriculture pour non seulement assurer l'autoconsommation mais aussi pour obtenir les revenus leur permettant de se procurer des biens dont ils ne sont pas capables d'acheter suite à leurs pouvoir d'achat. Le village Tubuluku est considéré comme l'un des greniers de la ville de Kananga. Malgré l'importance de la production agricole et des bénéfices qu'elle génère, elle est insuffisante pour satisfaire en même temps les besoins des marchés urbains de la ville. Ainsi donc, l'utilisation des fertilisants agricoles à Tubuluku, est l'un de moyens parmi tant d'autres souvent utilisés pour améliorer le niveau de production agricole. Face à ce constat, il s'avère que l'adoption des fertilisants agricole ne fait pas l'unanimité auprès de tous les agriculteurs. Ainsi, la présente étude se propose de contribuer à la littérature empirique sur l'adoption des nouvelles technologies en agriculture, en l'occurrence de l'utilisation des fertilisants agricoles dans le village Tubuluku au Kasai central. Elle se propose de répondre à la question de savoir comment expliquer que certains paysans du village Tubuluku adoptent l'utilisation des fertilisants agricoles pour fertiliser leurs plantations et d'autres non ?

1. MATÉRIELS ET MÉTHODES

1.1.Présentation du contexte de l'étude

Les données utilisées dans cette étude sont issues d'une enquête réalisée auprès des ménages agricoles du village Tubuluku dans la périphérie de la ville de Kananga. Le village a une population estimée à 11,147 habitants.¹² Considéré comme l'un des greniers de la ville de Kananga dont les cultures les plus importantes sont les maïs, les maniocs, les niébés, les riz, les patates douces, les taros, les légumes etc. L'agriculture pratiquée dans ce village reste celle d'autosubsistance, étant donné des très moindres productions qu'elle offre, il y a plusieurs cultures vivrières dont les plus significatives. Les agriculteurs de ce village sont butés à plusieurs difficultés telles que l'utilisation des outils rudimentaires, le manque d'infrastructures de base ainsi que le manque des intrants agricoles.

1.2.Collecte des données

L'enquête a été menée auprès des producteurs agricoles du village Tubuluku dans la périphérie de la ville de Kananga. Suite au manque de la liste exhaustive de tous les paysans de ce village,

¹¹ JP. NGANDA, *Dynamiques associatives et transformation de l'agriculture paysanne en République Démocratique du Congo : Cas de Mbakana*, Mémoire présenté En vue de l'obtention du Diplôme d'Etudes Approfondies en Développement, Environnement et Sociétés, unité d'économie et développement rural, Université Catholique de Louvain, Faculté Universitaire des Sciences Agronomiques de Gembloux, Communauté française de Belgique, (2007),p.74-75.

¹² G. TSHIPAMBA, *rapport annuel de la population de Tubuluku, zone de santé de Kananga Aire de santé de Tubuluku*, (2018).

nous avons recouru à la méthode d'échantillonnage non probabiliste appuyée par la technique d'échantillonnage à participation volontaire. Pour respecter les normes des analyses économétriques (la régression logistique), 100 producteurs agricole ayant accepté de répondre à l'enquête ont été enquêtés¹³ par entrevue face à face enquêteur - enquêté. Pour atteindre les objectifs assignés à cette étude, le protocole d'enquête a été structuré en 3 modules : les caractéristiques sociodémographiques et économiques des ménages, les caractéristiques de la plantation ainsi que le cadre institutionnel local.

1.3. Présentation des variables

Tableau 1. Définition des variables et signes attendus

Variables	Définition	Mesure	Signes attendus
Genre	Sexe du chef l'agriculteur	1 pour les hommes et 0 les femmes	+
Age	Age de l'agriculteur	1 pour ceux ayant moins de 40 ans et 0 pour le reste	+
Niveau d'instruction	Niveau d'étude de l'agriculteur	1 pour ceux qui savent lire et écrire et 0 pour le reste	+
Taille de la plantation	Espace cultivée en hectare	1 pour ceux qui ont plus ou moins d'un hectare et 0 pour les autres	+
Type de sol	Qualité de sol cultivé	1 sol sablonneux et 0 sol argileux sablonneux	+
Spéculation	Principale combinaison des cultures	1 pour ceux qui combinent le maïs et le manioc, 0 pour les autres cultures	+
Main d'œuvre salariale	Utilisation de la main d'œuvre salariale	1 pour ceux qui utilisent une main d'œuvre salariale et 0 pour les autres	+/-
Autre activité	Pratique d'autres activités hors agricoles	1 Oui et 0 Non	+
Accès au crédit	Accès au crédit	1 Oui et 0 Non	+
Membre ass.	Participation aux mouvements associatifs	1 Oui et 0 Non	+
Accès vulgarisation	Accès à la vulgarisation agricole	1 Oui et 0 Non	+

Source : Auteurs

Le tableau (1) présente la liste de variables potentiellement associées à l'utilisation des fertilisants agricoles, leurs mesures ainsi que les signes attendus. Le signe positif veut tout

¹³ Suivant Gavard-Perret et al., un ratio de 15 à 25 observations par variables explicative est considéré comme optimal pour faire une analyse multivariée (2012).

simplement dire que cette variable augmente la probabilité d'adoption d'utilisation des fertilisants agricoles tandis que le signe moins implique que cette variable réduise la probabilité d'un paysan à être disposé à utiliser ce fertilisant.

Genre du chef d'exploitation

Le genre est une variable binaire qui prend la valeur 1 si le producteur est un homme et 0 s'il est une femme. Du fait que les hommes ont plus accès aux services de la vulgarisation et aux facteurs de production agricoles que les femmes¹⁴, dans cette étude on s'attend à ce que les hommes soient plus disposés à adopter l'utilisation des fertilisants agricoles que les femmes.

Âge du chef d'exploitation

C'est une variable quantitative dont le signe attendu sur l'adoption des fertilisants ne peut être déterminé à l'avance. En effet, dans la littérature empirique il n'y a pas d'unanimité concernant l'effet de l'âge sur l'adoption des technologies agricoles. Les vieux peuvent adopter plus facilement les nouvelles variétés que les jeunes. Ils peuvent être aussi nostalgiques et réfractaires à tout changement. Cependant, l'effet attendu de l'âge sur l'exposition est positif car une plus grande longévité des producteurs les permet d'exposer à plus d'innovations agricoles.

Niveau d'éducation du chef d'exploitation

Il s'agit d'une variable binaire qui prend la valeur 1 si le producteur a été à l'école formelle et 0 si non. En effet, un paysan avec un niveau d'éducation élevé est mieux outillé pour faire des choix éclairés et judicieux des innovations. Aussi, l'éducation rend les paysans aptes à aller chercher l'information sur les innovations agricoles. Dans la présente étude, on s'attend à un effet positif de cette variable sur l'adoption d'utilisation des fertilisants agricoles.

Taille du ménage du chef d'exploitation

La taille de la plantation est une variable binaire qui prend 1 si plantation mesure plus d'un hectare et 0 si c'est moins d'un hectare. Les grands producteurs sont plus exposés aux innovations car ils constituent le plus souvent les cibles privilégiées des programmes de vulgarisation agricole. Ainsi, l'effet attendu de la superficie sur la connaissance et l'adoption des fertilisants agricoles.

Type de sol, type de spéculation et main d'œuvre salariale

Diversité des cultures pérennes vise la préservation d'espèces pérennes qui jouent un rôle important dans l'équilibre de l'agroécosystème. En effet, certaines espèces contribuent au maintien de la fertilité des sols, à leur protection contre l'érosion, l'amélioration de la qualité des eaux de surface par une action de filtration biologique¹⁵. Dans cette étude, le résultat concernant la combinaison de spéculation on s'attend à ce que les agriculteurs qui exploitent le sol argileux soient moins exposés à utiliser les fertilisants agricoles que ceux qui exploitent le sol sablonneux.

¹⁴ B. TRAORE et K. DABO, *Interactions population-production agricole au Sahel et en Afrique de l'Ouest: Constat d'un déséquilibre et proposition pour des perspectives meilleurs. Etude et recherche Sahéliennes*, Institut du Sahel, n° 16, (2012), p. 14-27

¹⁵ OLOUMILADE et al. , cités par M. OUEDRAOGO et D. DAKOUO, *opcit.* (2019), p.1-16

Parmi les principaux facteurs qui influencent l'adoption des bonnes pratiques agricoles figure la disponibilité de la main d'œuvre¹⁶. Dans cette recherche on s'attend à ce que les paysans qui recourent à la main d'œuvre salariale sont moins exposés à l'adoption des fertilisants. Car, le caractère de rationalité dont dispose certains agriculteurs en substituant l'utilisation des fertilisants par l'extension de l'espace cultivée à l'aide de la main d'œuvre salariale.

Accès au crédit

Il s'agit d'une variable qui prend la valeur 1 si le producteur a eu accès à un crédit pour la production et 0 si non. L'accès au crédit permet de renforcer les capacités financières des producteurs et favorise ainsi l'adoption de nouvelles technologies. Le signe attendu de cette variable sur l'adoption des fertilisants agricoles est positif.

Accès à la vulgarisation agricole

Cette variable prend la valeur 1 si le producteur a déjà eu un contact avec les vulgarisateurs et 0 si non. Le contact avec les services de vulgarisation facilite l'accès à l'information sur les nouvelles méthodes de production et favorise leur adoption ; c'est ce qui justifie le signe positif attendu dans la présente étude.

Participation associative

Les dynamiques associatives jouent un rôle très important dans l'adoption ainsi que la vulgarisation des nouvelles technologies agricoles. Cette variable est binaire, avec 1 pour les membres des mouvements associatifs et 0 pour ceux qui ne sont pas membres. Dans cette étude on s'attend à ce que les agriculteurs membres d'une organisation associative puissent avoir une forte probabilité d'adopter l'utilisation des fertilisants agricoles que ceux qui ne sont pas membres.

1.4. Procédure d'estimation

La variable dépendante que cette étude cherche à l'expliquer est l'adoption de l'utilisation des fertilisants agricoles, notée par (Y). C'est une variable qualitative binaire, prenant la valeur 1 si l'agriculteur utilise les fertilisants et la valeur 0 si non. Elle est supposée fonction de caractéristiques socioéconomiques du ménage, de caractéristiques de la plantation ainsi que le cadre institutionnel local, (Xi). Par ailleurs, G est la fonction de distribution qui s'en suit. Elle est supposée suivre une distribution normale cumulative ou logistique. Dans le premier cas, le modèle Probit est utilisé ; et dans le second cas, le modèle Logit est appliqué. Dans le cas de cette étude, nous avons préféré recourir au modèle logit étant donné que la récolte des données n'a pas respecté certaines normes liées à l'échantillonnage. Dans les deux cas les deux modèles aboutissent aux résultats similaires. La formalisation du modèle de probabilité de l'adoption l'utilisation des fertilisants agricoles est formalisée de la manière suivante :

$$P(Y_j = 1/X_j) = G(\alpha + \sum_{j=1}^N \beta_j X + \epsilon_j) \quad (1)$$

¹⁶ L'étude réalisée par POISOT ET ZOUNDI (2007), cité par OLOUMILADE et al. (2019)

Avec une variable binaire et dépendante désignant la probabilité d'un paysan à adopter l'utilisation des fertilisants = 1 et = 0 (si non). $X_j, \dots, X_n$, représente les facteurs supposés affecter la probabilité d'adopter l'utilisation des fertilisants. ϵ est une variable aléatoire, correspondant au terme de l'erreur. α et β sont de paramètres inconnus à estimer. Ainsi, le modèle peut être spécifié comme suit :

Soit :

Utilisationfertilisant= $f(\beta_1\text{genre}+\beta_2\text{âge}+\beta_3\text{niveauétude}+\beta_4\text{tailleplantation}+\beta_5\text{typesol}+\beta_6\text{princ}$
spéculation $+\beta_7\text{maind'oeuvre}$ salariale $+\beta_8\text{activitéhoragricole}+\beta_9\text{accès}$ crédit $+\beta_{10}\text{membre}$ assoc
iatio $+\beta_{11}\text{accès}$ vulgar + ϵ). (2)

2. PRÉSENTATION DES DONNÉES ET LES RÉSULTATS

Dans cette partie, il sera question de présenter les données récoltées ainsi que les résultats des facteurs associés à l'adoption de l'utilisation des fertilisants agricoles par les agriculteurs du village Tubuluku.

Tableau 2. Présentation des données

Variables	Fréquences	Pourcentages
Genre de l'agriculteur		
- Masculin	71	71,00
- Féminin	29	29,00
Age de l'agriculteur		
- ≤ à 30 ans	8	8,00
- 31 à 39 ans	28	28,00
- 40 à 49 ans	46	46,00
- Plus de 49 ans	18	18,00
Niveau d'instruction		
- Sans instructions	19	19,00
- Primaire	50	50,00
- Secondaire;	30	30,00
- Supérieur ou Universitaire	1	1,00
Type de sol exploité		
- Argilo-Sablonneux	80	80,00
- Argileux	14	14,00
- Sablonneux.	6	6,00
Taille de l'exploitation		
- Moins d'un hectare	31	31,00
- Un hectare	30	30,00
- Plus d'un hectare	39	39,00
Principale culture de rotation		
- Maïs – Manioc	64	64,00
- Haricots – Manioc	19	19,00
- Arachides et autres cultures	17	17,00
Utilisation d'une main d'œuvre salariale	52	52,00

Variables	Fréquences	Pourcentages
- Oui	48	48,00
- Non		
Accès au crédit		
- Oui	4	4,00
- Non	96	96,00
Appartenance associative		
- Oui	58	58,00
- Non	42	42,00
Accès à la vulgarisation agricole		
- Oui	10	10,00
- Non	90	90,00
Utilisation fertilisants		
- Oui	30	30,00
- Non	70	70,00

Source : Auteurs sur base des données de l'enquête

Dans le tableau (2) ci-dessus, il est démontré que dans le milieu sous étude, la majorité des agriculteurs enquêtés sont les hommes (71%), ceci peut être expliqué par le fait que les femmes dans ce milieu exercent plus le petit commerce que les activités agricoles sont considérées comme activités secondaires pour les femmes. Il faut noter aussi que les jeunes sont moins actifs dans les activités agricoles dans le grand Kasai en général comme le démontrent les résultats de cette étude ; Aussi, on retrouve moins les personnes ayant franchie le niveau d'études supérieur et universitaire dans les activités agricoles dans la périphérie de la ville de Kananga ; car les activités agricoles restent moins rentables selon certains paysans interrogés sur place.

Comme le démontre les résultats ci-haut, les activités agricoles sont majoritairement pratiquées sur le sol argilo-sablonneux (80%) et sur les petites exploitations d'au maximum 1 hectare. Les principales cultures de rotation restent le maïs et le manioc (64%), ceci s'explique par le fait que dans le grand Kasai ces deux cultures constituent les aliments de base pour la population. Les résultats de l'enquête attestent qu'au moins 52% des paysans enquêtés recourent à une main d'œuvre salariale pour leurs activités champêtre. Malgré que les résultats de l'enquête montrent que plus de 50 % des agriculteurs du milieu sous études sont membres d'une organisation associative (tontine, ONG, OP, etc.), les résultats montrent un faible niveau d'accès aux actifs productifs tels que le crédit (4%), les fertilisants agricoles (30%) ainsi que le faible niveau d'accès aux services de vulgarisation agricole (10%). Ce faible niveau d'accès aux actifs productifs est considéré comme l'une des causes de la contreperformance de l'agriculture en République Démocratique du Congo¹⁷.

¹⁷ A. MUJINGA, *Dynamiques associatives et performances de l'agriculture paysanne en RDC : Evidences empiriques des agriculteurs du Territoire de Luiza au Kasai central*, Thèse de doctorat soutenue publiquement en vue de l'obtention du grade de Docteur en sciences Economiques, orientation : Economie Rurale et Développement, Université Protestante au Congo, (2019), p. 102.

Tableau 3. Présentation des résultats des déterminants de l'adoption d'utilisation des fertilisants agricoles

					Number of obs	=	100
					Wald chi2(51)	=	28.67
					Prob > chi2	=	0.0026
					Pseudo R2	=	0.2347
Fertilisants agricoles	DY/dx	Coéf.	Z	Prob.			
Genre (masculin)	0.2659	1.8547	2.61	0.009***			
Âge	-0.0366	0.2059	-0.61	0.542			
Niveau études (sans instructions)	0.0374	0.2159	0.59	0.558			
Taille plantation	0.0095	0.0537	0.23	0.817			
Type sol (sablonneux)	-0.1929	1..0834	-1.75	0.081*			
Principales spéculations (maïs et manioc)	-0.0292	0.1643	-0.45	0.651			
	-0.3143	-1.7563	-3.10	0.002***			
Main d'œuvre salariale	0.2281	1.2804	1.98	0.047**			
Autre activité génératrice de revenu	0.1181	0.5839	0.44	0.661			
Accès au crédit	0.2989	1.5976	2.74	0.006***			
Membre organisation associative	0.0426	0.2281	0.23	8.816			
Accès à la vulgarisation agricole							
_Cons.		-1.7388	-0.96	0.336			

***significative à 1%, **significative à 5% et *significative à 10%

Les résultats du tableau (3) modèle logit portant sur l'utilisation des fertilisants par les agriculteurs du village Tubuluku dans la périphérie de la ville de Kananga, indiquent que le modèle est globalement bon, car la probabilité associée au test de Chi-carré est de 0,0026. Avec le Pseudo R2=0,2347, qui représente le coefficient de détermination qui permet de déterminer le pouvoir explicatif des variables retenues dans un modèle pour expliquer un phénomène donné. Etant donné que nous sommes dans un modèle logistique, le « pseudo R2 » n'a pas la même signification et la même interprétation que le « R2 » d'une régression par la méthode des moindres carrés¹⁸. Cela a été le cas dans plusieurs études où ont trouvé des pseudos R2 très faibles, mais qui ne remettent pas en cause la qualité des modèles considérés. On peut citer pour exemple les travaux de Ouédraogo et Dakouo (201719) portant sur l'évaluation de l'adoption des variétés de riz NERICA dans l'Ouest du Burkina Faso où le pseudo R2 était de 17% ainsi que la thèse de Mujinga (201920) où le pseudo R2 était de 29%. Aussi, tous les tests ont été faits pour s'assurer de la fiabilité des résultats (voir Annexes).

Les résultats du modèle logit montrent l'utilisation des fertilisants par les agriculteurs de Tubuluku est influencée positivement par les variables suivantes : le genre (masculin), possession d'une activité hors agricole et la participation aux mouvements associatifs. Par

¹⁸ LONG et FREESE (2003), cité par A. MUJINGA.

¹⁹ M. OUEDRAOGO et D. DAKOUO, opcit. p. 1-16

²⁰ A. MUJINGA, opcit. p. 140

contre, les variables telles que le type de sol (sablonneux) et le recours à la main d'œuvre salariale exercent une influence négative sur l'utilisation des fertilisants par les agriculteurs de Tubuluku.

3. DISCUSSION ET IMPLICATIONS DES RÉSULTATS

Les résultats du modèle de l'utilisation des fertilisants par les agriculteurs de Tubuluku montrent que parmi les variables sociodémographique, les hommes ont une forte probabilité d'utiliser les fertilisants que les femmes. Ce résultat est conforme au signe attendu et corrobore avec ceux de nombreux chercheurs tels que Oloumiladé et al., Ouédraogo et Dakouo et Traoré et Dabo²¹, qui soutiennent l'hypothèse selon laquelle : du fait que les hommes ont plus accès aux services de la vulgarisation et aux facteurs de production agricoles que les femmes, ces derniers sont plus disposés à adopter les nouvelles méthodes de production que les femmes. Par contre, Allagbe et Biao (2013) et Ntsama et Kamgnia (2007), soutiennent que l'adoption n'est pas influencée par le sexe de l'agriculteur, car dans la plupart des milieux ruraux, les hommes tout comme les femmes sont tous actifs dans les activités agricoles. Dans le contexte du village Tubuluku tout comme dans le grand Kasaï en générale, cette situation peut être expliquée par l'existence des inégalités du genre. Ainsi, la sensibilisation sur la lutte contre les inégalités sociale est considérée comme la meilleure stratégie pouvant permettre aux femmes d'accéder aux actifs productifs de la même manière que les hommes.

Comme démontré dans le tableau (1) de la définition des variables et signes attendus, il n'y a pas d'unanimité concernant l'effet de l'âge sur l'adoption des technologies agricoles dans la littérature. Certains auteurs soutiennent que les producteurs les plus âgés (expérimentés) et peuvent adopter plus facilement les nouvelles variétés que les jeunes²² ; car, une plus grande longévité des producteurs les permet d'exposer à plus d'innovations agricoles²³. D'autres par contre, estiment que les agriculteurs vieux sont moins susceptibles ou ont tendance à rejeter les innovations contrairement aux jeunes agriculteurs²⁴. En d'autres termes, étant âgé (e)s, certains d'entre eux semble ne pas être favorables aux changements proposés par la vulgarisation, probablement pour des raisons culturelles ou de réticence. Par ailleurs, dans une étude portant sur taux et déterminants de l'adoption de variétés améliorées de riz au Sénégal, Ndeye et al., constatent comme nous que l'adoption des nouvelles pratiques agricole n'est pas expliquée par l'âge de l'agriculteur ; car les vieux tout comme les jeunes recherche à atteindre une certaine rentabilité de leurs activités agricoles²⁵.

21 B. TRAORÉ & K. DABO (2012), *opcit.* p. 14-27

22 J. YABI, et al, *Déterminants socio-économiques de l'adoption des pratiques culturales de gestion de la fertilité des sols utilisées dans la commune d'Ouaké au Nord-Ouest du Bénin*. Int. J. Bio. Chem. Sci 10 (2), (2016), p. 779-792.

23 Y.D. NGENDJEB, et al, *L'évaluation économique de l'investissement dans la conservation des sols : le cas des aménagements antiérosifs dans le bassin versant du lac Logdo au Cameroun*. Canadian Journal of Agricultural Economics 62, (2014), p. 393-410.

24 A. MUJINGA, *opcit.* p. 142

25 N. SEYNABOU et al, *Taux et déterminants de l'adoption de variétés améliorées de riz au Sénégal*, Économie rurale, p. 51-68.

L'adoption des nouvelles technologies exige un certain niveau de compréhension et de savoir-faire, c'est ainsi que dans beaucoup d'études il a été démontré que la majorité d'adoptants des nouvelles technologies avaient dès le départ reçu une éducation formelle²⁶. C'est dans cette logique que Fall par exemple, atteste que l'éducation formelle offre plus d'opportunités aux agriculteurs sur l'existence de nouvelles variétés que ceux qui n'ont pas reçu une éducation formelle²⁷. Dans le contexte sous étude, cette hypothèse n'a pas été validée, c'est-à-dire aucune différence de comportement n'a été trouvée entre paysans instruits et non instruits en matière d'adoption des fertilisants.

Dans cette recherche, le résultat obtenu ne confirme pas l'hypothèse de l'influence de la taille de la plantation sur la probabilité d'adoption des fertilisants par les agriculteurs de Tubuluku. Ce résultat est proche de ceux de Fall²⁸ et Mbétid. Par ailleurs, dans sa diversité la littérature empirique soutient que les petites superficies peuvent aussi utiliser la technique afin d'intensifier la production et la productivité²⁹. Aussi, les évidences empiriques de cette étude confirment la position soutenue par Mujinga (2019) dans une étude réalisée dans cette même province ; cet auteur soutient que d'une manière générale les sols sablonneux sont moins fertiles que les sols argileux, ce qui peut justifier le résultat trouvé dans cette recherche concernant l'effet de la qualité du sol sur l'adoption des fertilisants dans le village sous études.

Diversité des cultures pérennes vise la préservation d'espèces pérennes qui jouent un rôle important dans l'équilibre de l'agroécosystème. En effet, certaines espèces contribuent au maintien de la fertilité des sols, à leur protection contre l'érosion, l'amélioration de la qualité des eaux de surface par une action de filtration biologique. Dans cette étude, le résultat concernant la combinaison de spéculon ne confirme pas l'hypothèse de l'influence de la combinaison de culture sur l'adoption des fertilisants. Selon plusieurs auteurs, notamment Poisot et Zoundi³⁰, parmi les principaux facteurs qui influencent l'adoption des bonnes pratiques agricoles figure la disponibilité de la main d'œuvre. Cette hypothèse n'a pas été confirmée dans le cas du village Tubuluku, où les paysans qui recourent à la main d'œuvre salariale sont moins exposés à l'adoption des fertilisants. Cette situation peut être expliquée par le caractère de rationalité dont dispose certains agriculteurs en substituant l'utilisation des fertilisants par l'extension de l'espace cultivée à l'aide de la main d'œuvre salariale.

Contrairement à ce qui est trouvé dans cette étude, les nouvelles technologies dans la production agricole exigent souvent de liquidités pour acheter les intrants comme les semences à haut rendement et des engrais chimiques. En effet, l'importance du capital dans l'adoption des innovations agricoles a été prouvée par plusieurs études à l'instar de : Adégbola et al. et

²⁶ B. TESFAYE et al, *Impact of improved wheat technology adoption on productivity and income in Ethiopia. African Crop Science Journal* 24 (Issue supplement S1), (2016), p. 127-135.

²⁷ A. FALL, *Impact du crédit sur le revenu des riziculteurs de la vallée du fleuve Sénégal*. Thèse de doctorat, université Montpellier I, France, (2006), p.357.

²⁸ Idem.

²⁹ P. SISOOKO et P. LEBAILLY, *Les déterminants des rendements du mil et du sorgho avec la technique du microdosage d'engrais*, *Revue Marocaine des Sciences Agronomiques et Vétérinaires*, Vol 7 (2), (2019), p. 213-222.

³⁰ Cités par M. OUEDRAOGO et D. DAKOUO, opcit. p. 1-16

Adesina et al.,³¹. Par ailleurs, le résultat de ce travail paraît contradictoire à la théorie sur la microfinance ainsi que le rôle même du crédit dans les activités économiques. Dans le contexte sous études, nous pouvons expliquer la non-existence de relation entre la variable crédit et l'adoption des fertilisants par la non-existence des institutions formelle d'octroi de crédit agricole dans cette zone. Les dynamiques associatives jouent un rôle très important dans l'adoption ainsi que la vulgarisation des nouvelles technologies agricole. Ceci est confirmé par les résultats de ce présent travail, où il est attesté que les agriculteurs membres d'une organisation associatives ont une forte probabilité d'adopter les fertilisants que ceux qui ne sont pas membres. Ces résultats est soutenu par les évidences empiriques de A. Nganda dans la périphérie de la ville de Kinshasa ³². En effet la théorie économique Walras et Menger, stipulent qu'une innovation sera adoptée seulement lorsque les individus concernés sont convaincus, compte tenu des informations dont ils disposent, de l'intérêt ou des gains qu'ils peuvent en tirer³³³⁴. De ce fait, les agriculteurs qui ont plus d'informations sur les pratiques technologiques sont supposés être plus susceptibles d'adopter ces pratiques. Par contre, dans la présente étude, malgré le signe positif du coefficient de la variable accès à la vulgarisation agricole, cette variable ne semble pas exercer de l'influence sur l'adoption des fertilisants dans la zone sous études.

Partant des résultats obtenus dans cette étude, nous estimons que l'amélioration de la capacité de production des agriculteurs R.D. Congolais en générale et ceux de la périphérie de la ville de Kananga en particulier passe par la mise en place des structures de financement en encadrement des agriculteurs dans le milieu ruraux congolais afin de leurs permettre d'avoir accès aux actifs productifs tels que le crédit, les semences améliorée, les fertilisants ainsi que la mise en place des coopératives agricoles afin de leurs permettre d'améliorer leur capacité de production.

CONCLUSION

Cette étude identifie les principaux déterminants de l'adoption des fertilisants agricoles par les agriculteurs de la périphérie de la ville de Kananga. Les données utilisées sont issues d'une enquête réalisée auprès de 100 ménages du village Tubuluku. Le modèle logit a été utilisé pour modéliser la décision de ménages sous étude d'adopter ou non l'utilisation des fertilisants agricoles. Les résultats de l'étude révèlent un faible niveau d'adoption de ce fertilisant, soit 30% des paysans utilisent ce fertilisant dans leurs plantations. Les résultats du modèle logit montrent que l'utilisation des fertilisants agricoles par les agriculteurs de Tubuluku est influencée positivement par le genre (masculin), la possession d'une activité hors agricole et la

³¹ A. ADESINA et J. BAIDU-FORSON, *Farmers' perceptions and adoption of new agricultural technology: Evidence from analysis in Burkina Faso and Guinea, West Africa. Agricultural Economics* 13, (2000), p. 1–9.

³² JP. NGANDA, 2007, opcit. p.74-75

³³ L. WALRAS, *Éléments d'économie politique pure*. Paris, Economica, 1988.

³⁴ C. MENDER, *On the Origin of Money. Economic Journal*, 2, (June 1892), p. 239-255.

participation aux mouvements associatifs. Par contre, les variables telles que le type de sol (sablonneux) et le recours à la main d'œuvre salariale exercent une influence négative sur l'utilisation des fertilisants par les agriculteurs de Tubuluku. Ces résultats présentent quelques limites notamment au niveau de la méthode d'échantillonnage utilisée, la taille de l'échantillon ainsi que l'absence des certaines variables pourtant nécessaires pour expliquer la question des facteurs déterminants de l'adoption des nouvelles technologies en agriculture.

Annexes

Test de prédiction des résultats du modèle logit

Logistic model for utilisezvousdesfertilisantsagric

Classified	True		Total
	D	~D	
+	16	6	22
-	14	64	78
Total	30	70	100

Classified + if predicted $\Pr(D) \geq .5$

True D defined as utilisezvousdesfertilisantsagric != 0

Sensitivity	$\Pr(+ D)$	53.33%
Specificity	$\Pr(- \sim D)$	91.43%
Positive predictive value	$\Pr(D +)$	72.73%
Negative predictive value	$\Pr(\sim D -)$	82.05%

False + rate for true ~D	$\Pr(+ \sim D)$	8.57%
False - rate for true D	$\Pr(- D)$	46.67%
False + rate for classified +	$\Pr(\sim D +)$	27.27%
False - rate for classified -	$\Pr(D -)$	17.95%

Correctly classified	80.00%
----------------------	--------

Test de spécification du modèle logit

Logistic regression	Number of obs	=	100
	LR chi2(2)	=	29.27
	Prob > chi2	=	0.0000
Log likelihood = -46.453508	Pseudo R2	=	0.2395

utilisezvousdesfertilisantsagric	Coef.	Std. Err.	z	P> z	[95% Conf. Interval]	
_hat	1.15209	.3272639	3.52	0.000	.5106646	1.793515
_hatsq	.0956095	.1185393	0.81	0.420	-.1367233	.3279423
_cons	-.0562783	.3139481	-0.18	0.858	-.6716053	.5590488

Multiculturalisme et démocratie en République Démocratique du Congo

Aimé Kayembe Muteba Miko
Chef de Travaux/ISDR-Tshibashi
Aimekayembe1959@gmail.com

RESUMÉ

Dans cet article, nous avons réfléchi sur le multiculturalisme et la démocratie en République Démocratique du Congo. En effet, nous avons voulu montrer que la République Démocratique du Congo est caractérisée par une diversité de cultures. Au lendemain de l'indépendance célébrée en juin 1960, elle a souffert des maladies infantiles qu'a connues la plupart des jeunes pays africains, telles les guerres fratricides, les guerres tribales, les sécessions etc. toutes ces manifestations ont traduit une quelconque culture démocratique, si ce n'est que la culture politique paroissiale qui guidait les actions politiques en République Démocratique du Congo.

Les différents acteurs sociaux et administratifs congolais représentent chacun une culture tout à fait particulière qui s'insère dans la multitude des cultures pour l'expression démocratique. De cette manière, nous avons constaté que la démocratie est une pratique. Elle s'inspire des valeurs qui peuvent se transmettre d'une génération à une autre.

En outre, la démocratie étant une pratique, elle s'inscrit dans une manière de penser, d'agir et de réagir d'un peuple et d'une contrée donnée. Par conséquent, la démocratie ne peut être effective que là où le multiculturalisme observe la diversité culturelle tout, en privilégiant le bien-être total et global de la population dans la construction de l'Etat Congolais. Mais en RDC, la culture démocratique frise dans le tribalisme, l'ethnicisme, le clientélisme etc.

Nous disons au demeurant qu'il appartient aux Congolais et aux Congolaises eux-mêmes de cultiver un sentiment de vivre ensemble quel que soit la diversité des cultures et d'investir leurs efforts dans l'observation des us et coutumes démocratiques en vue du bien-être collectif.

Mots clés : Multiculturalisme, démocratie, RD Congo.

INTRODUCTION

Depuis plusieurs décennies, plusieurs pays d'Afrique, parmi lesquels la RDC, ont vécu des systèmes totalitaires et monolithiques. Avec le vent de la Perestroïka, la plupart d'entre eux se sont résolus à s'engager sur la voie du changement devant les conduire à l'instauration des sociétés démocratiques où l'exercice de droits et libertés fondamentaux sera effectif et possible. Ces différents pays engagent cette lutte vers un univers démocratique dans un environnement national, multiculturaliste tout en subissant des contraintes culturelles qui rendent ardues l'instauration de la culture démocratique porteuse du bien-être pour leurs pays.

C'est dans cette perspective que nous avons intitulé notre article : « Multiculturalisme et Démocratie en République Démocratique du Congo ».

Pour réaliser notre réflexion, nous avons considéré la RDC comme un espace géographique sur lequel s'effectuera notre étude et cela dans une dimension temporelle allant de 1990 à nos jours. La République Démocratique du Congo, s'étant engagé sur la voie du changement devant conduire à l'instauration de la démocratie est butée depuis lors à des difficultés de plusieurs ordres, dont les contraintes culturelles. Malgré la volonté exprimée réellement par la population de s'engager effectivement sur le chemin démocratique, le changement voulu s'accompagne des tensions des heurts et accros.

Bien des conflits qui étaient larves jusque-là, ont éclaté aujourd'hui. Dans certains cas, ceux-ci ont pris l'ampleur de tragédies dans lesquelles des communautés entières ont été massacrées ou déplacées. Ce fut le cas des populations de l'Est de la RDC, d'Ituri, de Kindu, Bafuansende, Bunia, Dimbelenge, grand-Kasaï, etc. Ce sont les partis politiques, les groupes de pression et autres partenaires qui se disputent des privilèges politiques.

Tous ces acteurs sociaux et politiques représentent de façon singulière une certaine culture qui se retrouve dans une diversité culturelle agissant suivant certaines valeurs culturelles qui traduisent un certain multiculturalisme.

Cependant, le multiculturalisme valorise une culture qui s'identifie à des collectivités particulières en RDC, comme c'est le cas de tribu et ethnies, ceci constitue un problème sérieux à l'instauration de la démocratie en RDC.

Eu égard à ce qui précède, nous sommes arrivés à nous poser la problématique suivante :

Le multiculturalisme peut-il aider à asseoir la démocratie en RDC ? Si la dictature est généralement considérée comme un système politique basé sur l'arbitraire, la démocratie quant à elle est devenue synonyme d'Etat de droit, droit à la vie, à l'éducation, à la nationalité, à l'information, etc.

En RDC, il y a un véritablement urgence d'un Etat de droit pour l'avènement d'une société de droit. Dans son propos intitulé pouvoir et idéologies tribales au Zaïre, le docteur Kabamba a écrit ceci : il est urgent de rétablir un Etat de droit, un gouvernement qui jouisse de la confiance de l'ensemble du Pays, une

administration sans népotisme, un appareil judiciaire qui sévit contre la corruption endémique des forces de l'ordre qui ne cesse de piller, de voler, de rançonner, de tuer, un appareil d'éducation fonctionnel et valoriser des hôpitaux qui ne soient pas d'infâmes mouvoir...³⁵

Les différents acteurs sociaux, administratifs et politiques qui opèrent dans l'environnement politique congolais représentent chacun une culture tout à fait particulière, qui est appelée à s'insérer dans la multitude des cultures pour l'expression démocratique. D'où nous soutenons avec F. Mayor que la démocratie est une pratique. Si elle s'inspire des valeurs qui peuvent se transmettre, elle est essentiellement un mode d'action, c'est en l'expliquant qu'on la justifie, c'est en s'en servant qu'on la légitime.³⁶

Etant une pratique, elle s'inscrit dans une manière de penser, d'agir et de réagir d'un peuple, d'une contrée donnée, la démocratie ne peut être effective que là où le multiculturalisme observe la diversité culturelle, tout en privilégiant le bien être total et global de la population dans la construction de l'Etat congolais.

En outre, nous estimons que ce sont les différents aspects culturels qui s'imposent dans la conduite des affaires politiques qui gênent et rendent ardue l'instauration de la démocratie en RDC.

1. APPRÉHENSION CONCEPTUELLE

1.1. Notion de démocratie

Le gouvernement du peuple, le mot démocratie est sans doute une notion qui est mal comprise et mal employée au moment où les pouvoirs dictatoriaux prétendent se réclamer d'un soutien populaire en se parant d'étiquette démocratiques. Pourtant, la puissance de l'idée démocratique a également suscité quelques-unes des formules les plus profondes et les plus touchantes de l'histoire de l'humanité, en matière de volonté et d'intellect de Périclès dans l'antique Athènes, à Václav Havel, dans la moderne Tchécoslovaquie, de la déclaration de l'indépendance de Thomas Jefferson, en 1776, au dernier discours d'Andrei Sakharov en 1989.

La définition de la démocratie, celle que donne le dictionnaire est la suivante : Gouvernement par le peuple, la souveraineté y est investie dans le peuple et exercée directement par lui ou par ses représentants désignés au cours d'élections libres. Selon l'expression d'Abraham Lincoln, la démocratie est le gouvernement du peuple, par le peuple et pour le peuple.

La démocratie évoque une série d'idées et des principes sur la liberté, elle consiste aussi en une série des pratiques et des procédures élaborées à travers une longue histoire et souvent tortueuse. Pour cette raison, il est possible d'identifier certains des éléments ayant résisté à l'épreuve de temps, à savoir le fondement du gouvernement constitutionnel, les droits de l'homme et l'égalité devant la loi, dont une société doit pouvoir bénéficier pour être dûment tenue pour démocratie.

³⁵ KABAMBA K., cité par B.H. KABARHUZA, reconstruction et démocratie de la ROC, acte du colloque national de la société congolaise tenu à Kinshasa du 16 au 20 juin 1997, p.87

³⁶ MAYOR F., cité par UNESCO, P.MEYER, la culture démocratique, un défi pour les écoles. S.D., P.57

En outre, Robert Dahl soutient que dans la compétition et négociation permanente, le peuple parvient à garder le contrôle de la chose publique, notamment grâce à l'élection qui constitue la source nationale de tout arbitrage entre groupes.

Pour Maurice Diverger, la démocratie suppose que les luttes de classes ne dépassent pas un certain degré soit parce que l'inégalité et l'oppression matérielle ne sont pas trop grandes, soit parce que la conscience de cette inégalité et de cette oppression reste faible et que les opprimés n'ont pas encore les moyens de se battre.

La démocratie est un mot qui a plusieurs acceptions, selon le milieu, l'idéologie, le but... Cette multiplicité de définition ne constitue pas une observation pour la science politique, mais elle est plutôt perçue comme inhérente à la notion même de la démocratie.

Dans ce même ordre d'idées, nous disons qu'en RDC, la démocratie est un concept en vogue, depuis de longues années. Il est même déjà très familier dans la mentalité congolaise, disait Tshishimba K.³⁷ d'ailleurs soutient-il, c'est depuis la lutte pour l'indépendance que les pères de l'indépendance ressortissants de différentes tribus (cultures) du pays se sont servi de la démocratie pour parler de la notion congolaise « naissante ».

En définitive, la démocratie demeure le mode de gestion du pouvoir dans lequel le peuple est la seule source de souveraineté, de décisions, d'orientation et de contrôle de toute société. C'est-à-dire que le peuple est la seule et unique source de légitimité.

1.2. Multiculturalisme

Le multiculturalisme suppose l'existence de plusieurs cultures qui évoluent dans un milieu donné, observées par différents groupes d'individus suivant les caractères d'ordre religieux, ethnique, linguistique et tribal. Le multiculturalisme tel que nous l'entendons renvoi à une certaine diversité des cultures vécues comme pratique dans l'environnement sociétal.

Dans cette perspective, l'expérience canadienne en matière de diversité repose sur la conviction que l'acceptation et le respect des individus servant les intérêts de la collectivité et favorise l'émergence d'une société plus souple, plus harmonieuse et plus innovatrice. Cette foi la valorisation de la diversité reconnaît que le respect des différences culturelles est inhérent au sentiment d'estime et d'identité personnelle. Et, qu'une société qui accueille tous les individus également est une société qui favorise l'épanouissement, la participation, ainsi que l'attachement et l'appartenance au pays.

L'expérience de la RDC, nous renseigne et nous livre un pays ayant dans son patrimoine culturel, 253 ethnies et environ 450 dialectes, autant des religions notamment catholique, protestante, musulmane, pentecôtiste, méthodiste, et autre. Il a un environnement culturel multiforme et diversifié. Et face à l'instauration de la démocratie, ce paysage politique connaît des difficultés énormes d'ordre politique et de ce fait loin d'asseoir un État-nation, le lieu par excellence de l'exercice démocratique. Cette diversité

³⁷ TSHISHIMBA KATUMUMONYI, « la perception de la démocratie en République démocratique du Congo » in annales de l'Université libre de Kinshasa, 1^{ère} année, vol.1, n° 1 et 2, février 2013

culturelle en République Démocratique du Congo est à l'origine des tensions et différends dans les rapports entre congolais. D'où le multiculturalisme radical, dans l'esprit du Prof. ISANGO³⁸ se veut être celui qui fait que les groupes sociaux s'identifient à des collectivités particulières plus fortement qu'à l'identification nationale. C'est le cas de certains groupes religieux ou ethniques qui imposent leur culture dans la gestion politique du Pays.

2. BREF APERÇU HISTORIQUE DU PROCESSUS DEMOCRATIQUE EN RDC

Les années 1989-1990 s'inscrivent en lettre d'or dans l'histoire du monde et particulièrement dans celle de l'Afrique Sud Saharienne. En effet, les grands bouleversements socio-politiques intervenus en Europe de l'Est, qui ont corroborés par les exigences de l'ouverture démocratique édictées par le sommet Francophone de la Baule et appuyées par des bailleurs de fonds occidentaux, ont donné lieu à la déstabilisation des régimes monolithiques, déjà affaiblis de l'intérieur par une crise socio-économique sans précédent.

Du Bénin au Togo, du Congo Zaïre, de Madagascar à la Zambie, du Burundi au Rwanda, du Gabon au Cameroun, l'Afrique dans sa grande majorité est en proie à une bousculade qui se justifie dans la recherche d'un nouvel ordre politique.

En RDC, alors Zaïre, cette recherche du nouvel ordre politique a été marquée par le discours du 24 avril 1990. Au terme de celui-ci, le Président Mobutu a annoncé solennellement :

- L'instauration au Zaïre du multipartisme à trois et
- L'abolition de l'institutionnalisation du M.P.R. (mouvement populaire de la révolution) avec comme conséquence :
 - La suppression de son rôle dirigeant ;
 - La séparation nette entre le parti et l'État ;
 - La réhabilitation des trois pouvoirs traditionnels ;
 - L'instauration d'un pluralisme syndical ;
 - L'élaboration d'un projet de loi devant régir les partis politiques dans le pays et organiser leur financement.³⁹

Depuis cette date jusqu'à ces jours, la situation politique évolue en dents de scie comme l'a si bien dit Modeste Mutinga dans son ouvrage intitulé RDC à l'aube de la 3ème République, Démocratie ou démocratie.⁴⁰

Du multipartisme à trois à l'actuelle constitution de transition issue du dialogue inter-congolais et de l'accord global et inclusif et aujourd'hui à l'accord global et inclusif du centre interdiocésain, dite de la saint sylvestre, les textes ont été élaborés, amendés et adoptés sans que les changements souhaités par la majorité de la population soient matérialisés et perceptibles.

³⁸ ISANGO, Séminaire d'histoire des idées. D.E.A, S.P.A., Unilu, 2005-2006

³⁹ Extrait du discours du président de la République prononcé le 24 avril 1990. Tiré du journal Zaïre-Afrique n°244-245, avril-mai, P.202

⁴⁰ MUTINGA M., RDC à l'aube de la 3ème République, Démocratie ou démocratie, Bruxelles, éd. Espace Afrique, 2005, P.14

Généralement en Afrique et particulièrement en RDC, la démocratie se pratique de manière trompeuse et sert d'alibi aux militaires et bourgeois compradores à s'emparer du pouvoir. Comme c'est le cas en RDC, le général Joseph Désiré Mobutu en prenant le pouvoir, le 24 novembre 1965, justifiait son coup de force par la situation catastrophique qui menaçait le pays à cause des disputes stériles de politiciens immatures et incapables de mener le pays dans la paix et la concorde vers la démocratie. La substance de cette déclaration insuffle une certaine ouverture démocratique, qui, à la constitution de 1967 a inspiré l'instauration de deux partis politiques, mais dans la suite, c'est l'institutionnalisation du M.P.R. parti unique, excluant toute possibilité du pluralisme politique au pays.

La démocratie étant une pratique, elle est véhiculée par un certain nombre des principes qui relèvent de la culture politique, qui se veut être l'association du peuple ou de la population à la gestion de la chose publique, aux débats, aux thèmes sensibles de la vie et de la nation.⁴¹

La démocratie étant possible dans un État-nation, elle connaît des contraintes d'ordre culturelles qui font qu'elle chancelle en République Démocratique du Congo depuis son accession à sa souveraineté internationale jusqu'à ces jours.

Remontant à l'histoire, à la négociation qui s'effectuait en 1960, c'est-à-dire à la table ronde, l'accession à la souveraineté a suscité un clivage qui a marqué la vie politique de la RDC. Cette vie polarisée entre les radicaux et les modérés à la négociation pour la conquête de l'indépendance a donné lieu à une souveraineté négociée. Il s'est dégagé d'un côté le MNC s'alliant au texte des radicaux et le parti tribaliste et pro-belge, le PNP, qui regroupe tous ceux qui veulent s'opposer à Lumumba aux élections à la table ronde, élections qui marquaient les pas aux élans démocratiques en vue de donner aux colonisés congolais un Etat démocratique. C'était déjà un mauvais départ, avec une démocratie téléguidée et modelée à la manière du colonisateur.

En outre, non seulement le MNC et le PNP, mais aussi, d'autres associations telles que le BALUBAKAT, la CONAKAT, le MNC/Kalonji, ABAKO. Ces différentes associations avaient comme fondement des bases tribales, ethniques, provinciales etc. Ce qui traduisait un multiculturalisme radical, car, tout animateur du parti, association ou autre mouvement se réclamait être d'une tribu, d'une ethnie ou province donnée. Avec tout ce qui a eu, la RDC a eu sa souveraineté internationale dans les conditions que le colonisateur n'avait pas souhaitées. La non-préparation des acteurs politiques aidant, la RDC va démarrer sa vie politique avec ce que l'on a connu comme guerres fratricides, tribales etc. de cette manière, la démocratie ne pouvait pas être vécue, car, en proie par la main noire du colonisateur qui ne cessait de tirer les ficelles du pouvoir de façon latente, ainsi que les divisions provinciales, tribales et ethniques qui ont caractérisé les animateurs de la vie politique congolaise jusqu'à nos jours.

3. LA DEMOCRATIE FACE A LA DIVERSITE CULTURELLE EN RDC

Comme nous l'avons souligné ci-haut, la démocratie est une pratique qui se réalise sur base de l'observation des principes qui sous-tendent l'exercice du pouvoir par le plus grand nombre à la construction nationale.

⁴¹ KALUNGA. M., « *la politique culturelle en RDC* », in 40 ans d'indépendance mythes et réalités, tome 1, P.U.L, Lubumbashi, 2004, P.364

Nous allons dans cette partie de notre réflexion, montrer la façon dont la démocratie s'est appliquée en RDC avec différentes manifestations politico-culturelles. Et cela en trois étapes, notamment, le règne de Mobutu, la période du gouvernement de l'AFDL avec Mzee. L.D. Kabila et l'avènement de Joseph Kabila

3.1. Le règne de Mobutu

Ayant opéré son coup d'Etat préparé et réussi, Mobutu commença son opération de charme. Il développa des relations des actions pouvant lui permettre de renforcer sa position politique pour acquérir la légitimité dont a besoin tout putschiste. Mais, il était sûr de sa légitimité internationale.

Soutenu par l'opinion internationale (USA, Belgique, France) le président Mobutu a combattu les nationalistes pour avoir servi comme complices à la mort de Lumumba. Mais, de façon démagogique, il se présentait à toute la nation comme nationaliste.⁴² Ce qui sème la confusion dans l'esprit de paysans du Kwilu qui le considéraient comme l'ennemi de Lumumba. Au paravent, les paysans du Kwilu avec comme leaders tribal, Mulele, ne pouvaient pas se fier à Mobutu, qui, plus tard montera des mécanismes pour l'éliminer

La gestion politique de Mobutu s'est entourée du soutien étranger ainsi que la conscience tribale et cela dans la mesure où la dépendance étrangère s'est caractérisée par le soutien apporté au dictateur pendant son règne en vue d'un néo-colonialisme qu'a connu le congolais, alors Zaïrois. En outre, la conscience tribale basée sur la tribu, celle-ci définie selon Grawford Young comme la première catégorie de l'interaction sociale, la première caractéristique à laquelle réagit un africain en face de l'autre.⁴³ Au fait, il s'agit d'une donnée sociologique essentielle à prendre en compte, car en RDC la tribu a été utilisée à tort en vue de la destruction du pays. Au lieu d'être utilisée comme norme positive de participation du peuple à la construction nationale, la tribu a été dépravée et politisée, elle a aussi développé une idéologie discriminatoire, basée sur le culte de celle-ci que l'on dénomme « tribalisme », fondé sur le sentiment de domination d'une tribu sur une autre avec son corollaire de séparatisme. Cette idéologie discriminatoire apparaît comme un instrument de lutte et de conquête politique.

Sous son règne, monsieur Mobutu a utilisé sa tribu Ngwandji pour s'emparer du pouvoir, l'exercer et le conserver le plus longtemps possible. Dans ces conditions, un pouvoir soutenu par la dépendance extérieure avec comme pilier la tribu de Mobutu, la démocratie ne pouvait pas s'appliquer, étant dans un Etat unitaire, caractérisé par un multiculturalisme radical dominé par la culture Ngwandji. Car, la démocratie comme idéal ne pouvait pas s'appliquer dans l'environnement marquée par la domination extérieure et le multiculturalisme radical.

3.2. La période du gouvernement de VAFDL sous L.D. Kabila

Le gouvernement de l'AFDL, dirigé par L.D. Kabila Président autoproclamé de la RDC, a été constitué peu après le 20 mai date de l'arrivée de Mzee Kabila à Kinshasa.

⁴² NDAWELL/ EN ZIEM, l'histoire du Zaïre, l'héritage ancien à l'âge contemporain, Louvain-la-Neuve, éd. Du colot, 1997, P. 622

⁴³ GRAWFORD YOUNG, *introduction à la politique congolaise*, Bruxelles, CRISP-INEP, 1968, P.III

Le règne de Kabila a été caractérisé par un nationalisme radical, basé sur la prise en charge du peuple congolais, l'idée d'indépendance et ses multiples initiatives sur le plan culturel et de développement. Avec la création du service national, le feu Président Kabila s'attire des ennuis de la part des tenants de la domination internationale.

Arrivé au pouvoir, Mzee Kabila s'entoure aussi de la tribu, parmi ses acolytes, on retrouve ses oncles, cousins, neveux, beaux-frères etc.

La gestion politique commencée par un Président autoproclamé qu'après avoir élaboré et publié un décret-loi constitutionnel n°003 relatif à l'organisation et à l'exercice du pouvoir en RDC, L.D. Kabila suspend pour deux ans les activités politiques. Seul l'AFDL son parti est habilité à fonctionner. Ce retour à la pratique du parti unique n'avait pas d'élan démocratique.

Replacé dans le contexte international, L.D. Kabila a été désavoué par les ténors de l'hégémonie mondiale qui voulait à tout prix maintenir la RDC dans la situation de la dépendance. Et, avec les élans ethniques et tribaux dont a fait montre L.D. Kabila, avec un gouvernement garni des frères, sœurs, neveux, cousins et oncles, la démocratie était loin de s'instaurer dans le Congo de L.D. Kabila.

De cette manière le gouvernement du peuple, par le peuple et pour le peuple ne s'aurait s'installer car, étouffée par la dépendance imposée de l'extérieur et de visées ethniques à la commande de la République, sans observation des principes démocratiques, notamment l'acceptation de l'autre, la liberté, la connaissance, la tolérance, l'honnêteté, la responsabilité comme l'a si bien dit Kisonga Kashulwe.⁴⁴

La construction du pays amorcée par L.D. Kabila attendue de tous les filles et fils de la RDC a été caractérisée par une dimension culturelle qui selon Joseph Kizerbo, détermine les orientations du développement au service de l'homme. Il n'y a pas de stratégie du développement sans intégration de la dimension culturelle. Précise-t-il avec raison, non pas sous une forme lâche et occasionnelle, mais entant qu'élément intrinsèquement cheville dans un tout organique.⁴⁵

Dans la défense du nationalisme exacerbée, L.D. Kabila succombât par suite le 16 janvier 2001, laissant le Pays sans cadre juridique. C'est-à-dire le pouvoir dans la rue. Et ses frères et sœurs comme pour conserver le pouvoir suivant les principes non démocratiques, ont par convenance donné le pouvoir à son fils, le Général Major Joseph Kabila Kabange. Encore une fois, c'est sur base des données ethniques et tribales que le pouvoir est passé du père au Fils.

3.3. L'avènement de Joseph Kabila

Arrivé au pouvoir par héritage, encore un mode d'acquisition de pouvoir non démocratique, Joseph obtient l'appui extérieur avec contestation, et opposition interne, ce qui a fait que l'opposition armée qui avait

KISONGA KASHUBWE, « le congolais devant la démocratie », in 40 ans d'indépendance. Mythe et réalité, question politique, T.IV, P.U.L, Lubumbashi, 2004, P. 169

⁴⁵ KIZERBO J., cité par Raymond CHASE, l'alternative culturelle, Bruxelles, éd., PUBSUD, 1994, P.33

déclenchée la guerre à l'Est puisse s'intensifier à travers toute la côte Est vers la province Orientale et au centre vers le Kasai-Oriental en passant par Kindu vers Dimbelenge au Kasai-Occidental.

L'ouverture démocratique augure l'opposition interne qui reprend ses activités avec en tête la fille aînée de l'opposition (UDPS/Tshisekedi) depuis la suppression de l'acte constitutionnel par Mzee L.D Kabila. Ce qui dégage la participation politique que nous utilisons ici dans le sens que lui donne Alain Lancelot⁴⁶, à savoir l'intervention des citoyens dans le domaine spécialisé des affaires politiques.

Dans l'exercice du pouvoir et la gestion de la RDC, Joseph Kabila instaure le dialogue avec l'opposition armée et l'opposition non armée et cela avec le concours complice de la communauté internationale constituée des acteurs politiques tels USA France, Belgique, Angleterre etc. ainsi les organisations internationales tant humanitaires, militaires, financières et sociales (ONU, OUA, FMI, OTTAN, BM, OMS, UNICEF) etc.

Comme ses prédécesseurs, Kabila fils se propose de conduire le pays à la démocratie en vue de mettre fin aux interminables transitions. Mais les guerres qui ont donné lieu aux différentes rencontres jusqu'au dialogue inter-congolais duquel est issu l'accord global et inclusif ont rendu difficile l'instauration de la démocratie qui a cheminé et chemine encore sur un chemin tortueux et tordu.

Le président Joseph Kabila à accédé au pouvoir suite à la concordance de vue des forces en présence telles : les cadres de l'AFDL, la communauté internationale et autres lobbies qui militent dans l'ombre profitant d'immenses richesses que regorge la RDC. C'est de cette manière que ce chef d'Etat était arrivé au pouvoir.

Comme tout pouvoir acquis en dehors de la volonté populaire, le détenteur milite pour sa légitimation et sa légalisation. C'est ainsi que Kabila fils aussitôt sur le trône, a visé la légitimation du pouvoir en place, grâce à une gestion visible et communicatrice, soucieuse du bien-être du peuple, de justice distributive et de paix sociale avec une détermination d'aller aux urnes pour se faire légitimer. D'où les élections de 2006, 2011, ont été entachées de plusieurs irrégularités.

La mise sur pied des institutions de la République, ainsi que de la désignation des mandataires des entreprises du pays n'ont eu comme sous bassement que les accointances politiques et stratégies non démocratiques.

La démocratie, telle que vécue pendant le règne de Joseph Kabila s'est manifestée à travers le cadre juridique la participation des citoyens au processus démocratique marqué par les élections, les activités des partis politiques et celles de la société civile.

Le cadre juridique a connu plusieurs réformes suite à l'ouverture du Président de la République, qui, en face des plusieurs groupes armés opposés, il a été soutenu par les puissances régionales.

⁴⁶ Alain LANCELOT, la participation des Français à la politique, Paris, PUF, (coll. Que sais-je ?), 1976, P.6

C'est ainsi que la recherche des solutions, à cette crise a été caractérisée par la signature de plusieurs accords global et inclusif, conclu à Pretoria en Afrique du Sud, le 17 décembre 2002, sous les hospices de l'Afrique du Sud, de l'Union Africaine et de l'organisation des Nations-Unies.

La participation des citoyens au processus démocratique en RDC est garantie par la constitution du 18 février 2006. Celle-ci offre la possibilité à la société civile de participer aux affaires publiques. Et la loi du pays sur la presse privée jouit d'indépendance relativement large, comparativement à beaucoup des pays Africains de même niveau politique. Mais, il apparaît que la pratique courante, réflexivité et la jouissance de ses droits et libertés ne sont pas pleinement assurées. À travers des mesures administratives tatillonnantes, l'exécutif parvient à exercer sur les médias un contrôle insidieux qui contrarie les libertés garanties par la constitution.

En outre, la liberté d'expression demeure fragile. En dépit des garanties juridiques, l'Etat ne semble pas être disposé à tolérer les voix discordantes. Cela se traduit à travers le harcèlement des journalistes poursuites, arrestations et assassinats pour avoir exercé leur liberté d'expression.

Quant à la liberté d'association, les membres d'associations sont victimes ou objet d'harcèlement de façon régulière, en particulier pour ce qui est des associations de défense de droit de l'homme.

Les élections de 2006, comme celle de 2011, ont été emmaillées des contentieux électoraux. Cela est dû au traitement judiciaire du contentieux électoral qui est un maillon faible dans la gestion des élections en RDC.

Les partis politiques évoluent encore dans un environnement hostile d'une certaine manière à leur développement institutionnel et réfractaire à leur contribution aux débats nationaux sur la gouvernance démocratique. Leur gestion interne est largement autoritaire et personnalisée. Us font très peu de place aux femmes dans leur gestion.

La gestion politique de Joseph Kabila s'est caractérisée par la corruption des mœurs vis-à-vis du respect du cadre juridique et institutionnel qui constitue la norme qui régit la vie en société. Comme conséquence, des concertations politiques de triste mémoire aux accords du 31 décembre 2016, qui sont vidées dans leur esprit. C'est cette gestion politique qui a marqué une vie bipolaire entre la majorité présidentielle et l'opposition politique en RDC.

La situation politique sous Joseph Kabila est la résultante d'une culture politique paroissiale caractérisé par le fait que les membres du système politique qui se tournent pour essentiel vers des sous-systèmes politiques plus limités tels le village, le clan, la tribu, l'ethnie, la région etc.⁴⁷ ce qui gêne l'instauration de la démocratie en République Démocratique Congo.

Cette culture qui domine dans notre pays se manifeste à tous les niveaux de la hiérarchie politique de la RDC. Considérant cette situation culturelle et politique nationale, ainsi que la dépendance totale dont jouit la République démocratique du Congo vis-à-vis de l'étranger, la démocratie était loin d'être instaurée sous ce régime. Quand bien même la communauté internationale s'est investie dans l'organisation des élections,

⁴⁷ MULUMBATI, NG, op.cit., P.251

il revient aux congolais de repenser leur manière de faire dans la gestion politique de la RDC de façon à promouvoir l'auto prise en charge et l'auto détermination pour le-bien-être du Congolais.

CONCLUSION

La République Démocratique du Congo est caractérisée par une histoire des coups de force à répétition, depuis la proclamation de l'indépendance le 30 juin 1960 jusqu'à ce jour. Remontant à l'histoire, l'Etat indépendant du Congo propriété privée de Léopold II, est marqué par les violations massives de droit de l'homme tout au long de la période coloniale. Un Etat à cultures diversifiées, les congolais ont vécu dans un environnement non démocratique.

Au lendemain de l'indépendance, la RDC a connue des maladies infantiles qu'a connues la plupart des jeunes pays Africains, telle les guerres fratricides, sécessions, guerres tribales, etc. Toutes ces manifestations ont traduit une quelconque culture démocratique, si ce n'est que la culture politique paroissiale qui guidait les actions politiques en RDC.

Après une vie dictatoriale vécue par la RDC, L. D. KABILA prend aussi le pouvoir par la force, ni par un nationalisme exacerbé, les visées démocratiques n'ont pas été atteintes.

Succombant sous le coup d'un attentat le 16 janvier 2001, le pouvoir sera confié à Joseph KABILA alors commandant de la Force Terrestre de forces armées. Le jeune Président prenant le pouvoir, s'investit pour la fin des hostilités au pays et conduire la RDC unie aux élections libres, démocratiques et transparentes.

Toutefois, l'histoire politique du Congo ayant été marquée depuis Léopold II par des élans totalitaires, caractérisés par la domination, donc, une histoire de non-démocratie dans un Etat multiculturel, il appartient aux congolaises et congolais eux-mêmes de cultiver un sentiment de vivre ensemble quel que soit la diversité des cultures d'investir leurs efforts pour la démocratie tout en gardant leur identité culturelle face au monde extérieur en vue de l'observation de la constitution et les lois du pays. La démocratie ne peut s'instaurer que dans un Etat dépouillé du multiculturalisme radical et des pesanteurs soutenus par la dépendance extérieure.

BIBLIOGRAPHIE

I. Ouvrages

DHAL, R., cité par MULUMBATINGASHA, *introduction à la science politique*, 2ème édition, Africa, Lubumbashi, 2006.

GRAWFORD YOUNG, *introduction à la politique congolaise*, Bruxelles, CRISP-INEP, 1968.

KABAMBA K., cité par B.H. KABARHUZA, *reconstruction et démocratie de la RDC, acte du colloque national de la société congolaise tenu à Kinshasa du 16 au 20 juin 1997*.

KIZERBO J., cité par Raymond CHASE, *l'alternative culturelle*, Bruxelles, éd., PUBSUD, 1994.

LANCELOT A., *la participation des Français à la politique*, PUF, (coll. Que sais-je ?), Paris 1976.

MAYOR F., cité par UNESCO, P.MEYER, *la culture démocratique, un défi pour les écoles*. S.D.

MUTINGA M., *RDC à l'aube de la 3eme République, Démocratie ou démocrature*, Bruxelles, éd. Espace Afrique, 2005.

NDAWELL/ EN ZIEM, *l'histoire du Zaïre, l'héritage ancien à l'âge contemporain*, Louvain-la-Neuve, éd. Ducolot, 1997.

II. Articles

Extrait du discours du président de la République prononcé le 24 avril 1990. Tire du journal Zaïre-Afrique n°244-245, avril-mai 1990.

ISANGO I., *Séminaire d'histoire des idées politique*, D.E.A., S.P.A., UNILU, 2005-2006.

KALUNGA. M., *la politique culturelle en RDC*, in *40 ans d'indépendance mythes et réalités*, tome 1, P.U.L., Lubumbashi, 2004.

KISONGA KASHUBWE, « le congolais devant la démocratie », in « *40 ans d'indépendance. Mythe et réalité, question politique* », T.IV, P.U.L., Lubumbashi, 2004.

TSHISHIMBA KATUMUMONYI, « *la perception de la démocratie en République démocratique du Congo* » in *Annales de l'Université libre de Kinshasa*, 1ère année, Vol.I, n° 1 et 2, février 2013

La solidarité clanique africaine : vivante ou mourante dans les milieux urbains ?

Jean 1^{er} Musangilayi Tshiela

Assistant à l'ISDR-Tshibashi

INTRODUCTION

Nous vivons une époque de profondes transformations dues aux multiples facteurs, qui touchent toutes les dimensions de la vie humaine et sociale. Les valeurs culturelles et morales n'en sont nullement épargnées.

En effet, l'une des valeurs reconnues à toutes les communautés africaines est la solidarité. En Afrique, la solidarité est un fait évident, historique, voire légendaire. Diverses organisations de solidarité ont toujours fonctionné ici et là en Afrique comme institution visant au moins le maintien des conditions de vie des gens et l'assistance sociale, particulièrement en milieu rural ou dans les sociétés coutumières, mais aussi dans les milieux urbains. L'Afrique connaît donc, depuis ses origines, l'importance et la pratique des actions de coopération qualifiée le plus souvent de "solidarité traditionnelle". Qu'il s'agisse de produire, de consommer ou de tout autre activité ⁽¹⁾.

Selon Léon Bourgeois, le solidarisme (mot issu de solidarité) est la « responsabilité mutuelle qui s'établit entre deux ou plusieurs personnes » ou encore un « lien fraternel qui oblige tous les êtres humains les uns envers les autres nous faisant un devoir d'assister ceux de nos semblables qui sont dans l'infortune » ⁽⁴⁸⁾.

José Kiangebeni Nyolani enchérit en disant : « La solidarité africaine n'est pas un slogan creux, mais une pratique vivable et pragmatique dans la vie de tous les jours de l'africain. Dans la solidarité africaine, l'autre est un frère, une sœur, un papa, une maman qui doit bénéficier de mes différents services » ⁽⁴⁹⁾.

Le vécu des personnes sociales renferme beaucoup de réalités. Celles-ci sont connues, mal connues ou encore inconnues pour la simple raison que le champ d'investigation est si vaste. Les études ethnosociologiques sur l'Afrique ont coulé des jugements de valeur des fois sous-estimatrices, vrais ou faux. Il revient aux chercheurs de vérifier toutes ces affirmations pour rétablir la vérité scientifique.

¹ LUSENGE Muyisa, *Solidarité, famille et développement socio-économique en ville de Butembo*, mémoire de licence en Sociologie, Université Catholique du Graben, Butembo, 2008, p.8

⁴⁸ BOURGEOIS, L., *Fonder la solidarité* de Serge Audier, Paris, Ed. Michalan, 2003, p.25.

⁴⁹ KIANGEBENI Nyolani, J., *Afrique : Au-delà de la solidarité africaine, ce singulier souci des autres*, [Référence du 6 avril 2013]. Disponible sur Internet : <http://www.ipernity.com/blog/31492/193412>

La vie en ville (africaine) dépend de plusieurs facteurs, lesquels facteurs ne sont pas isolés. Les individus et/ou groupes d'individus sont en interrelation. Ces liens ou rapports sont d'ordre familial, clanique, amical, professionnel, etc. Les personnes se côtoient, s'assistent, se repoussent, se retrouvent, se réconcilient. En d'autres termes, leurs relations dans les milieux urbains se composent, se décomposent et se recomposent avec la dynamique situationnelle politique, socioculturelle (mortelle, maritale, sportive, ...).

Le problème qui se pose aujourd'hui est de savoir si la solidarité clanique africaine se meurt ou si elle a des chances de survie dans les milieux urbains. Il paraîtrait que la vie ou la mort de la solidarité clanique africaine dépend de beaucoup de paramètres, entre autres le contexte et l'époque où elle est vécue. C'est dire, dans le langage sociologique, que la solidarité clanique africaine serait à la fois mourante et vivante selon le contexte, l'époque, les acteurs. En gros, elle est relative en milieux urbains.

Pour mener notre recherche, nous avons utilisé comme techniques l'observation directe, l'observation documentaire ainsi que l'interview qui nous ont permis respectivement de recueillir les informations vues et entendues sur terrain, de consulter et d'analyser les documents écrits et de communiquer verbalement avec certaines personnes pour recueillir les renseignements concernant notre objet d'étude.

Outre l'introduction et la conclusion, nos résultats de recherche sont présentés dans les trois points ci-après :

- Urbanisation des sites claniques et omniprésence des mutualités : fondement de la permanence et de la vivacité de la solidarité clanique africaine dans les milieux urbains ;
- Le milieu professionnel : une réalité complexe ;
- Modernité, milieux d'appartenance et remise en cause de la solidarité clanique africaine.

1. URBANISATION DES SITES CLANIQUES ET OMNIPRESENCE DES MUTUALITES : FONDEMENT DE LA PERMANENCE ET DE LA VIVACITE DE LA SOLIDARITE CLANIQUE AFRICAINE DANS LES MILIEUX URBAINS

1.1. Sites d'accueil de ville : une propriété collective des autochtones

L'urbanisation est l'œuvre des colonisateurs même si les études de Cheik Anta Diop s'y opposent sur certains points, en insistant sur l'antériorité de la civilisation nègre. Ce chercheur africain dénonce que les explorateurs avaient trouvé par exemple les routes aménagées. En conséquence, l'aménagement de la route traduit sociologiquement la solidarité, la mise en commun des ressources, la participation, ...

À propos de l'occupation des sites, Tshijuke Kabongo écrit ce qui suit en ce qui concerne les peuples Luba : « Au Kasayi, ce groupe ethnique, originaire du Shaba, comprend les Baluba-Lubilanji, les Beena Luluwa, les Bakwa Luntu, les Babindji, les Bakwa Mputu et les Bakete.

L'origine commune des Luba-Kasayi (y compris les Bena Luluwa) se situerait à Nsanga-a-Lubangu. Selon les traditions orales, d'aucuns la situent dans le village de Beena Kalota (Bakwa Dishu) dans la zone de Miabi ; certains le fixent chez Baakwa Mulumba dans la zone de Ngandajika (au Kasai Oriental), d'autres encore parlent du Lac Munkamba pour les Bakwa Luntu» ⁽⁵⁰⁾.

Dès lors, il y a lieu de comprendre qu'en Afrique, les centres urbains sont ainsi construits sur les propriétés foncières claniques. D'ailleurs, la loi en RD Congo reconnaît le droit de propriété foncière à des autochtones même s'il est établi constitutionnellement que le sol et le sous-sol appartiennent à l'État. Cette thèse renforce la vivacité et la durabilité de la solidarité clanique dans les villes africaines.

À Kananga par exemple, les Bena Mutshipayi se considèrent souverains de la ville et militent pour qu'ils soient aux commandes de presque toutes les entités de la province. Au même moment, les deux tendances (Mutombo et Katawa) divisent et unissent à la fois le peuple Lulua. À ce propos, Ngalamulume Katumba⁵¹ dresse un tableau de 33 groupements incorporés dans la ville de Kananga, auxquels il ajoute la présence de 14 tribus qui font intervenir les mutualités dans la réalité sociale. L'exode rural aidant, il y a lieu de retenir le maintien du cap de la solidarité même si celle-ci connaît de petites mutations latentes et manifestes.

Au Katanga, il y a le clivage qui reste à la une : les Katangais du Nord et ceux du Sud. Et même en dehors de la RD Congo, nous pouvons évoquer en passant le concept d'ivoirité, développé par Laurent Gbagbo en Côte-d'Ivoire.

À tout le moins, les sites claniques ayant accueilli les explorateurs et porteurs de l'œuvre de l'urbanisation constituent le socle de la ténacité et vivacité de la solidarité clanique. De surcroît, les villes en Afrique ne sont pas coupées de leurs campagnes. Les échanges qui se font dans le cadre commercial, ecclésial ou familial ne militent qu'en faveur de la permanence et du renforcement des liens de la solidarité.

1.2. Mutualités : Facteur de survie et du maintien de la solidarité clanique en ville

Pour faire face à certaines difficultés d'ordre social, politique, économique et judiciaire et surtout maintenir leur cohésion, les ressortissants de différents territoires, tribus voire provinces se retrouvent et discutent au sein de leurs mutualités. Albert Fils Kabuya Mukendi ramasse les objectifs des ressortissants des Anamongo et nous les brosse comme suit :

- Préserver et défendre l'identité culturelle des Ankutshu Anamongo ;
- Redynamiser les liens de fraternité en tant que ressortissants de la communauté ⁽⁵²⁾.

⁵⁰ TSHIJUKE Kabongo, «Histoire politique de Beena Luluwa (ca. 1400-1966)» in Les Cahiers du CEREKA, Numéro Thématique, Vol. n°1, juin 1988, pp.17-54.

⁵¹ NGALAMULUME Katumba, Le Kasai Occidental. Le dedans et le dehors, Editions de Collection NGALKAT, Kasai Occidental, RD Congo, 2012, pp.56-57.

⁵² KABUYA Mukendi, A. F., Travail pratique inédit du Cours de Développement communautaire, ISES-Kananga, Kananga, 2012.

De son côté, Dorcas Mputu Buluekale se renferme dans le rapport de la Division Provinciale de Justice et Garde des Sceaux qui avait dénombré, en 1995, 21 associations mutualistes.

Nous estimons qu'à ce jour, avec l'avènement des élections démocratiques et surtout à l'audition des messages de félicitations lus sur les antennes des radios et télévisions locales, les mutualités seraient au-delà de deux cents sur la ville de Kananga.

Cette pluie d'associations mutualistes nous amène à épouser l'idée de Michel Cornaton lorsqu'il note : « L'existence et l'évolution d'un groupe dépendent non seulement de nombreux éléments internes (...), mais aussi de l'insertion sociale qui conditionne la vie d'un groupe et de chacun de ses membres » ⁽⁵³⁾.

Tout compte fait, nous retenons qu'en grande partie et au-delà des déviations qui peuvent se glisser ici et là, les mutualités constituent un facteur favorable pour le maintien et la survie de la solidarité africaine dans les milieux urbains.

2. LE MILIEU PROFESSIONNEL : UNE RÉALITÉ COMPLEXE

À sa question « qu'est-ce que la complexité ? », Jacques Antoine répond : « La complexité pourrait bien être en effet la super-tendance lourde qui domine toutes les autres » ⁽⁵⁴⁾.

Le monde du travail à Kananga comme presque partout dans les villes de la RD Congo se prête à cette réalité. C'est beaucoup plus par la solidarité clanique que l'on peut avoir facilement le boulot, surtout quand on est sous la tutelle d'un politicien, même si l'on ne dispose pas de moindres aptitudes ou capacités par rapport à la fonction que l'on doit exercer.

L'expression de la solidarité africaine au sein des néo-nations africaines nées de la décolonisation est fortement contrariée par l'intensité des antagonismes tribaux et/ou ethniques. À ce propos, Mulumbati Ngasha fait remarquer que « la rigueur des structures ethniques est telle que bien des décisions que les dirigeants politiques africains prennent dans le domaine socio-économique constituent à creuser les disparités entre groupes ethniques dans la mesure où certains d'entre eux sont favorisés par rapport à d'autres » ⁽⁵⁵⁾. Avant lui, C. Young faisait remarquer que pareilles observations s'inscrivent dans la coulée de nombreuses pesanteurs du tribalisme et de l'ethnicité dans le vécu politique africain ; pesanteur dont les conséquences les plus dramatiques sont les guerres fratricides, les millions de réfugiés, les dictatures tribales et/ou ethniques qui ont appauvri les peuples⁵⁶. La province du Katanga est un modèle illustratif de cette conséquence quand, dans les années 1992-1994, elle a vu les Kasaiens refoulés de ses entreprises et de ses avenues avec pour cause l'instrumentalisation ethno-politique ⁽⁵⁷⁾.

⁵³ CORNATON, M., *Groupes et société. Initiation à la psychosociologie des groupes*, Ed. Privat, Toulouse, 1969, p.2.

⁵⁴ ANTOINE, J., *Valeurs de société et stratégies des entreprises*, PUF, Paris, 1996, p.56.

⁵⁵ MULUMBATI Ngasha et alii, *Systèmes politiques africains*, Lubumbashi, Ed. Africa, 1978, p.75.

⁵⁶ ZOUNG, C., *Introduction à la politique congolaise*, Ed. Universitaires du Congo, Kinshasa, 1965, p.22.

⁵⁷ POURTIER, R., «Les refoulés du Zaïre : identité, autochtonie et enjeux politiques», in *Autrepart*, n°5, 1998, p.143.

Dans l'atelier du 11 avril 2004 au Centre Theresianum de Kinshasa (Kintambo Jamaïque), les délégués de la Société Civile des provinces du Bas-Congo et du Katanga n'ont juré que sur le départ des agents exécutants non originaires qui exerçaient les fonctions de balayeurs engagés par leurs frères au sommet provincial de quelques entreprises. Or, une attention soutenue nous révèle que le travail salarié est l'œuvre des expatriés qui fondent leurs objectifs et résultats sur la compétence, la capacité, le profil, bref, sur la méritocratie. Dans presque toutes les entreprises, il y a une forte dose de l'engagement sur principe de solidarité clanique. Le même constat peut se faire dans les services publics de l'État.

Dans la formation du gouvernement et l'occupation des postes les plus élevés, depuis le régime du feu Mobutu Sese Seko jusqu'à ce jour, on fait beaucoup plus référence à la solidarité clanique et tribale.

3. MODERNITÉ, MILIEUX D'APPARTENANCE ET REMISE EN CAUSE DE LA SOLIDARITÉ CLANIQUE AFRICAINE

3.1. La modernité

Les recherches de Dizard et Gadlin ont démontré des impacts négatifs du modernisme sur la culture indigène ⁽⁵⁸⁾ et donc aussi sur les valeurs comme la solidarité africaine. Ils attestent que, l'emprise du capitalisme sur les cultures des indigènes est néfaste et tend à éclater le système de cohésion socioculturelle et morale, et que l'aspiration personnelle semble prendre le dessus au détriment de l'entraide.

Pour sa part, Betty Baba certifie que « le continent africain a connu des changements depuis longtemps. Ce qui caractérise les mutations récentes est la fragilisation de la cohésion socioculturelle ». D'où sa question : « À quoi sert le progrès si c'est pour reculer une société ? » Elle enchérit en disant que « le défi de la nouvelle société est avant tout la cohésion socioculturelle face au modernisme. Le progrès est bien souhaitable mais encore faut-il qu'il s'intègre harmonieusement dans une société » ⁽⁵⁹⁾.

Nous faisons dans le cadre de cette étude un constat de déséquilibre de la société africaine à moyen ou à long terme. Le défi de la culture au pays en voie de développement aujourd'hui est de résister à une invasion des valeurs inadaptées au contexte local. Mais comment résister puisque l'acculturation qui est intimement liée à la pauvreté et à l'aspiration collective du peuple fait face au matérialisme véhiculé par les nouvelles valeurs ? Le manque de respect pour les aînées et l'importance accordée à la réussite personnelle au détriment des rapports humains est de plus en plus enraciné dans la société.

⁵⁸ DIZARD, J.E. and GADLIN, H., *The minimal family*, University of Amherst Press, Amherst, Massachussettes, 1990, p.24.

⁵⁹ BABA, B., *Op. cit.*, p.3.

Sur quatre interviewés, trois déclarent qu'à l'heure de la mondialisation, nous nous inspirons plus de la mentalité occidentale pour éviter ce parasitisme voilé sous le nom de la solidarité. Chacun devrait s'occuper de ses problèmes et de la gestion de ses affaires au sein de sa famille restreinte plutôt que de se soucier de tout un village.

Les citoyens sont plutôt préoccupés par le gain et l'acquisition de tel ou tel bien matériel que l'esprit communautaire. Certaines familles au sens large du terme sont encore solidaires mais la tendance est plutôt vers l'individualisme. Nous ne nions pas certaines valeurs fécondes venues d'ailleurs, mais le problème réside dans la déconfiture des valeurs locales, conclut Betty Baba ⁽⁶⁰⁾.

Abordant la question de l'identité et celle du milieu, Guy Rocher soutient que « c'est par et à travers divers milieux auxquels elle appartient ou auxquels elle se réfère qu'une personne développe son identité, c'est-à-dire la définition qu'elle peut se donner à elle-même et donner aux autres ce qu'elle est en tant que personne à la fois individuelle et sociale. Car ce que l'on peut appeler la « personnalité sociale », c'est en définitive cette identité, qui assure à la personne une place dans la société et une certaine unité ou cohérence de son être et de son agir (...). Elle est un pré-requis au fonctionnement social harmonieux d'une personne dans son environnement ainsi qu'à la cohésion des groupes » ⁽⁶¹⁾.

3.2. Les Églises de Réveil

Les Églises de Réveil sont entrain de dérouler la solidarité africaine. Elles sont éparpillées presque dans tous les milieux tant ruraux qu'urbains. Elles ont les médias et organisent les émissions sur les chaînes autour de différents thèmes dont notamment la fraternité chrétienne, une face opposée de la solidarité clanique africaine que l'on qualifie de fraternité charnelle. Les membres de ces assemblées chrétiennes semblent ne pas prendre en considération les relations familiales traditionnelles car jugées charnelles. Les mêmes Églises sont plus préoccupées par la dénonciation, justifiée ou non, de la sorcellerie de certains membres de familles de leurs adeptes. Ce qui pousse ces derniers à afficher un comportement contraire à cette solidarité. C'est cela que souligne José Kiangebeni Nzolani quand il écrit : « En ville, cette solidarité africaine est un peu réduite aujourd'hui à cause de diverses sectes dont les enseignements sont plus basés sur la dénonciation de la sorcellerie. De ce fait, l'autre est aujourd'hui soupçonné et considéré comme un semblable suspect. Et l'égoïsme remplace petit à petit la solidarité » ⁽⁶²⁾.

Un cas de figure nous a été raconté par un cadre de la défunte compagnie HBA à propos du comportement des membres de l'Église Combat Spirituel de maman Olangi. Ce cadre se dit avoir été déçu par sa grande-sœur magistrate qui, au nom de sa foi religieuse et de la doctrine de son Eglise, avait refusé d'honorer la mémoire de son père décédé ici à Kananga. Dans le même ordre d'idée, la même grande-sœur aurait refusé de recevoir la visite du cadre concerné

⁶⁰ BABA, B., Op. cit., p.3.

⁶¹ ROCHER, G., L'action sociale, HMH, Paris, 1969, p.163.

⁶² KIANGEBENI Nzolani, J., Op. cit., p.12.

(son petit frère biologique) lors de son séjour de service à Kinshasa, et aurait même utilisé son mari pour demander à son beau-frère de quitter la maison.

Ce témoignage est appuyé par l'enseignement de la CIFMC/Olangi selon lequel tout membre « doit se renfermer dans sa secte et se mettre à distance même des membres de sa famille qui ne partagent pas sa foi (...). La secte coupe les adeptes de leur milieu familial, les enferme sous l'autorité du gourou. Elle les encourage à lui céder leurs biens » ⁽⁶³⁾.

Il reste néanmoins vrai que cette Église a pris des racines parmi les cadres ; ces derniers se retrouvent dans la catégorie sociale des privilégiés dans le circuit du pouvoir, lequel pouvoir (surtout politique) se rabat sur le clan.

3.3. Le football

Ce sport semble remettre en cause, par moment, la solidarité clanique presque partout dans les grands clubs. En effet, les meilleurs joueurs africains deviennent naturalisés européens. Mais ils ne changent presque pas leurs rapports sociaux avec leurs frères biologiques. D'ailleurs, ils favorisent leurs voyages vers lesdits pays. Au pays, cette exception ne semble pas tenir. Le cas de T.P. Mazembe constitue le symbole du dépassement de la solidarité clanique. Les meilleurs techniciens et praticiens du football bénéficient d'une forte intégration.

Les Kasaïens, autrefois hostiles aux Katanga, qui jouent dans l'équipe de Mazembe ne subissent pas à grande échelle la discrimination identitaire clanique. La solidarité clanique katangaise aurait cédé place à la solidarité sportive qui va au-delà de nos limites nationales.

3.4. Le coût cher de la vie

Betty Baba souligne que « de nos jours, le coût de la vie en milieu urbain est tellement cher que cette solidarité s'est atténuée. D'habitude dans presque chaque maison familiale en Afrique le repas de midi était assuré pour tous, il est de plus en plus acheté par celui qui a le moyen. L'effritement de la solidarité du clan en milieu urbain serait intimement liée à la pauvreté grandissante (...) » ⁽⁶⁴⁾.

Un autre indice d'entraînement négatif mérite d'être souligné. D'après leurs recherches au Ghana et au Nigeria, J.C. Cadwell et P. Cadwell soulignent que les évolutions récentes des sociétés urbaines obligent les gens d'adopter la monogamie, d'où l'émergence des familles nucléaires à l'européenne chez les personnes instruites en particulier. En outre, l'urbanisme moderne des grandes villes africaines privilégie le développement de l'habitat individuel au détriment des maisons familiales à cour communément appelées en Afrique anglophone « compound houses » ou « maison familial » ⁽⁶⁵⁾.

⁶³ Elissabeth et Joseph OLANGI, *Le combat spirituel et vaincre*, Patmos, Kinshasa, 2000, p.8.

⁶⁴ BABA, B., « Modernisme: le devenir de la solidarité africaine », [Référence du 6 avril 2013]. Disponible sur Internet : <http://afrikibouge.com/chronique-de-societe/1106-modernisme-le-devenir-de-la-solidarite-africaine>.

⁶⁵ CADWELL, J.C. and CADWELL, P., "High fertility in sub-Saharan Africa", in *Scientific American*, May 1990, p.122.

3.5. Apport de la solidarité clanique africaine au développement communautaire

Nous voudrions souligner ici l'apport de l'interaction solidaire entre les africains de la diaspora et leurs membres de familles restés au pays. Ce qui est évident est qu'ils sont nombreux ces Africains qui peinent, cherchent et frottent pour entretenir la famille restée au pays. Ils le font si bien qu'ils oublient de s'occuper d'eux-mêmes, obnubilés par la soif de servir. Les recherches de Cédric Kalonji ⁽⁶⁶⁾ nous révèlent qu'il y aurait des faiblesses de la solidarité africaine quant à sa contribution au développement communautaire et à l'épanouissement des individus. En effet, les transferts d'argent de la diaspora africaine ont atteint un montant de 21,5 milliards de dollars (15,4 milliards d'euros) en 2010, selon un rapport de la Banque mondiale. Une preuve éloquent de solidarité de la part de ceux qui sont partis et qui sont obligés d'assister les leurs. Il faut d'abord tenir compte du fait que, dans bien des cas, la famille cotise pour payer le billet d'avion ou les passeurs. Quoi de plus normal que d'attendre un retour sur investissement ? Ces millions de dollars envoyés de l'étranger ne créent-ils pas une culture de la dépendance plutôt que du travail et de la réalisation personnelle des populations locales ?

La question se pose sérieusement quand on sait que l'essentiel des fonds transférés sur le continent par les rescapés du bateau africain financent les petits besoins du quotidien, dans le cercle familial. Il n'a jamais été question d'investissements de masse sur des projets d'envergure, susceptibles de sortir le continent d'un marasme économique quasi-endémique ⁽⁶⁷⁾. La majorité des personnes interviewées confirment que les moyens reçus de la diaspora le sont pour la plupart de temps en nature, et s'ils sont en espèce, les expéditeurs savent souvent d'avance à quoi ils sont destinés : soins de santé, études, construction d'une maison, etc.

CONCLUSION

En guise de conclusion, disons qu'en sociologie, la question tout comme la réponse à la question de vie ou de mort de la solidarité clanique africaine dans les milieux urbains se retrouve dans le principe de relativité. La solidarité clanique est une réalité à la fois présente et absente dans certains milieux, groupes ou microgroupes.

La solidarité clanique africaine est souvent secouée par divers courants sociaux, notamment l'ouverture à la modernité, le phénomène d'acculturation ainsi que certaines religions qui enseignent les doctrines obligeant les adeptes à ne compter que sur la nouvelle famille – celle spirituelle (ou l'Eglise elle-même) – au détriment de la famille biologique.

Toutefois, nous n'avons pas hésité à démontrer et à justifier sa prépondérance en termes de durabilité et de permanence. Sa pérennisation est largement assurée par les mutualités claniques et phénomènes politiques, complétés par les festivals culturels.

En gros, sa survie et sa mort dépendent du contexte et de l'époque.

⁶⁶ KALONJI, C., « La face cachée de la solidarité africaine ». [Référence du 6 avril 2013]. Disponible sur Internet : <http://www.slateafrique.com/833/face-cachee-solidarite-africaine>

⁶⁷ Idem

BIBLIOGRAPHIE

A. Ouvrages

1. ANTOINE, J., *Valeurs de société et stratégies des entreprises*, PUF, Paris, 1996.
2. BABA, B., *Modernisme: le devenir de la solidarité africaine*, [Référence du 6 avril 2013]. Disponible sur Internet : <http://afrikibouge.com/chronique-de-societe/1106-modernisme--le-devenir-de-la-solidarite-africaine>
3. BOURGEOIS, L., *Fonder la solidarité de Serge Audier*, Paris, Ed. Michalan.
4. CADWELL, J.C. and CADWELL, P., "High fertility in sub-Saharan Africa",
5. CORNATON, M., *Groupes et société. Initiation à la psychosociologie des groupes*,
6. DIZARD, J.E. and GADLIN, H., *The minimal family*, University of Amherst Press, Amherst, Massachusetts, 1990. Ed. Privat, Toulouse, 1969.
7. Elisabeth et Joseph OLANGI, *Le combat spirituel et vaincre*, Patmos, Kinshasa, 2000. in *Autrepart*, n°5, 1998. in *Scientific American*, May 1990.
8. KABUYA Mukendi, A. F., *Travail pratique inédit du Cours de Développement communautaire*, ISES-Kananga, Kananga, 2012.
9. KALONJI, C., *La face cachée de la solidarité africaine*. [Référence du 6 avril 2013]. Disponible sur Internet : <http://www.slateafrique.com/833/face-cachee-solidarite-africaine>
10. KIANGEBENI Nyolani, J., *Afrique : Au-delà de la solidarité africaine, ce singulier souci des autres*. [Référence du 6 avril 2013]. Disponible sur Internet : <http://www.ipernity.com/blog/31492/193412>
Les Cahiers du CEREKA, Numéro Thématique, Vol. N°1, juin 1988, pp.17-54.
11. LUSENGE Muyisa, *Solidarité, famille et développement socio-économique en ville de Butembo*, mémoire de licence en Sociologie, Université Catholique du Graben, Butembo, 2008.
12. MULUMBATI Ngasha et alii, *Systèmes politiques africains*, Lubumbashi, Ed. Africa, 1978.
13. NGALAMULUME Katumba, *Le Kasai Occidental. Le dedans et le dehors*, Editions de Collection NGALKAT, Kasai Occidental, RD Congo, 2012.
14. POURTIER, R., «Les refoulés du Zaïre : identité, autochtonie et enjeux politiques»,
15. ROCHER, G., *L'action sociale*, HMH, Paris, 1969.
16. TSHIJUKE Kabongo, «Histoire politique de Beena Luluwa (ca. 1400-1966)» in
17. ZOUNG, C., *Introduction à la politique congolaise*, Ed. Universitaires du Congo, Kinshasa, 1965.

B. Personnes interviewées

1. Mayindhu Kasau, Homme, 52 ans, interviewé à Kananga, le 22 mars 2013
2. Mbuyi Kamonji, Femme, 39 ans, interviewée à Kananga, le 22 mars 2013
3. Nasaka Sabuyi, Femme, 51 ans, interviewée à Kananga, le 22 mars 2013
4. Nsandji Kasasa, Homme, 48 ans, interviewé à Kananga, le 22 mars 2013
5. Namonji Kalala, Femme, 43 ans, interviewée à Kananga, le 22 mars 2013
6. Ntshika Samozi, Femme, 36 ans, interviewée à Kananga, le 22 mars 2013
7. Sakaji Kantshika, 44 ans, Homme, interviewé à Kananga, le 22 mars 2013
8. Ikomba Kasau, Femme, 32 ans, interviewée à Kananga, le 22 mars 2013.
9. Masasa Bertin, Homme, 32 ans, interviewé à Kananga, le 22 mars 2013.
10. Sakafutshi SK, Homme, 64 ans, interviewé à Kananga, le 22 mars 2013

L'exode rural et le dépeuplement des campagnes. Atout ou frein au développement des milieux ruraux

Cas du secteur de Mutefu territoire de Kazumba

Gisèle Ntumba Muanza
Assistante/ISDR-Tshibashi

INTRODUCTION

La plupart des jeunes des milieux tant urbains que ruraux, rêvent un jour de partir, de quitter les villages, la Province ou même la R.D. Congo, à la recherche d'une « vie meilleure ». Ce rêve est si fort qu'aucun argument ne peut convaincre les rêveurs de penser autrement.

Actuellement, les migrations massives concernent davantage les pays pauvres, notamment ceux d'Afrique, d'Amérique du Sud, d'Asie et de l'Europe de l'Est. C'est la quête du bien-être facile et du travail bien payé qui entraîne de larges coulées africaines vers les villes depuis la colonisation jusqu'à ce jour.

Nombre d'Africains veulent sortir de leur condition trop précaire, veulent avoir un travail bien rémunéré afin de profiter des avantages de la ville. Mais les villes africaines offrent de moins en moins la possibilité de sortir de la misère. En ville comme au village, l'avenir radieux demeure chimérique c'est-à-dire imaginaire. Cependant, comme la lumière attire, quelles qu'elles soient, les villes ne cessent d'attirer les uns au détriment des autres.

Selon Philippe Delalande, partir de son village ou de son territoire sans aucune formation stratégique vers une ville qui compte ses chômeurs, c'est s'exposer à un esclavage volontaire (Philippe DELALANDE, 1994 : 108). L'exode rural est un phénomène à la fois géographique et social. Il s'est manifesté il y a des siècles et continue à se faire encore surtout dans les pays du tiers monde. Ce phénomène a souvent revêtu selon les conditions et les circonstances dans lesquelles il s'opère, des significations différentes et variées. Les conséquences qu'il entraîne sont diamétralement opposées.

Dans notre pays en général, et au Kasai Central en particulier, le problème de l'exode rural ne se pose pas de la même façon. C'est dire que chaque pays a sa particularité. Si dans les pays européens l'exode rural s'est déclenché par suite du progrès technique, en faisant appel à la réserve de la main-d'œuvre, tel n'est pas le cas en R.D. Congo. Dans les pays du Tiers monde, plusieurs paramètres expliquent l'évolution de ce phénomène.

L'allégement de la misère est sans conteste. Dans presque tous les milieux, urbains et ruraux, le problème central du développement demeure. Nous soutenons à ce sujet COMELIAU quand il considère qu'il n'y aura pas de renouveau s'il n'y a pas une base sociale sur laquelle fonder ce renouveau (COMELIAU C., 1999 : 110).

S'agissant de l'exode rural, il convient de noter que ce phénomène est généralement suscité par la recherche de la vie matérielle aisée, du travail, de la curiosité de voir la ville et y vivre, le souci de fréquenter les bonnes écoles, etc.

Il faudra noter que contre toute attente, toute cette masse de la population ne trouve pas facilement de l'emploi dans les milieux urbains. Voilà pourquoi GOFFAUX définit l'exode rural du Tiers monde comme un exode de misère, qui ne résout en aucune matière le problème, qui déplace seulement le sous-emploi rural et le transforme en chômage urbain (GOFFAUX J., 1986 : 69).

Dans les pages qui suivent, nous essayons de définir l'exode rural, donner ses causes ainsi que ses conséquences et envisager quelques stratégies pouvant aider à mettre fin à ce phénomène dans le secteur de Mutefu, Territoire de Kazumba.

Parlant de notre milieu d'étude nous disons que, le Secteur de Mutefu est situé dans le Territoire de Kazumba. Il regroupe deux chefferies légalement reconnues à savoir : la chefferie de BENA Binku et la chefferie de Bakwa NZEBA.

Dans le but de supprimer toute idée d'appartenance à l'un ou l'autre groupe ethnique dans l'esprit des populations, l'appellation du secteur de Beena NGOSHI fut remplacée par celle du secteur de MUTEFU.

1. L'EXODE RURAL QU'EST-CE ?

L'exode rural se définit généralement comme un déplacement ou un départ massif de la population, de la campagne vers la ville. Le terme rural vient du mot latin « rus » ou « rustica », et signifie campagne, de la campagne. Il est à la fois adjectif et substantif (RENE, P., 1962 : 65).

En tant qu'adjectif, il dérive de rus ou rurus qui signifie : Champs, campagne et se rapporte souvent à celui qui a une mentalité rétrograde. Comme substantif, rural signifie habitant de la campagne. Ici, rural prend l'idée de l'espace, de l'environnement, du lieu de résidence et s'oppose ainsi à urbain. Dans ce contexte, l'exode rural est l'émigration massive de la population rurale vers les centres urbains. L'exode rural a commencé à se manifester il y a des siècles et se poursuit jusqu'à nos jours. Cette forme de migration est observée tout au long de l'histoire humaine et se déroule aujourd'hui encore à l'échelle planétaire selon une intensité et des modalités diverses.

Par son origine, l'exode rural n'est pas un simple transfert d'une population rurale en une population urbaine. Mais ces migrations se font sous différentes formes, et surtout vers les très nombreuses destinations tout en privilégiant les plus grands centres urbains, créant une certaine métropolisation. L'émigration à la recherche de salaire rémunérateur est ainsi l'un des aspects de l'exode rural. L'exode rural alimente de façon significative une phase d'industrialisation avec la disponibilité d'une main - d'œuvre importante embauchée dans les ateliers et les usines. En Europe, l'exode rural fait souvent référence aux déplacements des populations qui se produisent à l'époque de la révolution industrielle, soit dès le XVIII^{ème} siècle en Grande Bretagne, et à partir du XIX^{ème} siècle dans des nombreux pays comme l'Allemagne, puis la France. Mais de timides exodes ruraux eurent lieu dès le XI^{ème} siècle et pendant la renaissance du XII^{ème} siècle, en même temps que le développement de l'urbanisation, de l'apparition de la bourgeoisie et de la fondation des premières Universités.

À la veille de la révolution industrielle dans les pays du Nord de l'Europe, on enregistre successivement dans diverses régions un important mouvement de l'exode rural. Dans ces régions, la rupture de l'équilibre antérieur fut surtout provoquée au départ par une révolution agricole, l'introduction des nouvelles cultures et méthodes d'exploitation de la terre comme l'assolement, la rotation des cultures, etc.

Parallèlement, divers progrès techniques occasionnèrent progressivement les besoins de la main-d'œuvre dans les champs ; une partie de celle-ci devenait par conséquent disponible pour d'autres activités productives. En effet, les ressources croissantes des fermiers favorisèrent le développement de l'industrie naissante en élargissant le marché. Pour assurer son expansion, l'industrie fait appel à cette réserve de main-d'œuvre vacante, libérée des travaux de champs (LACOSTE Y., 1956 : 76).

Dans les pays du Tiers monde en revanche, l'exode rural fait intervenir les coordonnées totalement différentes. Le mouvement ne s'est pas déclenché à la suite du progrès agricole, mais résulte simplement de la croissance démographique pour certains milieux ruraux, et de la misère dans les campagnes et de l'attraction de certains milieux urbains.

Enfin, le contexte dans lequel s'inscrit l'exode rural dans nos villages n'est pas tellement contraire à celui détaillé ci-haut, concernant le Tiers-monde. La misère qui se traduit par la détérioration des conditions de vie a fait que les paysans quittent leurs villages pour chercher une vie simple et ambiante ailleurs.

Dans le territoire de Kazumba, plus précisément dans le secteur de Mutefu, l'exode rural est considéré comme une habitude. Les habitants de ce secteur envient ceux qui sont en ville. À cet effet ils se déplacent régulièrement pour aller vivre en ville.

2. LES CAUSES DE L'EXODE RURAL

Comme défini plus haut, l'exode rural est le départ massif et souvent définitif d'une population donnée, de la campagne vers la ville ou vers un centre industriel. Ce type de migration aboutit à une diminution sensible de la population agricole dans le milieu rural.

L'exode rural affecte surtout les tranches d'âge de la population active. Il se justifie par des raisons d'ordre socio-économique et politique : la recherche d'une vie moderne et de l'emploi, la poursuite des études, la fuite du contrôle social et de la sorcellerie, les menaces politiques (HUGUES D., 1982 : 143).

Urbanisation et industrialisation

Le monde est caractérisé par des multiples disparités aussi bien naturelles qu'artificielles. Cela a créé un déséquilibre entre les humains. Face à cette inégalité, l'homme doit se surpasser pour compenser ses insuffisances, soit pour chercher un emploi ou un travail plus rémunérateur, soit pour les études. Le milieu du départ devient pour lui repulsif ; et celui d'arrivée attractif. Il est ainsi attiré par de meilleures conditions de vie et des prestiges (abondance des produits manufactures, belles constructions, distractions, loisirs), etc.

La révolution industrielle, surtout dans les pays développés, créant ainsi, des emplois pour son expansion, fait appel à la masse rurale.

Recherche d'une vie moderne et de l'emploi

La ville présente un attrait incomparable à celui de la campagne. On y trouve des sociétés, des usines, des industries, des institutions sanitaires et scolaires les mieux équipées, de grands magasins, etc. tout cela attire facilement les jeunes gens dans les centres urbains.

Fuite de contrôle social et de la sorcellerie

Le milieu rural est un milieu très restreint où tout le monde connaît tout le monde. Tout geste contraire aux normes établies par la société est suspecté et sanctionné par l'autorité coutumière ou politique de la place. C'est la raison pour laquelle, les jeunes révolutionnaires qui veulent transgresser les normes préétablies gênent l'opinion et la conscience des vieux détenteurs de la tradition. Ces derniers cherchent par tous les moyens à combattre ces jeunes afin de les éliminer. C'est à ce niveau que l'on parle de conflit des générations. Dans ces conditions, les jeunes ne peuvent que s'en aller en ville ou chacun apprend à vivre selon ses propres efforts et où l'on vit dans l'anonymat.

La sorcellerie est une des réalités africaines. Elle peut se traduire par de mauvais sorts que certains membres d'une société jettent aux autres pour de multiples raisons. La sorcellerie a pour rôle de nuire à autrui. Elle s'applique généralement entre les individus d'une même

parenté. Les jeunes expliquent aussi leur départ en ville par les actions jalouses et malefiques qu'exercent les sorciers et les feticheurs a leur endroit.

La misère rurale

Bien des raisons justifient la lutte contre la misere. Ce sont en général les ruraux qui sont les plus pauvres du monde. Certaines secheresses en Afrique ont entraîné des mouvements vers la ville, a cause du caractère pénible du travail agricole et du manque d'infrastructures (routes, ecoles, dispensaires, etc.) et de nouvelles techniques. Le milieu rural est surtout dominé par l'agriculture traditionnelle. C'est ainsi que les chercheurs, les psychologues et les sociologues ne cessent de parler de ce problème qui provoque également l'exode dans les milieux ruraux. C'est dans ce sens que les jeunes préfèrent la ville au le village.

Les tracasseries administratives

Par tracasserie administrative, nous entendons les multiples ennuis que font les autorités politico-administratives envers les masses dirigées. Ces ennuis se traduisent par des travaux durs et imposes, des confiscations des biens, des collectes forces et obligatoires, des brimades, etc. Nous soutenons à ce sujet Duyck quand il dit que les paysans renoncent à un effort de production parce qu'ils sont découragés par les prélèvements excessifs opérés par les commerçants et autres intermédiaires qui exagèrent la marge beneficiaire (Duyck j., 1987:138). Cette situation alarmante pousse les jeunes à avoir un dégoût de leur milieu et de l'abandonner à son triste sort. À ce sujet, GOFFAUX (1986 : 157) confirme cette situation en ces termes : «Dès la première récolte, les membres du clan viennent réclamer aussi quelque chose, selon la solidarité africaine et après, les Autorités Coutumières ou Administratives réclament leur part». GOFFAUX indique, par là que l'exode rural peut cependant revêtir, selon les conditions dans lesquelles il s'opère, des significations différentes et entrainer de ce fait, des conséquences opposées.

3. LES CONSÉQUENCES DE L'EXODE RURAL

L'exode rural, de manière générale, et plus précisément dans le secteur de Mutefu, entraîne des conséquences sur le plan économique, social et politique.

1.1. Sur le plan économique

L'exode rural occupe une place capitale dans la justification de la diminution de la production, et entraine des effets nefastes sur l'economie des milieux ruraux. Parmi ces effets, il y a lieu de citer la regression de la population active et la diminution de la production agricole.

Regression de la population active

L'exode rural occupe une place capitale dans la justification du deppeuplement de nos milieux ruraux. Il affecte surtout la fraction des jeunes qu'on appelle autrement population active ou la population agricole.

Diminution de la production agricole

Le départ régulier et massif des jeunes vers d'autres centres apporte des sérieuses repercussions sur la sante économique de cette entite. Au lieu de s'accroître, la production subit au contraire une regression. On remarque à ce sujet avec Albertini que la puissance économique d'un pays est proportionnelle au nombre des bras qui sont au travail.

1.2. Sur le plan social

Sur le plan social, l'on peut signaler le déséquilibre des institutions coutumières. Le modernisme introduit par l'homme blanc a entraîné de serieux problèmes dans les sociétés africaines en général. L'amour de l'argent, la détérioration des conditions de vie après l'indépendance au village, poussent les jeunes à émigrer vers les centres urbains ou semi-urbains.

Le déplacement des jeunes occasionne un bouleversement considerable des institutions coutumieres. L'exode rural provoque aussi le bouleversement des traditions sociales. Les migrants échappent aux contraintes de la vie traditionnelle de leur village d'origine.

1.3. Sur le plan politique

La participation à la gestion de l'espace, faute de gens car l'union fait la force. La diminution des bras et des cerveaux diminue la capacite a gerer un espace.

4. PISTES DE SOLUTION CONTRE L'EXODE RURAL

Lorsque l'on veut guérir un malade, il faut découvrir de quelle maladie, il souffre et essayer de faire un diagnostic prévu ; après seulement, on pourra savoir quels médicaments lui donner (BAKOLE wa Ilunga, 1991 : 56). L'exode rural constitue à cet effet l'un des handicaps considérables pour le développement socio-économique des milieux ruraux.

Pour freiner l'exode rural et retourner les émigrés à leurs villages respectifs, les slogans, les discours ou les mesures politiciennes ne suffisent pas. Il faudrait que le village attire. Il doit à cet effet, présenter un attrait presque comparable à celui des centres urbains.

Nous soutenons à ce sujet ELA Marc quand il dit qu'il n'est pas possible de juguler l'exode rural avec les villages désemparés, qui manquent de tout. Si rien n'est fait pour réduire les inégalités entre citadins et les ruraux, les campagnes seront les plus abandonnées au profit de la ville (ELA J.M., 1982 : 56). Pour faire face à cette allégation, il s'avère indispensable de penser à la conscientisation de la masse rurale, la priorité de l'agriculture, le désenclavement du milieu, l'amélioration des conditions de vie et de travail au village.

La conscientisation

La conscientisation se situe dans le contexte d'une education de masse populaire. Elle nous rend responsable de nos problèmes et de nos devoirs tout en prenant soin de ne pas tourner dans

un cercle vicieux. Les hommes doivent être eux-mêmes sujets actifs de leur développement. Cela revient au principe de self-help (auto-prise en charge) qui préconise l'effort des intéressés eux-mêmes. Cependant, les villageois sont les prisonniers d'une situation de fait, étant donné qu'ils ont l'impression que leur système de contrainte pèse sur eux d'un tel poids que rien ne peut changer. C'est pourquoi la conscientisation précédée d'une sensibilisation ou d'une animation est l'une des tâches de tout agent de développement pour amener la masse rurale à prendre conscience de ce fleau qui constitue un frein au développement de leur milieu et conjuguer des efforts pour le combattre.

L'amélioration des conditions de vie au village

Pour freiner l'exode rural, il faudrait faire disparaître autant que possible, les raisons qui font déplacer les jeunes de leurs milieux vers les centres urbains ou semi-urbains. Cela n'est pas l'affaire du gouvernement seulement, mais et surtout de la population concernée. Sans oublier les techniciens du développement rural ainsi que les établissements d'enseignement supérieur et universitaire. La détermination et la prise de conscience des besoins aboutiront à la définition collective des objectifs prioritaires pour l'amélioration des conditions de vie de la population concernée. En effet, il faut chercher les possibilités d'améliorer les conditions de vie et de travail au village. En améliorant ces conditions de vie, on crée à cet effet, les conditions favorables à l'exercice des activités agricoles et non agricoles.

Le désenclavement du milieu rural

En Afrique, les milieux ruraux connaissent de manière générale, un enclavement total. La vie se mène dans un vase clos. On assiste à une microsociété où tout le monde connaît tout le monde, et aussi où tout le monde contrôle tout le monde. Eu égard à ce qui précède, le désenclavement du milieu rural s'avère indispensable en vue de créer des ouvertures et des débouchés pour son développement.

En définitive, il résulte que ce qui pousse la population du milieu rural à se déplacer, est l'idée de sortir de leur condition trop précaire pour un travail bien rémunéré afin de profiter des avantages de la ville. Cependant, les conséquences attendues sur cette population entraînent le déséquilibre démographique par suite du culte de l'imaginaire. Par contre, ce dernier fait croire que le bonheur est toujours ailleurs, chez les autres. Il fait oublier à cet effet que chacun est appelé acteur du développement, créateur du bonheur, animateur, vulgarisateur, etc, chez lui. Certes, pour mettre fin à cet exode rural ou au dépeuplement des campagnes, il est souhaitable d'amener la population à s'adonner au travail productif, seul ou en association. Dans le domaine agricole, l'utilisation des techniques culturelles modernes s'avère indispensable. À titre illustratif, il faudra noter que c'est grâce à l'agriculture que d'autres pays sont devenus émergents. Tel est le cas de la Chine.

CONCLUSION

Dans toute société, personne n'ignore l'importance de la population active dans l'économie et dans la vie sociale d'une entité administrative donnée. Elle contribue à toute action de promotion et constitue la force productive de la société.

Cependant devant toutes les difficultés de la vie, la masse rurale préfère émigrer vers les milieux urbains où les conditions de vie sont pour elle meilleures que dans leurs milieux d'origine. C'est ainsi que nous assistons à un phénomène assez curieux dans le secteur de Mutefu. Il s'agit du déplacement massif des jeunes actifs vers des centres urbains ou semi-urbains. Ce phénomène migratoire avec tout ce qu'il implique comme conséquence, interpelle tout un chacun.

Les gens du secteur de Mutefu sont attirés par la ville, mais ne se rendent pas compte qu'ils doivent faire face à un cycle de vie différent de celui qu'ils ont laissé dans leur village. Par conséquent, la plupart se voient dans des centres urbains ou semi-urbains sans utilité, ni pour eux-mêmes, ni pour leur communauté.

L'exode rural reste donc un phénomène irréversible d'autant plus que les campagnes qui environnent les villes en R.D. Congo n'ont pas encore l'espoir d'une quelconque promotion. En outre, cet exode rural massif est une cause de destruction de la société qui subit des conséquences sur tous les plans. Il se présente à cet effet comme étant un frein au développement tant du milieu rural qu'urbain à travers les conséquences qu'il entraîne de part et d'autre.

Partis politiques et participation politique en milieu rural en RD Congo

Aimé Kayembe Muteba Miko
Chef de Travaux/ISDR/Tshibashi
Aimekayembe1959@gmail.com

RESUMÉ

Cet article porte sur les partis politiques de la R D C et leur façon d'accompagner les populations rurales dans la participation politique. En effet les formations politiques sont les acteurs attirés dans la vie politique active dans un pays. La R D C en plein processus démocratique connaît un activisme remarquable des partis politiques. Et cela dans les milieux ruraux qu'urbains.

En opérant dans les milieux ruraux, les partis politiques devront viser l'aspiration effective de l'exercice du pouvoir, car, le travail politique qu'ils réalisent ne peut que concourir à la poursuite de leurs objectifs. Les partis politiques sont censés s'organiser dans l'amélioration des conditions de vie de la population rurale congolaise, à travers la bonne gouvernance et l'initiative des bons projets de la société rurale. Pour ce, les membres adhérents aux partis politiques devront être encadrés et formés correctement en vue de participer à la vie politique de leurs milieux.

Au regard de la réalité en face, les partis politiques qui évoluent dans le paysage politique congolais et plus particulièrement dans les milieux ruraux devront s'organiser et fonctionner tout en tenant compte des réalités rurales congolaises. Très peu d'entre ces partis œuvrent dans l'observation des principes et règles de gestion requise. Nous avons constaté que le caractère analphabète des certains ruraux a fait que ces formations politiques ont travaillé de façon inefficace.

Ainsi, nous appelons les gouvernants, leaders politiques et membres adhérents aux partis politiques en vue de remplir chacun son rôle, pour la participation efficace et effective des acteurs sociaux à la vie politique. De cette façon, les partis politiques auront fonctionnés normalement dans l'accompagnement des masses rurales dans la participation politique en RDC.

INTRODUCTION

Le processus démocratique que connaît la République Démocratique du Congo requiert une participation politique, qui se veut un acte, important pour tout citoyen d'un pays qui se trouve dans l'obligation d'apporter de ses énergies à la construction de son pays et sa patrie.

C'est à travers les partis politiques et autres regroupements que les citoyens participent d'une manière ou d'une autre à la gestion de la chose publique c'est-à-dire à la gestion de la cité.

En RDC, les partis politiques constituent l'un des acteurs politiques majeurs dans le paysage politique congolais. Ils sont créés par les filles et fils de la République Démocratique du Congo et opèrent dans les milieux urbains et ruraux. Disait Nzongola Ntalaja, «sans les humains, la politique ne peut pas se réaliser».

Ce sont les femmes et les hommes qui s'assemblent, dessaisissent de certains de leurs droits au profit des autres qui se lèvent en vue de prendre la destinée des uns. D'où ces hommes et femmes qui vivent dans le milieu rural congolais méritent la jouissance et la pratique des droits reconnus à tout citoyen en République Démocratique du Congo.⁶⁸

La population rurale congolaise, caractérisée par la pauvreté et l'analphabétisme, est victime de la crise socio-politique que connaît le pays. Pour ce, participe-t-elle à la gestion des affaires publiques comme membre des partis politiques ? Si c'est vrai, quel est l'impact des partis politiques sur les masses rurales congolaises ? À ces interrogations, nous disons que les masses rurales congolaises ne participent pas effectivement aux affaires de la cité dans la mesure où la pauvreté et la culture politique paroissiale qui les caractérisent dans leur vie quotidienne rendent ardu leur participation politique. De cette manière, l'impact des partis politiques sur ces masses rurales congolaises s'avère négatif, par le seul fait qu'elles sont des membres sujets au lieu d'être agissants, car, elles subissent le dictat des partis dans lesquels elles ont adhères et évoluent. Mais les facilités socio-économiques auxquelles, elles aspirent demeurent des lettres mortes (soins de santé, école pour tous, habitat décent, etc.). De cette manière, nous estimons que les partis politiques accompagneraient la population congolaise dans la recherche du mieux-être en leur permettant de s'assumer comme citoyens ruraux en vue de leur participation politique effective.

1. APPRÉHENSION CONCEPTUELLE ET CONSIDÉRATIONS GÉNÉRALES

1.1. Notion de parti politique

Le concept parti politique revêt plusieurs acceptions. Pour l'appréhension de ce terme, diverses définitions ont été avancées.

Selon Maurice Duverger, « un parti politique n'est pas une communauté, mais un ensemble de communautés, une réunion des petits groupes disséminés à travers le pays (sections, comités, associations locales, etc.) liés par des constitutions coordinatrices ».⁶⁹

⁶⁸ NZONGOLA N., introduction à la science politique, Lubumbashi, éd. Dumont noir, 1972, P.7

⁶⁹ M. DUVERGER, les partis politiques, paris, éd. A. Colin, 1969, P.34

Pour le dictionnaire lettré, le parti politique est défini comme « une union de plusieurs personnes contre d'autres qui ont un intérêt, une opinion contraire ».⁷⁰

Georges Burdeau définit pour sa part, le parti politique comme : tout groupe d'individus qui, professant les mêmes vues politiques s'efforcent de le faire prévaloir à la fois en ralliant le plus grand nombre possible de citoyens et en cherchant à conquérir le pouvoir ou du moins à influencer.⁷¹

Dans la même lancée, Max Weber soutient que les partis politiques sont des associations reposant sur un engagement libre ayant pour but de procurer à leurs chefs des chances idéales ou matérielles de poursuivre des buts, objectifs et d'obtenir des avantages personnels ou de réaliser des ensembles.

Au regard des analyses faites par Mulumbati Ngasha, ces différents auteurs, les uns définissent les partis politiques par référence à l'organisation, à l'idéal et enfin par rapport aux interactions qui se déroulent dans un certain espace. Ainsi, pour conquérir et exercer le pouvoir durablement, ajoutent-ils le parti politique doit être doté d'une organisation solide, avoir un idéal qui mobilise les membres, remplir les fonctions ou activités pour atteindre son idéal et tout cela dans un faisceau d'interaction.

À la lumière de ces considérations, nous définissons avec le prof Mulumbati le parti politique comme « une organisation qui sur base de certaines affinités ou solidarités regroupe des individus qui cherchent à conquérir et à exercer le pouvoir par les élections seuls ou avec les autres afin d'atteindre un idéal, et qui, pour ce faire est animée par des organes liés les uns aux autres par des relations à la fois verticales et horizontales et remplissant chacun des fonctions bien déterminées. »⁷²

1.2. Fonctions des partis politiques

Mission des partis politiques

Les partis politiques sont l'un des éléments du corps politique d'un pays. Ils peuvent être comparés à des vaisseaux sanguins lesquels assurent une circulation active des vues, opinions et attitudes entre les volontés individuelles et les vues politiques de l'Etat. Ainsi, à travers des partis politiques, les citoyens membres appartenant à ces formations politiques ont une prise sur l'Etat et lui transmettent leurs préoccupations.

De cette manière, l'Etat se verra soumis aux critiques et aux appréciations contradictoires des partis politiques, ce qui amènera le pouvoir à retrouver sa raison d'être qui consiste à se mettre au service des intérêts de la population.

Pour ce faire, tout parti politique a pour mission de « concourir à l'expression du suffrage, à la formation de la conscience nationale et l'éducation civique de leurs membres. Ceci revient à dire que les partis politiques doivent amener leurs membres à se convaincre du fait que le pouvoir doit se conquérir par les urnes, c'est-à-dire par les élections, à savoir défendre la nation et son intégralité territoriale par tous les

⁷⁰ Dictionnaire lettré, Levallois, Gallinard et Hachette, P.946

⁷¹ G. BURDEAU, les partis politiques, Paris, éd. A. Colin, 1993

⁷² MULUMBATI NGASHA, manuel de sociologie générale, Lubumbashi, éd. Africa, 2001, P.105

moyens et à s'opposer à tout individu, un groupe d'individus qui prend le pouvoir par la force ou l'exercice en violation des dispositions de la constitution.

Fonctions politiques

Les partis politiques remplissent une multitude des fonctions des dispositions politiques entre autres :

- 1) La fonction du messenger du peuple : ils sont les messagers du peuple dont ils partent et traduisent les messages du peuple dont ils portent les messages et traduisent les aspirations. Ils constituent des canaux qui relayent les aspirations du peuple, les formulent en termes politiques et revendiquent leur satisfaction au niveau politique.
- 2) La fonction de prévention : les partis politiques remplissent également les fonctions de prévention, des dérives politiques et de prévention de Fochlocratie. En effet, les partis politiques « observent un regard critique du pouvoir et formulent des propositions à son endroit, notamment à travers leur représentation au parlement ». Ils régulent le pouvoir dans un Etat de droit et assurent aussi l'encadrement politique de la société civile.
Pour ce qui est de la prévention de l'ochlocratie, les partis politiques en constituent les garde-fous. L'ochlocratie s'installent lorsque « les citoyens commencent à vouloir légiférer en lieu et place du parlement, à gouverner en lieu et place des gouvernants, à juger en lieu et place des cours et tribunaux ». ⁷³
- 3) La fonction pédagogique : elle consiste dans le cadre d'un parti politique à éduquer, à former les membres adhérents, à les politiser c'est-à-dire à donner au citoyen les informations qui lui permettront de maintenir son environnement et de le transformer. Le citoyen pourra ainsi mieux connaître ses droits et ses obligations et situer l'échelon du responsable du pouvoir chargé de résoudre son problème. La formation est donc une étape nécessaire à la mobilisation consciente et responsable de l'opinion publique disait Kiakwama.
La fonction pédagogique est d'une très grande importance dans les partis politiques. C'est à travers elle que ces derniers diffusent auprès de leurs adhérents, l'éducation à la citoyenneté, à la paix et aux valeurs républicaines. ⁷⁴
- 4) La fonction d'élaboration des programmes électoraux et gouvernementaux, ainsi que du projet de société : Cette fonction stipule que les organes dirigeants des partis politiques doivent aussi élaborer le projet de société ; c'est-à-dire l'image qu'ils souhaitent donner au pouvoir un jour.
- 5) La fonction de sélection du personnel politique. Par personnel politique, on entend les animateurs du parti à tous les niveaux, appelés à assurer la gestion du pouvoir de l'Etat lorsque leur parti gagne les élections et doit gouverner. Le choix du personnel politique et son investiture constituent des manifestations tangibles de la démocratisation au sein du parti. Cela suppose que chaque membre présente librement sa candidature au niveau qu'il estime le plus utile selon ses capacités et ses ambitions, afin qu'il soit choisi librement par les membres adhérents.
- 6) La fonction de coordination et d'opposition : Les partis politiques qui sont au pouvoir et ceux qui sont dans l'opposition sont chargés d'assurer la coordination de stratégies et de contrôle des

⁷³ A ce propos lire ZAÏDI NGOMA, les rôles des partis politiques dans un Etat de droit, in partis politiques, démocratie et paix en ROC (sous la direction de MABIALA MANTUBA-NGOMA) publications de l'IDLP., Konrad Adenauer Fondation, Kinshasa, 2001.

⁷⁴ KIAKWAMA, organisation d'un parti politique : aspects internes, in organisation et fonctionnement des partis en RDC (sous la direction de MABIALA MANTUBA-NGOMA), Fondation Konrad Adenauer, Kinshasa, 2004, P.23-28

organes gouvernementaux, pour ceux qui sont dans l'opposition, ils doivent en outre concrétiser une opposition loyale au pouvoir en place, c'est-à-dire, mettre en place un contre-pouvoir et devenir ainsi des agents modificateurs ou rectificateurs de la politique interne et externe du pays non-conforme aux valeurs républicaines, démocratiques et à l'intérêt général.

1.2. Notion de participation politique

Le terme participation politique revêt divers sens et cela suivant le moment, le système politique concerné ainsi que suivant des valeurs qu'on partage.

Pour H. Théry, la participation politique est un acte dans lequel on prend part.⁷⁵ Cette acception met en exergue deux aspects en présence dans la participation : d'une part, les volontés des participants et d'autres part la décision à prendre. Dans ce contexte, les oppositions et les divergences des volontés particulières sont inéluctables, mais, elles doivent conduire à un compromis, lequel est nécessaire avant de prendre la décision.

La participation politique ainsi définie, est l'une des formes des comportements politiques. Se comporter, c'est agir ou réagir. Par comportement, on entendra l'ensemble des conduites de l'organisme vivant. Chez l'homme, on distinguera des comportements biologiques, psychologiques, sociaux, et parmi ces derniers, des comportements politiques, qu'on peut définir avec Jean Ranger comme « les mouvements de l'individu vers la société dans laquelle il vit »⁷⁶ cependant tout n'est pas comportement dans la vie politique, mais, les comportements politiques sont inoubliables : les discours d'un ministre ou un député à la tribune du parlement est un comportement politique, l'activité d'un militant, les actions des citoyens de l'UDPS, etc.

Pour sa part, Alain Lancelot considère la participation politique comme l'intervention dans le domaine spécialisé des affaires politiques.²³

Dans le même ordre d'idée, Nzongola Ntalaja définit la participation politique comme tout comportement à travers lequel les gens expriment leurs opinions.²⁴ De cette manière, il soutient l'expression des opinions politiques, individuelles ou collectives.

En outre, la participation politique désigne aussi le rôle joué par les citoyens dans la prise des décisions relatives aux options de la vie nationale.²⁴ En effet, la participation à la vie politique permet aux citoyens d'orienter ou d'influencer les décideurs autoritaires. (Elle permet aussi aux citoyens de chercher, de promouvoir la forme de gouvernement qui leur semble la meilleure). Les citoyens cherchent à satisfaire

⁷⁵ H. THERY., la participation. La société démocratique, Paris, chronique sociale de France, 1963, P.141.

⁷⁶ J. RANGER, « les comportements politiques » in la politique, Paris, centre d'étude et de promotion de lecture, 1971, P.64

²³ A. LANCELOT, la participation des français à la politique, Paris, P.U.F., 1961, P.6

²⁴ N. NZONGOLA, op.cit., P.30

l'aspiration des hommes à être des sujets actifs de leur destin social et à mettre en place les structures capables d'assurer et de protéger cette aspiration qui n'est rien d'autre que le bien-être pour tous.

Dans le cadre de cette réflexion, pensons avec Ngoma Binda que la participation politique est l'acte par lequel le citoyen assume et tente d'influencer directement le cours des affaires publiques dans sa société. La participation politique suppose une décision consciente et libre de la part du citoyen de s'occuper de ce qui est censé orienter la vie de tous dans la société (la cité).

1.3. Milieu Rural

Plusieurs auteurs ont défini le concept « milieu rural ». Nous avons dans cette réflexion fait référence à certains, pour contextualiser notre façon d'appréhender les choses.

Selon J. M. Ela, le milieu rural est celui qui est relatif à la campagne. Il se diffère d'autres milieux par les types d'activités qu'on rencontre. Il s'agit de la prédominance de l'agriculture, la pêche, l'élevage, le ramassage, la cueillette, etc. qui sont les activités du secteur primaire. Il est à noter que dans ce milieu l'homme est lié intimement à la terre et c'est elle qui lui procure presque tout pour sa substance.⁷⁷

Pour sa part, Cosmas Mbope définit le milieu rural comme étant tout espace de vie où habitent les ruraux, toute entité dans laquelle les individus mènent une vie de la campagne. C'est la campagne, c'est l'univers qui désigne le lieu où les ruraux vivent et exercent leurs activités.⁷⁸

Nous faisons remarquer que le milieu rural désigne l'espace rural, l'espace bâti et la campagne. Tout milieu rural n'est pas à confondre avec le village traditionnel quoique la réalité en Afrique, en Amérique Latine et en Asie est difficile à être dissociée.

Notons que toutes les entités sont établies en milieu rural et dans les campagnes avec des fonctions spécifiques différentes des villages traditionnels. Elles sont dirigées par d'autres types d'autorités selon d'autres mœurs et d'autres règles de vie.

2. IMPACT DES PARTIS POLITIQUES SUR LES MILIEUX RURAUX R.D. CONGOLAIS

2.1. Le milieu rural congolais et ses caractéristiques

Le milieu rural Congolais regorge une population dont près de 80% y vivent avec comme activités principales l'agriculture, la pêche et l'élevage. Cependant, cette population vit dans une situation précaire et une pauvreté absolue, malgré les potentialités qu'offre le secteur. En effet, on notera que seulement 17% de la population a accès à l'eau potable, 1% à l'énergie électrique et 64% vivent dans des maisons en pisé ; en outre, 70% des voies de desserte agricole sont dans un état de détérioration très avancée.

Pour ce, le rôle de développement des masses rurales est sérieusement handicapé par le conflit qui a comme conséquence l'abandon des exploitations agricoles, des déplacements massifs des populations dus à l'insécurité permanente.

⁷⁷ J.M. ELA, cité par KAYEMBE MIKO, organisations non gouvernementales et processus démocratique en milieu rural Congolais. Expérience du COFEMED dans le territoire de Mwaka, DEA, SPA, UNILU, Lubumbashi, 2016. P23.

⁷⁸ C. MBOPE MINGA MBENGELÉ., Pragmatique formatif de l'INADES-FORMATION Kasai et les enjeux du renforcement des capacités paysannes. Territoire de Mwaka, DEA en Sociologie, UNILU, Lubumbashi, 2006, p.30

Aspect socio-politique

La République Démocratique Congo vit dans une crise socio-politique, situation dans laquelle les masses rurales ne savent pas jouir, ni défendre leurs droits et observer leurs obligations comme citoyennes et citoyens du pays. L'administration publique locale a abandonné la population à son triste sort, vivant dans l'insécurité la plus totale.

La crise socio-politique ne permet pas aux opérateurs politiques que sont les partis politiques à agir et fonctionner de façon à accompagner la population rurale effectivement. De cette façon, ces partis politiques se produisent avec inefficacité dans les milieux ruraux de la RDC. Par conséquent, la population participe difficilement à la vie politique. En effet, les partis politiques de la République Démocratique du Congo tel qu'ils opèrent dans le milieu rural congolais n'assurent pas leurs fonctions, dans la mesure où plusieurs faits démontrent cette inefficacité, notamment : la non-permanence des activités du parti, l'analphabétisme des membres, etc.

Aspect socio-culturel

L'aspect socio-culturel se manifeste par les Us et coutumes et schèmes de comportement véhiculé dans une société donnée. La culture se veut être la manière de réfléchir, d'agir, de réagir et de se comporter d'une société donnée.

La République Démocratique du Congo, un pays multiculturel, a connu une histoire politique jalonnée par des manifestations politico-ethno tribales, qui, au lendemain de l'indépendance ont donné lieu aux guerres fratricides, animées et téléguidées par les chefs des partis politiques et autres associations à caractère politique.

Les partis politiques devront cultiver la culture politique de participation, car, elle consiste à amener les membres à penser et agir de manière patriotique loin de toutes les velléités claniques, tribales et autres en vue d'assurer la promotion du bien-être de la population.

Aspect matériel et financier

Les partis politiques en tant qu'organisation politique ont besoin des moyens matériels pour son bon fonctionnement. Dans nos milieux ruraux, la plupart des partis politiques n'ont même pas des sièges administratifs, lieux qui servent les sièges où se fait l'administration du parti, sauf, les partis de la majorité présidentielle (PPÎD, AFDC) pour ne citer que ceux-ci, qui disposent des infrastructures. Nous avons constaté que ce sont des partis de la mouvance présidentielle qui, suite à la présence de certains de leurs membres au gouvernement, jouissent des bénéfices et moyens divers.

En outre, l'argent étant un moyen puissant dans l'organisation et le fonctionnement, les partis politiques œuvrant surtout dans les milieux ruraux, n'ont pas les moyens de leur politique. Dans la mesure où ces formations politiques n'arrivent pas à acquérir des biens et avantages qui peuvent aider les membres de ces partis de les animer à bon escient.

2.2. Causes d'inefficacité des partis politiques en milieux ruraux

Inexistence des structures permanentes des partis

Les partis politiques doivent se servir des structures organisationnelles durables, efficaces et capables de mobiliser le plus grand nombre des citoyens autour des idées concernant l'intérêt général et des décisions politiques. Mais, il arrive que les partis politiques Congolais disposent des structures moins durables et inefficaces dans les milieux ruraux Congolais dans la mesure où la mobilisation des citoyens ruraux n'est pas soutenue. Et cela suite à la présence intempestive des animateurs de la plupart des partis politiques dans ces milieux.

En outre, les activités de ces formations politiques dans les milieux ruraux se produisent seulement lors de l'arrivée dans ces localités rurales des hauts cadres en provenance de Kinshasa ou de chefs-lieux des provinces. Ce qui fait que les membres de ces partis, attirés par la curiosité politique et autres biens et argent qu'on leur amène par les dirigeants de partis, se mobilisent, non autour des idées mais plutôt autour de la tribu, des amitiés, gain matériel, etc. D'où des actions ponctuelles et éphémères sont menées juste pour la satisfaction des intérêts égoïstes des animateurs des partis politiques et surtout ceux qui sont au pouvoir.

Manque de l'écoute des citoyens

La présence ponctuelle des cadres de partis politiques dans les localités rurales a comme conséquence l'ignorance des aspirations des citoyens membres des partis politiques. Les structures ne sont permanentes pour s'assurer des problèmes que connaissent les membres et servir de courroie de transmission vers les gouvernants en vue d'obtenir la solution aux problèmes posés par la population. C'est-à-dire s'assurer la bonne santé, l'éducation pour tous, l'emploi et autres facilités socio-économiques.

Ignorance des desideratas réels

Les partis politiques sont des cadres représentatifs de la population congolaise en général. Mais notre observation révèle que les formations politiques en milieux ruraux congolais connaissent et parlent des problèmes ruraux dans leurs instances sans connaître réellement les contours pouvant amener à la résolution de leurs préoccupations. Ils ignorent les réalités rurales qui demeurent lettre morte, si ce n'est que descendre dans ces entités rurales pour solliciter le suffrage auprès de leurs membres.

Visibilité et réalité occasionnelle

La visibilité des partis politiques relève du marketing politique qui se réalise par permanence et la présence au quotidien, à travers le contact avec les publics et autres œuvres concrètes posées régulièrement par les partis politiques. Mais, ils ne sont pas permanents et ne disposent pas des structures permanentes qui puissent marquer de leur présence en vue d'assurer la visibilité, partant côtoyer le public et poser des actes concrets capables de mobiliser les masses rurales et les organiser pour la conquête et l'exercice du pouvoir. De même, la réactivité des partis ne peut être possible que si la permanence et la présence sont assurées par les partis. Toutefois, du moment où les animateurs des partis politiques ne sont pas permanents dans les entités rurales, les activités politiques ne sont réactivées.

Les partis politiques sont les acteurs politiques attirés, qui se veulent des organisations représentatives de la population totale de la République Démocratique du Congo. A ce titre, ils sont censés remplir des fonctions bien précises pour accompagner les masses rurales dans leur participation politique. C'est ainsi qu'ils devront assurer la formation des membres de façon constante sur le plan civique et politique.

L'éducation civique et politique relève de la formation, une fonction importante que doit jouer un parti politique. Car, les membres du parti non formés ou insuffisamment informés peuvent porter un préjudice immense au parti par leurs actes et dans leurs choix politiques.

Il arrive que dans les milieux ruraux Congolais, les partis politiques n'y assurent presque pas la formation civique et politique. Dans la mesure où, il est difficilement constaté l'organisation des séances de formations civiques et politiques dans les écoles rurales de la RDC, seuls les enseignements consacrés à l'éducation à la citoyenneté, qui se limite à donner aux enfants les éléments relatifs au développement, au lieu de leur apprendre l'amour de la patrie qui façonne un bon citoyen congolais. Aucun parti politique ne produit des outils d'éducation civique de politique au bénéfice des ruraux Congolais. Ces symboles éducatifs sont produits seulement lors de la descente des animateurs et autorités morales de certains partis politiques dans les villages et autres localités rurales.

Il n'existe pas d'initiatives sur les séminaires de formation sur l'Etat actuel du paysage politique en République Démocratique du Congo. Et cela suite au caractère analphabète de la plupart des ruraux du pays. Par conséquent, les ruraux n'ayant pas un niveau requis, sont incapables d'assister à de séances pareilles. Ce qui constitue une cause certaine à l'inefficacité des partis politiques en milieu rural Congolais.

2.3. Effets de faction des partis politiques en milieux ruraux

La participation politique résulte des actions menées et actes posés par des acteurs sociaux entre autres : citoyens, groupe des citoyens et partis politiques. Ces derniers à la recherche de la conquête et l'exercice du pouvoir, devront militer pour le bien-être de la population congolaise. C'est ainsi que l'activisme des partis politiques congolais en milieux ruraux n'a pas manqué de produire des effets négatifs sur les entités rurales, partant ignorer le mieux être collectif au profit des intérêts personnels.

Absence de la paix

Les partis politiques entretiennent des conflits entre les populations rurales. Suite aux tendances tribalistes créées par les animateurs de ces formations politiques, il arrive que les populations de différentes contrées arrivent à opposer leurs intérêts qui finissent à générer des conflits qui amènent aux incendies des villages entiers et luttes fratricides. Ce qui ne peut pas générer le développement des campagnes en RDC. D'où un impact négatif sur le bien-être des populations rurales congolaises.

Impunité, corruption, injustice et exclusion

Les populations rurales R.D. Congolais connaissent une situation qui entretient la culture d'impunité dans laquelle elles évoluent et vivent C'est cette impunité qui donne lieu à la corruption, une pratique utilisée par les dirigeants des partis politiques pour obtenir certains privilèges parmi les masses rurales et s'attirer de sympathie de la part de leurs membres.

L'impunité a aussi comme corolaire, l'injustice issue de la manifestation des organes de la justice qui compte des membres des partis politiques au pouvoir. Et, les ruraux naïfs sont victimes de l'injustice orchestrée par l'influence des partis politiques qui agissent depuis Kinshasa ou dans les chefs-lieux des provinces.

L'exclusion étant un effet négatif dans la participation politique, cette manière de faire ne permet pas la participation des masses rurales à la gestion de la chose publique du moment où les membres de parti politique de l'opposition ne sont pas associés aux projets initiés pour l'épanouissement de leur environnement local.

Enrichissement sans cause

Les partis politiques au pouvoir possèdent tous les moyens et stratégies économiques entre leurs mains. Ils initient des projets productifs dans différents secteurs de la vie économique nationale. Ils amassent des richesses sans observation des lois et règlements du pays. Et cela, dans le domaine minier, forestier, agricole et autre. Ils s'accaparent des revenus destinés en termes d'impôts dans les différentes régions financières. D'où autant d'actes et comportements qui privilégient leur enrichissement sans cause.

La primauté de l'intérêt personnel

L'Etat a pour but, la réalisation de l'intérêt général à travers l'administration publique. Mais nous avons que les membres des partis politiques au pouvoir s'étant partagés les ministères clés au gouvernement, n'ont pas veillé aux inputs (demandes politiques) relatifs à la vie communautaire au pays. C'est le cas de l'amélioration des routes, ponts et chaussées en milieux ruraux. Les infrastructures ont demeuré dans un délabrement très avancé. Il y a aussi la situation administrative des agents de l'administration publique rurale qui vivent dans la médiocrité.

Ceci dénote le comportement qui handicape l'intérêt général, car ces cadres de parti au pouvoir travaillent en visant leurs intérêts personnels.

Pratique démagogique

La démagogie est l'une des stratégies politiques appliquée par le pouvoir en République Démocratique du Congo. Les ruraux congolais sont caractérisés par la culture politique non soutenue car fragilisés par l'analphabétisme, ils sont facilement dupes. Les parties politiques usent de la politique trompeuse, souvent avec des projets-phares, apparents, mais qui ne sont pas exécutés effectivement. Tous ces comportements ne peuvent amener les partis politiques à accompagner les masses rurales dans la participation politiques pour le mieux-être de tous en République Démocratique du Congo.

3. POUR LA DYNAMIQUE DES PARTIS POLITIQUES DANS LES MILIEUX RURAUX CONGOLAIS

Les partis politiques sont des acteurs politiques qui, dans leur organisation et leur fonctionnement sont tenus de travailler de façon effective sur toute l'étendue de la République. Pour ce faire, ils doivent développer des stratégies susceptibles d'amener les masses rurales à participer activement à la gestion de la chose publique.

Pour s'organiser de façon efficace, les partis politiques doivent mettre en œuvre un certain nombre des règles parmi lesquelles nous pouvons citer :

- Respecter les principes, règles et procédures définies par les lois nationales ;
- Assurer leurs activités en se dotant des dénominations qui soient à la fois très attrayantes et très faciles à retenir par les ruraux ;

- Associer les masses rurales aux projets de société à exécuter pour l'intérêt de la cité ;
- Elaborer des regroupements politiques qui tiennent compte des problèmes concrets de la population rurale Congolaise avec ses spécificités.
- Se servir des personnalités qualifiées qui se trouvent parmi les leaders d'opinion dans les localités rurales

Dans l'accomplissement de leur rôle, les partis politiques devront viser l'aspiration effective de l'exercice du pouvoir, car le travail politique qu'ils réalisent en milieux ruraux ne pouvait que concourir à la poursuite de leurs objectifs. Pour atteindre leurs buts, les partis politiques sont censés s'organiser dans l'amélioration de conditions de vie dans la cité, à travers une bonne gouvernance ou de bons projets de la société rurale.

Les membres adhérents aux partis politiques devront être encadrés et formés correctement à la politique de leurs milieux et de la nation. De cette façon, ils auront exercé le pouvoir dans le sens des intérêts de la nation et contribuer à la bonne gestion du pouvoir. Et cela en accordant un soutien raisonné aux initiatives positives des gouvernants.

CONCLUSION

Les partis politiques qui évoluent dans le paysage politique congolais et plus particulièrement dans les milieux ruraux devront s'organiser et fonctionner tout en tenant compte des réalités rurales congolaises. Très peu des partis politiques œuvrent dans l'observation des principes et règles de gestion requise.

Au regard du caractère analphabète de certains ruraux, ces partis politiques ont travaillé de façon inefficace. Pour ce, nous appelons les gouvernants, gouvernés, leaders politiques et membres adhérents des partis politiques en milieux ruraux R.D. Congolais à la prise de conscience en vue de fonctionner normalement tenant à cœur les aspirations de la population rurale congolaise. C'est ainsi que les partis politiques devront s'organiser tout en développant des stratégies susceptibles d'assurer leur dynamique et promouvoir le bien-être des masses rurales dans la conquête et l'exercice du pouvoir.

BIBLIOGRAPHIE

I. Ouvrages

1. A. LANCEROT., la participation à la politique, Paris, P.U.F., 1961.
2. C.MBOPE
3. Dictionnaire lettré, levallois, gallinard et hachette, P.946.
4. G. BURDEAU, les partis politiques, Paris, éd. A. Colin, 1993
5. H. THERY, la participation la société démocratique, Paris, chronique sociale de France, 1963.
6. J.M. ELA, cité par KAYEMBE MIKO, organisations non gouvernementales et processus démocratique en milieu rural Congolais. Expérience de COFOMED dans le territoire de Mweka, DEA SPA UNILU, Lubumbashi, 2016.
7. MBAYA KABAMBA, Groupes d'intérêt et participation politique au Zaïre. Une contribution à la théorie du développement politique, Thèse de doctorat en sciences politiques et administratives, UNILU, 1997-1998.
8. MULUMBATI NGASHA, manuel de sociologie générale, Lubumbashi, éd. Africa, 2001.
9. M. DUVERGER, les partis politiques, paris, éd. A. Colin, 1969.
10. NZONGOLO N., introduction à la science politique, Lubumbashi, éd. Dumont noir, 1972.

II. Articles

2. J. RANGER, « les comportements politiques » in la politique, Paris, centre d'étude et de promotion de la lecture, 1971
3. KIAKWAMA, organisation d'un parti politique : aspects internes, in organisation et fonctionnement des partis en RDC (sous la direction de MABIALA MANTUBA-NGOMA), Fondation Konrad Adenauer, Kinshasa, 2004.
4. ZAIDINGOMA, « les rôles des partis politiques dans un Etat de droit », in partis politiques, démocratie et paix en RDC (sous la direction de MABIALA MANTUBA-NGOMA) publications de PIDLP., Konrad Adenauer-Fondation, Kinshasa, 2001.

L’agriculture au Kasai Central et le développement durable. État des lieux et perspectives

Albert Manshimba Badikolele
Assistant/ISDR-Demba

INTRODUCTION

L’économie de la République Démocratique du Congo (R.D.C) est une économie extrêmement extravertie avec une production orientée vers les produits miniers qui profitent aux pays industrialisés. Et pourtant, la population locale a besoin des produits agricoles de première nécessité pour satisfaire ses besoins.

En effet, dans l’agriculture par exemple, l’aspect économique consiste à contribuer de manière significative à l’amélioration des conditions de vie de la population. On sait que le taux de croissance démographique des pays en développement varie selon les régions, d’un maximum de 2,9 % chaque année pour l’Afrique Subsaharienne à 1,2 % pour l’Asie. La situation alarmante exigera dans l’avenir un accroissement considérable et continu des disponibilités alimentaires⁷⁹.

Ainsi, de tous les temps, la santé a été et demeure un des facteurs qui conditionnent l’épanouissement et le développement des peuples. Mais la santé est, elle-même, tributaire notamment d’une bonne alimentation.⁸⁰ Donc, tout individu a le droit de disposer d’une alimentation suffisante pour mener une vie saine et active. La satisfaction de ce droit repose sur trois piliers⁸¹ :

- une production alimentaire quantitativement et qualitativement suffisante pour couvrir les besoins de toute la population ;
- des circuits de distribution qui rendent la nourriture accessible à tous ;
- la possibilité pour chacun de se procurer, en les achetant le cas échéant, les aliments dont il a besoin pour vivre.

Aux premières années de l’indépendance, en R.D. Congo, le secteur agricole contribuait beaucoup au PIB du pays avec la production des cultures de rentes telles que le coton, le cacaoyer, le caféier, le maïs, le manioc, le caoutchouc, etc. Malheureusement, aujourd’hui on

⁷⁹ Centre Tricontinental, *Question agraire et mondialisation : point de vue du sud*, Paris, éd. Harmattan, 2003, p 45

⁸⁰ F. MOKONDA BONZA, *Economie alimentaire*, Cours inédit de L2 Ecorud, FASEG, UNIKIN, 2004 – 2005, p 5.

⁸¹ Inades-Formation, Les Dossiers de Développement Agripromo, *Sécurité alimentaire en Afrique: un enjeu pour le développement*, Abidjan, Inades-Formation, 1998, p. 1.

constate avec regret que toutes ces cultures sont dans l'abandon à telle enseigne qu'il est difficile de trouver un seul champ de coton dans la province du Kasai.

Dans cette étude, notre propos va tourner autour des points ci-après :

- L'agriculture et la sécurité alimentaire ;
- L'état des lieux de la sécurité alimentaire au Kasai Central ;
- La situation de l'agriculture au Kasai Central ;
- Perspectives et stratégies de développement de l'agriculture.

1. L'AGRICULTURE ET LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

1.1. L'agriculture durable

L'agriculture est une activité vitale dans toutes les sociétés. Mais elle est beaucoup plus un élément clé de souveraineté alimentaire, elle est aussi porteuse de nombreux bénéfices économiques, sociaux et environnementaux. L'agriculture est un secteur d'activité important de par les revenus qu'elle génère. Le secteur est créateur d'emploi et source de développement économique et social.

Et l'agriculture durable c'est la garantie d'un environnement sain, de l'équité sociale et de la viabilité économique. Dès lors, les agriculteurs doivent impérativement répondre à ces exigences. La définition la plus cohérente de l'agriculture durable que nous pouvons établir reprend le triptyque du rapport Brundtland de 1987 : une agriculture durable doit être économiquement équitable, écologiquement saine (viable) et socialement vivable.⁸²

Un exploitant agricole pourra se revendiquer « durable » s'il respecte les principes de la déclaration de Rio, « le sommet de la Terre » de 1992 qui se rapportent aux domaines de l'agriculture :

- L'efficacité économique : systèmes de production économes et autonomes, revenus décents.
- L'équité sociale : partage des richesses, des droits à produire et du pouvoir de décision.
- La protection de l'environnement : préserver la fertilité des sols, la biodiversité, les paysages, la qualité de l'air et de l'eau.
- La culture et l'éthique : respect des générations futures, des communautés rurales et paysannes.⁸³

1.2. Le rôle de l'agriculture dans le développement

L'agriculture joue un rôle passif dans le développement économique en fournissant un excédent qui assure la croissance du secteur industriel. Cet excédent prend diverses formes : main-

⁸²G.H. BRUNDTLAND, *Notre avenir à tous. Rapport de la Commission mondiale sur l'environnement et le développement. Nations-Unies*, 1987. Cfr. Internet : [www. Google.fr](http://www.Google.fr)

⁸³*Un développement agricole durable dans une économie mondialisée : rapport du bureau international du travail*, Genève, 18-22 Septembre 2000 : Cfr. Internet : [www. Google. fr](http://www.Google.fr)

d'œuvre supplémentaire libérée du secteur rural pour travailler dans le secteur industriel ; produits alimentaires destinés à nourrir la population urbaine et produits agricoles servant d'intrants dans l'industrie et de produits d'exportation pour engendrer des devises. Le secteur rural est également un marché pour les produits manufacturés.

Selon le FAO, le transfert de l'excédent du secteur rural vers le reste de l'économie peut se faire de diverses manières : fiscalité, marges des offices de commercialisation et transferts liés aux termes de l'échange dans lesquels les prix relatifs sont biaisés en faveur des produits non agricoles, souvent en maintenant des taux de change surévalués. On a souligné l'importance de l'agriculture, non seulement comme créateur passif d'excédents pour la croissance industrielle, mais aussi comme fournisseur des moyens de subsistance de 50 à 70 % de la population mondiale toujours agricole et comme filet de sécurité pour la population urbaine confrontée aux crises économiques.⁸⁴

L'agriculture absorbe plus des deux tiers de la main-d'œuvre totale. Pour que cette main-d'œuvre puisse accroître ses revenus directement, et non pas en émigrant en ville et en se mettant au service du secteur industriel, la croissance agricole est un impératif.⁸⁵

1.3. Problématique de la sécurité alimentaire

La notion de sécurité alimentaire apparaît en 1974 à l'occasion de la première Conférence mondiale sur l'Alimentation organisée par la FAO. Elle désigne une situation dans laquelle chaque individu dispose, chaque jour, d'une nourriture suffisante en qualité et en quantité pour pouvoir jouir d'une bonne santé et mener une vie active. Pour assurer cette sécurité à tous les hommes, il faut qu'il y ait assez de nourriture dans le monde, et que les réserves alimentaires soient stables et accessibles à tous.⁸⁶

Selon la FAO, la sécurité alimentaire est concrétisée lorsque tous les êtres humains ont, à tout moment, un accès physique et économique à une nourriture suffisante, saine et nutritive leur permettant de satisfaire leurs besoins énergétiques et leurs préférences alimentaires pour mener une vie saine et active.⁸⁷

La Conférence Mondiale de l'Alimentation définit la sécurité alimentaire comme la Capacité de tout temps d'approvisionner le monde en produits de base, pour soutenir une croissance de la consommation alimentaire, tout en maîtrisant les fluctuations et les prix.⁸⁸

⁸⁴ *Le rôle de l'agriculture dans le développement* Cfr. Internet : www.fao.org

⁸⁵ *Un développement agricole durable dans une économie mondialisée : rapport du bureau international du travail*, Genève, Septembre 2000

⁸⁶ Inades-Formation, *Les Dossiers de Développement Agripromo. Sécurité alimentaire en Afrique : un enjeu pour le développement*, Abidjan, Inades-Formation, 1998, p.1.

⁸⁷ FAO, *L'état de l'insécurité alimentaire dans le monde*, Rome, S.Ed., 2009, p.8

⁸⁸ FAO, *Les concepts et cadres de l'IPC*, séminaire de formation, septembre 2010

La sécurité alimentaire repose donc sur trois piliers : 1) la disponibilité, 2) la stabilité et 3) l'accessibilité.

1.3.1. La présence des disponibilités alimentaires suffisantes

Il faut une production alimentaire quantitativement et qualitativement suffisante pour couvrir les besoins de toute la population. Nous envisageons à ce niveau l'aspect de l'offre de produits alimentaires pouvant résulter de :

- La production alimentaire intérieure;
- Des importations commerciales;
- L'aide alimentaire.

1.3.2. La stabilité des approvisionnements dans le temps et dans l'espace

Cela nécessite des circuits de distribution qui rendent la nourriture accessible à tous. L'existence des disponibilités ne suffit pas, il faut encore garantir à la population du pays la stabilité des approvisionnements. L'inefficacité des infrastructures de transport, les déficiences du système de commercialisation, une politique des prix peu rémunérateurs, etc., bref, tous ces facteurs peuvent influencer négativement la stabilité des approvisionnements.

1.3.3. L'accès matériel et économique de tous aux approvisionnements disponibles

Cela exige la possibilité pour chacun de se procurer, en achetant le cas échéant, les aliments dont il a besoin pour vivre.

1°) L'accès matériel et physique est conditionné par la dispersion géographique de la production, de la praticabilité du réseau de communications (routes, fleuves, chemins de fer) et notamment de la pénurie des moyens de transport.

2°) L'accès économique est fonction du revenu disponible au niveau de l'individu ou du ménage. La présence des stocks physiques ne résout nullement l'équation de la faim au niveau de l'unité de consommation. C'est le pouvoir d'achat qui détermine la quantité et la qualité des aliments que le ménage (ou l'individu) est disposé à acquérir pour la consommation.

2. L'État de lieux de la sécurité alimentaire au Kasaï central

Le rapport de la FAO sur l'état de la sécurité alimentaire et la nutrition dans le monde 2019⁸⁹, la faim est repartie à la hausse dans presque toutes les sous-régions d'Afrique et la prévalence de la sous-alimentation ayant atteint 22,8 pour cent en Afrique subsaharienne.

La situation au Kasaï Central n'échappe guère à cette tendance nationale, et reste même parfois en deçà de la moyenne nationale. Selon les données utilisées dans le Document de stratégie

⁸⁹ <http://www.fao.org/3/ca5162fr/ca5162fr.pdf>

de réduction de la pauvreté (DSRP, 2004), alors que la moyenne nationale d'apport quotidien en calories était de 1836, cet apport n'a été que de 1816 au Kasai Central. La région connaît donc une insécurité alimentaire qui concerne tant l'offre que la demande.⁹⁰

S'agissant de l'offre, la province est aujourd'hui plus qu'hier incapable de produire suffisamment pour nourrir toute sa population, malgré ses multiples atouts dont les richesses naturelles favorables à l'exploitation agricole et pastorale. L'écart entre l'offre domestique et la demande en produits alimentaires de base s'accroît de manière constante. Dès lors, pour couvrir ses besoins, la province s'approvisionne en produits agricoles de base (maïs, arachide, haricot, etc.) dans les provinces voisines de Kasai et du Katanga.

En ce qui concerne la demande, le pouvoir d'achat de plus en plus faible de larges catégories de la population ainsi que la pauvreté quasi généralisée ne permettent pas d'accéder à la nourriture pendant la période de soudure (entre juillet et décembre) qui précède la prochaine récolte, mais aussi à d'autres moments de l'année. Cette situation frappe de plein fouet même les ménages des paysans censés produire la nourriture.

Par ailleurs, un regard minutieux sur la situation agricole et alimentaire dans la province du Kasai Central révèle que la province connaît plusieurs contraintes qui l'empêchent de satisfaire ses besoins. Parmi ces facteurs, nous pouvons retenir principalement ce qui suit :

- a) L'absence ou la détérioration très avancée des infrastructures de base : routes, ponts et bacs, infrastructures de stockage, de transformation.
- b) L'insuffisance et la vétusté du charroi automobile sans oublier la rareté et la cherté du carburant et des lubrifiants. Ainsi, le vélo est devenu le moyen de transport le plus usité au Kasai Central. Des jeunes gens appelés « bayanda » transportent à vélo des marchandises pesant de 200 à 250 kg.
- c) L'accès limité aux facteurs de production : l'approvisionnement en intrants (semences, engrais, pesticides, produits vétérinaires et petit outillage agricole) est l'une des faiblesses du secteur agricole Kasaienne.
- d) La faiblesse du revenu des ménages : la proportion de personnes vivant en dessous du seuil de pauvreté reste très forte.

Par ailleurs, les importations paralysent certaines productions à cause des « prix cassés », inférieurs aux coûts de production sur le plan local. C'est le cas du riz asiatique, du poisson chinchard (mpiodi) et du poulet congelé bon marché et très apprécié par les habitants des villes au détriment des produits locaux.

3. LA SITUATION DE L'AGRICULTURE AU KASAI CENTRAL

3.1. La gestion du système agricole

L'agriculture, bien que politiquement proclamée « priorité des priorités » est restée en fait la dernière des priorités et le parent pauvre de développement. Le milieu rural s'est vu et continue

⁹⁰ Idem, p. 119

de se voir privé des ressources et services essentiels et nécessaires qu'il réclame légitimement en raison de son importance économique et sociale. À l'intérieur de l'activité agricole, l'agriculture paysanne, essentiellement vivrière, est négligée.

Il faut aussi noter un faible développement des secteurs de conditionnement et de transformation ; l'insuffisance des cadres institutionnel, juridique, fiscal et financier ; l'absence d'une politique d'aménagement du littoral ; l'insuffisance des moyens en matière de protection de l'environnement marin et de la biodiversité.

3.2. Promotion de l'agriculture comme clé du développement durable

Sur le plan des ressources humaines

Il se pose un problème de regroupement de paysans en associations organisées dont il assure l'encadrement. Ces regroupements visent à susciter l'habitude de « produire et vendre ensemble » vers les marchés beaucoup plus rentables ; et ensuite, faciliter la distribution des intrants et créer les conditions favorables à des discussions d'apprentissage.

La province du Kasai Central doit soutenir les projets agricoles de développement : les arguments visant à établir l'agriculture « Priorité des priorités » sont multiples : l'agriculture constitue la principale activité économique des pays africains au Sud du Sahara en général et de la RDC en particulier, surtout en termes d'occupation de la main d'œuvre : pour la RDC par exemple 70% de la population en obtiennent leur autosubsistance⁹¹.

Les emplois créés dans les pays en développement sont trop faiblement rémunérés pour influencer sur la croissance. Il faut investir dans l'agriculture et le rural en y basant l'activité sur des produits à meilleur rendement et disposant d'un meilleur accès aux marchés.

Sur le plan de la productivité

L'utilisation des éventuels « surplus agricoles », c'est-à-dire la différence positive entre la production obtenue (le produit brut) et la consommation de produits agricoles par la population paysanne pour entretenir et renouveler la force productive. Il peut s'agir du surplus négociable sur le marché par les paysans aisés qui produisent plus que pour leur autosuffisance, ou de l'ensemble des prélèvements variés subis par les paysans au bénéfice des autres catégories sociales (charges fiscales, droit de bail,..).

Sur le plan agricole, le problème qui se pose est de savoir comment vendre les récoltes de manière à accroître les revenus des paysans et éliminer ainsi la pauvreté. Répondant à cette problématique, Masueki soutient qu'il faut favoriser la structuration du milieu de production et aider les populations à affronter leurs problèmes en les appuyant dans la mise œuvre des solutions appropriées.⁹²

⁹¹ MINISTERE DE L'AGRICULTURE PECHE ET ELEVAGE, *Appui au renforcement des capacités des communautés rurales. Projet PNUD/FAO DRC/03/010/A*, juin 2004.

⁹² MANSUEKI, "Le rôle des ONG dans l'Education au développement, " dans. *Le vulgarisateur* N°9,1997. p. 6

Le financement du monde rural, à travers le circuit formel des institutions financières, a disparu du paysage agricole du Kasaï Central. Les Organismes d'épargne et de crédit ont été pour la plupart anéantis par l'inflation et l'incapacité de s'adapter à l'environnement marqué par l'instabilité monétaire et le secteur bancaire qui connaît actuellement d'énormes difficultés.

3.2. Le développement durable et la promotion de l'agriculture

Le développement durable conduit à replacer l'agriculture au sein des espaces ruraux où les agriculteurs sont devenus minoritaires, à raisonner le temps long pour envisager les conséquences à long terme d'un processus de production, à raisonner à plusieurs échelles simultanément, à analyser et gérer des risques.

La contribution de l'agriculture au développement durable renvoie à deux grandes questions : celle de la sécurité (sécurité alimentaire et sécurité des aliments) et celle de la préservation et de la gestion des ressources naturelles. Elle est liée à la reproduction d'un système complexe qui dépend des rapports que l'exploitation entretient avec son environnement :

- Le rapport économique renvoie au marché et à l'insertion de l'activité productive des exploitations dans des filières en amont et en aval.
- Le rapport social renvoie à l'insertion des agriculteurs et de leur famille dans les réseaux de relations avec les autres agriculteurs et acteurs sociaux.
- Le rapport à l'écologie et à l'environnement renvoie aux rapports entre l'activité agricole et les ressources et milieux naturels, avec pour enjeu principal le renouvellement des ressources naturelles sur le long terme.

4. Perspectives d'avenir et stratégies de développement de l'agriculture

4.1. Perspectives d'avenir

Nous pensons qu'il faut soutenir les projets agricoles de développement. On ne le dira jamais assez, les arguments visant à établir l'agriculture "Priorité des priorités" dans notre province sont multiples : l'agriculture constitue la principale activité économique de nos provinces et de nos territoires en particulier, surtout en termes d'occupation de la main d'œuvre⁹³.

Voilà pourquoi, les pouvoirs publics doivent s'en occuper pour en accroître la productivité et le rendement. De façon synthétique, nous pouvons ainsi résumer les raisons de soutien aux projets agricoles de développement :

- La raison arithmétique : l'agriculture fournit la plus large proportion du produit national brut (PNB) des pays en voie de Développement. Si les efforts sont soutenus de la part des pouvoirs publics, l'expansion du secteur agricole aura un impact rapide et visible sur l'expansion globale du produit national brut ;

⁹³ MINISTERE DE L'AGRICULTURE PECHE ET ELEVAGE, *Appui au renforcement des capacités des communautés rurales*. Projet PNUD/FAO DRC/03/010/A, juin 2004.

- L'agriculture permet de nourrir une population plus abondante et de faire face aux besoins alimentaires d'une population urbaine en expansion, sans recourir à des achats extérieurs (sortie des devises). La vente des produits agricoles à l'extérieur génère des devises supplémentaires pour assurer les investissements. Donc le développement de l'agriculture assure l'indépendance et l'autonomie alimentaire. ;
- L'accroissement de l'emploi : nécessitant une main d'œuvre intensive, l'agriculture serait un meilleur moyen d'accroître l'emploi formel, compte tenu des conditions naturelles et physiques de notre province ;
- L'intégration économique : l'agriculture crée des liens avec d'autres secteurs en tant que fournisseur des produits intermédiaires pour la transformation et en tant que acheteurs des intrants modernes nécessaires à la production (engins, outils, semences, engrais).

4.2. Quelques stratégies

Dans une perspective à plus long terme, le Kasai Central doit élaborer une stratégie générale pour sa politique en milieu rural. Cette stratégie doit s'articuler autour de 4 objectifs prioritaires :

- Contribuer à la sécurité alimentaire en stimulant la croissance de la production.
- Lutter contre la pauvreté en améliorant l'emploi en milieu rural ainsi que les revenus des populations rurales.
- Protéger et conserver les ressources naturelles dans les perspectives d'un développement. Deux dimensions sont intégrées à cet objectif :
 - Protection des ressources forestières par le rétablissement des modes d'exploitation qui valorisent mieux et détruisent moins les formations ligneuses;
 - protection des ressources naturelles dans les domaines de la production agricole, de l'élevage et de l'agriculture.
- Favoriser l'intégration de l'agriculture au marché provincial, au marché national et international.

Cette politique globale repose sur un certain nombre de stratégies sectorielles ou intersectorielles.

4.2.1. Stratégies sur le plan politique

L'accroissement de la production agricole et d'élevage nécessite la mise en œuvre des stratégies ci-après :

- Vulgarisation des techniques agricoles appropriées par l'utilisation des engrais verts et du fumier en vue de l'amélioration de la structure du sol ;
- Renforcement des capacités de techniciens et des éleveurs ;
- Allocation aux agriculteurs, aux éleveurs, aux pêcheurs et pisciculteurs des crédits au taux d'intérêts très faible à travers les institutions de micro finance.

4.2.2. Stratégies sur le plan des infrastructures routières

Les stratégies envisagées pour l'amélioration de ce secteur sont les suivantes :

- Construction, réhabilitation et d'entretien des routes et de la voie ferrée ;
- Formation et implication des responsables des entités décentralisées dans l'entretien des routes en tenant compte de leur catégorisation.

4.2.3. L'investissement en l'homme

Dès à présent, il faut investir dans le développement à long terme du capital social et humain. Le souci de prospérité d'une province pose inévitablement le problème de la gestion des facteurs de productivité. De tous ces facteurs, l'homme est la valeur des valeurs, c'est-à-dire celle qui donne sens à toutes les autres.⁹⁴ Les ressources humaines occupent donc une place prééminente et constituent le nerf moteur d'un développement d'une province.

Il est à regretter cependant, en ce qui concerne notre province, que l'on n'accorde que peu d'attention à la revitalisation du secteur éducatif. Le maigre salaire du personnel enseignant y compris les chercheurs, un salaire incapable de répondre aux exigences d'un coût de vie toujours élevé, la carence des laboratoires, des bibliothèques rendent inopérante l'organisation de la recherche scientifique dont le pays a urgemment besoin pour soutenir l'œuvre pour le développement.

CONCLUSION

Le développement véritable implique une évolution des mentalités et des habitudes sociales, une diversification des modes de relations qui inclut une vision différente de l'homme dans et face au monde qui l'entoure. Développer l'homme, c'est le mettre debout, le rendre responsable de son avenir, en faire l'acteur de son histoire.

Ainsi, quelle que soit la stratégie mise en œuvre, on se trouvera toujours ramené finalement au vrai nœud du problème : celui de la formation des hommes. Le véritable développement a, en effet, nécessairement à la fois pour moteur et pour objectif l'homme. En ce sens, on peut affirmer qu'il n'est de richesse que d'hommes. Le problème fondamental pour le développement du Tiers-Monde est celui du changement de paramètres, de l'évolution des perspectives.

Tibor Mende affirme que : "L'obstacle réel et presque immuable n'est pas économique mais psychologique..."⁹⁵ Donc, l'agriculture connaîtra un certain développement que si tous les paramètres sont mis en action et en interaction.

⁹⁴J. KI-ZERBO, *Éduquer ou périr ?* Paris, l'Harmattan, 1990, p.16.

⁹⁵ T. Mende, *De l'aide à la recolonisation, les leçons d'un échec*, p. 209, dans www.esprit.presse.fr

Herméneutique de quelques interdits et pratiques socioculturelles Lulua. Analyse de la situation

Simon Katumba Nkongolo
Assistant/ISDR-Tshibashi

INTRODUCTION

L'homme a toujours vécu parmi les dangers permanents depuis que notre lointain ancêtre, un hominien qui a vécu sans doute sur le continent africain posa les premiers jalons de l'histoire de l'humanité, en découvrant qu'une pierre tenue dans la main pouvait servir aussi bien d'un outil que d'une arme. Que cette pierre frottée contre une autre manifestait son pouvoir de produire du feu.

Par ses effets, le feu provoquait des changements dans la manière humaine de consommer sa nourriture. Une nourriture qui jadis mangée crue était à présent apprêtée. Depuis l'aube de l'histoire, l'homme s'est toujours efforcé de se surpasser, d'aller au – de là de ses limites naturelles, comme poussé par le destin et comme appelé par le danger.

On peut même voir dans ce trait de l'espèce humaine le moteur de sa propre évolution. S'adapter aux conditions physiques particulières de son milieu et son environnement climatique, adopter des attitudes et comportements pouvant concorder avec son développement ont constitué pour l'homme un impératif.

Pour y parvenir, l'homme a dû mettre en œuvre une série de différentes stratégies qui sont devenues souvent la marque distinctive d'une forme d'organisation sociale.

Les Bantous du centre du Congo et notamment les Bena Luluwa n'ont pas fait exception à cette règle générale. Leur mode de vie tant individuel que collectif est influencé, voire déterminé par l'adaptation aux rigueurs de l'environnement, un mode de vie sujet à des modifications constantes.

Ces modifications sont dues aux épreuves que leur présentaient les milieux qu'ils occupaient. Il faut noter que les Bena Luluwa sont des émigrants venus de très loin. Une idée nouvelle leur arrivait en tête chaque fois qu'ils avaient à franchir une étape, selon qu'il s'agissait d'une brousse ou d'une forêt, qu'il s'agissait d'une montagne ou d'une rivière. N'ont-ils pas fait preuve de mystère par leur jeu de saut en hauteur caractérisé par le fétiche « NSAMU » alors que les rivières à traverser étaient sans ponts : Lomami, Lubilanji, etc. Leur comportement en face des bêtes féroces était aussi conséquent. Ils se sont éclipsés devant les assauts des bêtes blessées grâce au fétiche « MAJIMINU ». Ils ont résisté aux coups de cornes et de sabots grâce au fétiche « NTUISHA » (Sylvain BADIBANGA TSHIKELE, 1996 : 15 juillet).

Vivant en groupes solidaires, ils se sont sédentarisés au fur et à mesure qu'ils s'éloignaient de leur point de départ « NSANGA ALUBANGU ». Les Bena luluwa sont une peuplade d'origine

luba ayant habité le Katanga qu'ils ont quitté par une migration massive vers le milieu du 17^{ème} siècle.

1. PROBLÉMATIQUE ET HYPOTHESE

1.1. Problématique

Le vivant de Muena Luluwa est habité d'êtres surnaturels, de fétiches, d'interdits, de symboles, etc. Tous ces éléments constituent un langage, une communauté, un message chargé d'une signification profonde qui ne se laisse jamais aisément déchiffrer. C'est cette mine cachée et inépuisable de puissance signifiante que les chercheurs, anthropologues, ethnologues, historiens, linguistes et philosophes par des efforts conjugués ont pour devoir impérieux de décrire chacun apportant sa part.

Nous osons croire qu'en dépit d'innombrables écrits de nos prédécesseurs à ce sujet, le problème demeure et consiste à vouloir comprendre Muena Luluwa à travers ses actes.

Toutefois, un bon nombre des questionnements nous viennent à l'esprit :

- Que dit Muena luluwa à travers ses pratiques socioculturelles ?
- Ces pratiques sont – elles toutes compatibles ou non avec le développement ?
- Que doit faire Muena luluwa pour accéder à son développement intégral ?
- Interdits : frein ou facteur du développement ?

1.2. Hypothèse

À travers ses pratiques socioculturelles, Muena luluwa traduirait sa pensée profonde, par là, ses mœurs, ses coutumes, bref, sa culture.

Pour ainsi accéder à son développement, Muena luluwa devrait rejeter ce qui pourrait être en défaveur de son développement et intégrer ce qui lui est favorable.

2. MÉTHODOLOGIE

Nous avons opté pour la méthode d'analyse existentielle et situationnelle à cause de son efficacité sur terrain. (FROMONT, J.J., 1979). Cette méthode nous a permis de rendre réfléchi le vécu quotidien des populations soumises à notre investigation et pourra permettre à ces populations de changer des modes de vie, de convertir leurs mentalités et de transformer qualitativement leur environnement local.

Elle a été pour nous notre fer de lance et les lieux publics (deuils, organisations sportives, etc.) nos champs de bataille. Les techniques d'observation simple, participative et documentaire nous ont aidés à enrichir notre documentation et à accumuler notre expérience.

3. TECHNIQUES

3.1. Échantillonnage

En vue d'économiser notre temps et compte tenu de nos moyens trop limités, nous avons pris comme échantillonnage, les habitants de la ville de Kananga. D'abord parce que celle-ci est habitée par une population dont la proportion des Luluwa est de $\pm 90\%$, ensuite Kananga est la contrée où chaque clan Luluwa est représenté. Notre choix a été porté sur cent sujets à enquêter en raison de 20 sujets par commune.

POPULATION LULUWA DANS LA VILLE DE KANANGA

COMMUNE	POPULATION TOTALE	POP. LULUWA	%
KANANGA	289.079	2661.972	22
NGANZA	254.261	228.835	21,5
NDESHA	174.556	157.101	11,8
LUKONGA	196.093	176.484	12,9
KATOKA	255.209	229.729	21,8
Total	1.169.197	1.052.200	± 90%

Source : Division de l'intérieur, rapport annuel 2006

4. PRÉSENTATION DU CADRE D'INVESTIGATION : LA VILLE DE KANANGA

D'une superficie de 743 Km², la ville de Kananga se situe entre 22° 30', longitude Est et 5° 33' latitude Sud. Elle est bornée par les Territoires : au Nord Demba, au Sud Dibaya, à l'Est Dimbelenge, à l'Ouest la rivière Luluwa qui la sépare de Kazumba.

Kananga est un carrefour routier vers Ilebo, vers Mbuji mayi, vers tshikapa, vers Dibaya. Elle comprend cinq communes : Kananga, Ndesha, Lukonga, Katoka et Nganza.

Sa population est de plus ou moins un million deux cent mille âmes dont 90% sont Luluwas (hôtel de ville de Kananga 2005). Cette population est répartie dans ces de cinq communes de la manière suivante :

- **Commune Kananga** : Bakua kunda, Bakua Mbuyi, Bakua odia, Bakua Tshila;
- **Commune Lukonga** : Bakua Mushilu, Bakua Mbayi, Bakua biayi, Bena Mutshipayi
- **Commune Nganza**: Bakwa Tshidimba, les Bakwa Ipa, Bena Kasase, Bakwa Meta, Bakwa Kalume.
- **Commune de Katoka**: Bena Kabiye, les Bena Mande, les Bakwa Meta, Nsanga Nyembue.
- **Commune de Ndesha**: Bakwa Buisha, les Bena Mukangala, les Bakwa Lule.

4. DÉFINITIONS DE CONCEPTS CLES

4.1. Interdit

Ce concept se définit comme étant l'ensemble des règles et coutumes nées de l'expérience et de la connaissance des générations provenant des légendes et histoires transmises par les ancêtres et qui sont inculquées aux membres de la communauté par les éducateurs et l'opinion publique à travers des contes moralisateurs (TSHIBALABALA, A.K., 1977, pp. 100 – 101).

Parmi les objectifs que s'est assigné ce concept nous pouvons citer :

- La protection des êtres humains contre la puissance des aïeux ;
- La protection des faibles, des femmes et des enfants, etc. contre la force magique de sorciers et de chefs ;
- La protection des enfants à naître ou les tout petits contre de divers dangers qui les menacent du fait de leur dépendance aux parents (KALONDA et KANGITSI 1994, p. 282).

Bref, les interdits garantissent la vie quotidienne de tous et leur donnent une ligne de conduite pour le bien de toute la communauté. Quoique différents d'origine et de nature, les interdits tendent tous au même grand objectif qui est d'assurer une vie sociale ordonnée et de promouvoir la coopération entre les hommes (BILOWA, B., 1995, p.3).

4.1.1. Les interdits d'espace

La société Luluwa traditionnelle interdit à la femme enceinte de se tenir au milieu des hommes. Elle doit également s'abstenir de se promener au carrefour pendant les heures tardives (nuit). Elle ne doit pas manger en plein marché ; cela répond à des besoins cachés ou inavoués pour l'équilibre de la société, contre les tourments de mauvais esprits à une femme enceinte. Il est formellement interdit de faire l'amour par terre en forêt ou en brousse. Ce serait, disent les Luluwa, souiller le domaine sacré des Bakishi (Esprit de la terre). Enfreindre cette interdiction, c'est encourir le châtiment des esprits qui inoculeraient la stérilité dans la femme et impuissance dans l'homme. L'enfant qui naîtrait par hasard de cette union malencontreuse serait paralytique et le domaine souillé serait improductif sur le plan culturel.

4.1.2. Interdits alimentaires

La société traditionnelle Luluwa interdit à certaines catégories sociales (femmes et enfants) de manger tel ou tel autre aliment. Ces tabous ou interdits sont bien formulés et les conséquences de leur transgression sont également bien détaillées. Ainsi par exemple dans la société des Bajila Kasanga, tout membre ne doit pas manger le pangolin, sinon, il portera des éruptions cutanées sur sa peau, des gales semblables aux écailles de cette bête. On évitera de manger le pangolin pourtant source d'éléments nutritifs, riches en protéines très indispensables, pour l'organisme humain.

Il y a une raison cachée, un pangolin aurait consolé une femme allaitante pendant qu'elle se plaignait du manque d'entourage pouvant faire ce travail. Chez les Luluwa, une femme enceinte évitera de manger les œufs, sinon l'enfant naîtra chauve, sans cheveux. Et la femme évitera de manger les œufs qui sont d'ailleurs d'un apport nutritif pour la mère ainsi que pour le fœtus. La raison cachée est que la société traditionnelle ignorait la césarienne. La femme ayant mangé trop d'aliments riches en vitamines ou en protéines, le fœtus prenant des dimensions, il peut s'en suivre un accouchement difficile et peut – être la mort de la mère ou de l'enfant. Pour contourner les difficultés d'accouchement, la société traditionnelle a mis en place une structure d'interdits, consciente de l'accouchement non naturel. La femme Luluwa enceinte ne mangera pas la viande de n'importe quel singe. La transgression de la loi coûtera cher. L'enfant ressemblera au singe par le front fuyant de cet animal. Les anguilles de leur part causeraient les « binyoka » sorte des vers qui mangent les fœtus. Ces anguilles pourtant ont une contribution très grande à l'organisme en matières nutritives.

Les jeunes avec écoulement de sang par le nez se voient interdire de consommer le haricot ou tout autre aliment susceptible d'augmenter la quantité de sang. On pensait que la quantité de sang est la cause de l'hémorragie. Un père ou une mère revenant de champs avec un « katende » roitelet ou un « muenze » grillon ne peut en donner aux enfants. Il y a toujours des raisons cachées. Le roitelet serait responsable de certains maux de tête. Le grillon pour sa part causerait surtout aux enfants l'indiscrétion « ndopolopo ». Ce que l'on cache surtout c'est que ces petits êtres ne suffisent pas pour la consommation de tous. Il faut un prétexte pour lequel les autres s'en abstiennent. Un Muena Luluwa ne mangera pas la partie du repas laissée par sa belle – mère ni la belle – mère ne mangera pas le repas laissé par son beau – fils. Chacun d'eux en

transgressant le tabou, sa tête tremblerait de façon désordonnée. Aussi donc, chacun souffrirait-il de faim jusqu'à ce qu'on lui présentera son propre repas.

4.1.3. Interdits sexuels ou ceux liés aux sexes, incestes (bibindj)

La transgression des règles sociales préétablies en matières des relations sexuelles ou des relations d'évitement avec la belle – mère peut nous donner l'idée d'un « Tshibindji » un inceste.

Il est strictement interdit chez le Luluwa que les gens unis par le même sang s'unissent sexuellement, autrement dit, aucun engagement des relations sexuelles n'est autorisé entre les consanguins. Les rapports sexuels sous le toit parental sont prohibés. Une fois la femme déjà mariée ne recevra aucun cadeau de la part de ses anciens amis et copains, sinon l'inceste est dit consommé et les conséquences sont imminentes. Il est également interdit un comportement malsain à l'égard de la belle – famille et surtout à la belle- mère.

Après la dot, la belle – mère ne s'adressera pas à son beau-fils aussi longtemps que celui – ci ne lui aura donné le « nkangula menu » ou l'autorisation de converser. Cela malgré la pertinence de certains problèmes à traiter, ce qui causera un retard dans la communication quelque importante qu'elle soit. Il faudra un intermédiaire qui ne saura peut – être pas transmettre tout le message à la lettre. Cette belle – mère ne se lavera pas chez son beau – fils aussi longtemps que durera son séjour. Elle ne portera pas de souliers et ne se mettra sur la chaise. Elle dormira à même le sol ; on évitera de transgresser la loi de la tribu au profit des règles d'hygiène.

Avec la modernité, on connaît la césariennes, la femme peut manger les œufs, la viande, etc. sans risquer sa vie ni celle de l'enfant. Elle peut transgresser les interdits incompatibles avec le développement et y est même encouragée.

- 1) PRATIQUE : Ce qui se fait tous les jours, ce qui constitue les coutumes et les mœurs. Selon Sohier la coutume est un ensemble des modèles de comportement transmis par la tradition et logé dans le groupe par opposition aux activités personnelles de l'individu qui sont contingentes.
- 2) SOCIOCULTUREL : c'est l'ensemble des problèmes culturels qui intéressent le rapport entre les classes sociales et les besoins des individus dans une collectivité locale, régionale et même nationale (A. Birou 1966)
- 3) HERMENEUTIQUE : c'est une science qui étudie de manière analytique et critique les textes.

4.2. Les luluwa et la question éthique

Etymologiquement, éthique vient du grec Ethico de l'adjectif Ethos qui signifie : mœurs et habitudes. C'est l'ensemble de mœurs, habitudes, manières d'être et de vivre des hommes dans leur communauté (VIZ A. 1969 p 119). Elle désigne des habitudes naturelles (Innées) ou acquises (us et coutumes) relatives à la pratique du bien et l'évitement du mal (VIZ A. 1969 p 123).

4.2.1. Éthique de l'avoir

Pour les Luluwa, nous ne pouvons aborder cet aspect du problème sans partir des principes qui sont la base et le fondement de cette discipline sans laquelle le monde ne serait humain. Ce serait un monde fou comparable à une jungle où règne ce que les Anglais appellent « Struggle for life » la lutte pour la vie où seuls les plus aptes survivent.

Il faut posséder, mais bien posséder c'est – à – dire avoir pour se servir et non pour nuire. Beaucoup de Luluwa qui s'attrapent des fortunes les utilisent à des fins insensées.

On ne peut pas se rendre compte que tel ou tel a l'argent s'il ne s'est pas acheté une moto, une voiture ou un autre engin. Tout cela contribue au développement et c'est ce qu'il faut pour ce monde fini. Mais du moment qu'il se trouve à bord de son engin, son idée est que c'est lui le centre de l'univers. Il roule à de très grandes vitesses sans tenir compte de l'état où il se trouve. Par orgueil, il cause des pertes inutiles en vies humaines. Il se surnomme n'importe comment. « tshitshampiste », « Mvuandu », « Mbunda », etc. celui qui essaie de le regarder en face reçoit une menace qui au moindre pépin, s'exécute « Nankuenzeje be » je te ferai marcher, dit – il. L'argent qui aurait servi à monter une pharmacie, celui qui serait dépensé pour l'achat d'un moulin pour servir est souvent investi dans les « Nganda » buvettes.

Bon serviteur, l'argent est un mauvais maître. Quand on en a, on oublie l'existence de l'Etat ainsi que celle de la loi. On minimise la présence de certaines maladies sexuellement transmissibles comme le Sida qui, selon eux, est un système imaginé pour décourager les amoureux. L'interprétation leur est justifiable et les conséquences sont néfastes. Tshilowo tshiafua, lungenyi lualua. Makangala akabelangana akadi mu nsapu : C'est dans la gibecière que les pintades se sont rendu compte de leur stupidité pour se donner des conseils.

Pour avoir sa fortune, tous les moyens sont bons y compris ceux les plus injustes. On pense que demain on aura toujours l'argent, en dépense aveuglement ce qu'on a et souvent on se retrouve mains vides, remis à la case de départ. « Kashingi kangula mu manaya, katu kajimina mu manayi ». L'aiguille ramassée dans le sable se perd aussi dans le sable.

4.2.2. Éthique de l'être

La conscience est une instance normative faite de règle de conduite et des normes qui orientent la vie de l'individu dans la société. Elle comprend en tant que centre de discernement le sentiment et la raison qui doivent se concilier avant de poser tout acte qu'il soit.

La conscience collective de sa part, met sur pied un certain nombre des lois, des règles qui orientent la vie des individus. Les proverbes et adages Luluwa se présentent comme des éclaireurs et source de sagesse.

« Pawaya ku Bakuba kuladi mu nzubu, uye mu matanda mutulatulabo, apu ne badi batula miele ya kukutapa ». Quand vous vous rendez chez les kuba, il ne faut pas dormir sur les lauriers, tâchez de les observer afin de connaître leur mode de vie. Cette sagesse appelle à la prudence. « Babela muana wa muntu, wa mufue wateleja biebe ». Qui demande d'être attentif aux conseils donnés aux autres et qui ne vous sont pas destinés.

4.2.3. Les Luluwa et les notions de responsabilité

La solidarité Lulua et la responsabilité d'action

La responsabilité de l'un ou de quelques – uns sur tout le monde. La responsabilité d'un individu ou groupe d'individus en guise de solidarité entraîne l'irresponsabilité de ces derniers aux actes qu'ils doivent poser. Chez les Luluwa suivant les mécanismes de la hiérarchie selon l'âge et étant entendu que le chef du clan, souvent le plus âgé qui est le seul et unique intermédiaire entre les vivants et les morts de son clan, dit Malemba, lui seul est responsable (MALEMBA, M.S., 1985-1986).

Tous les autres membres du clan tombent dans la minorité, se marginalisent et ne peuvent décider seuls sur les choses importantes de leur vie (déplacements migratoires, deuils, lieu d'enterrement, etc.). Ce n'est pas un individu seul qui peut décider d'une telle affaire. Il en fait la proposition au chef du clan qui en définitive donne son feu vert ou son veto.

Désobéir au chef du clan c'est s'attirer des ennuis non seulement des vivants, mais aussi des morts. Les Luluwa comprennent aisément l'importance de l'avis du chef du clan, représentant des vivants et des morts du clan, la gérontocratie oblige.

Conséquences de l'irresponsabilité d'action

Chez les Luluwas, les échecs sont toujours extérieurs à l'agent concerné. L'échec important comme le fait de rater son diplôme même si l'on n'avait aucune note des cours, le renvoi de service même si l'on s'est rendu coupable d'une certaine indélicatesse est toujours causé soit par les morts du clan, soit par les vivants mécontents du sujet en question.

Un Luluwa ne tombe pas sérieusement malade même en négligeant les règles d'hygiène, les plus élémentaires. On pense que la maladie est provoquée par l'entourage parental, que c'est un sacrilège.

Toute stérilité d'origine naturelle ou artificielle due à l'endommagement des organes génitaux suite aux fréquents avortements provoqués ou suite aux contractions des maladies sexuellement transmissibles, comme la blennorragie est toujours considérée comme mauvais sort sur le sujet. On a l'impression chez les Luluwa que personne par soi – même n'est responsable personnellement de ce qui peut lui arriver, de ce qui découle de son agir. On entendra se plaindre un chauffeur pour avoir croisé un passant avec son véhicule sans tenir compte de son état soit sous l'emprise de « diamba » le chanvre ou de « tshisthiampa », l'alcool dont il serait en état d'ébriété ou même que le véhicule n'était pas en bon état de fonctionnement.

Un conducteur qui causerait l'accident trouvera l'auteur de cet accident qui pourra être parmi les oncles ou tantes assis paisiblement au village. Et même parmi les victimes de l'accident, chacun trouvera dans son village d'origine un parent ou un proche responsable de ce coup reçu. On discutera longuement, on mènera des « Nshobo », longs débats parfois houleux sur l'origine de cet accident pour en découvrir l'auteur ou les causes.

Mais le R.P. MUBENGAIE L.M. Donnera ce conseil aux Luluwas : « une personne qui dépérit doit être soignée médicalement et le plus tôt possible sans commettre le crime de la laisser mourir pendant qu'on cherche à détecter un éventuel sorcier (MUBENGAIE, L.M., 1978).

Causes de réussite

On aurait cru que si le malheur qui frappe Muena luluwa est une machination des autres, au moins le bonheur, la réussite, l'exploit, la performance pouvaient faire la fierté et la gloire de celui qui en est l'auteur. Et bien non, selon la logique d'irresponsabilité d'action qui baigne Muena Luluwa, celui – ci est convaincu que le bonheur qui est le fruit de son effort ne provient pas vraiment de lui – même. Il est comme un instrument d'exécution, un intermédiaire par qui se réalisent certains destins extérieurs à lui.

Un commerçant qui réussit bien ses affaires a sans doute sacrifié les membres de sa famille. Un chasseur ou un pêcheur qui ramène le plus des prises a des fétiches. Tout ce monde – là ne peut avoir du succès qu'en sacrifiant les membres de leurs familles respectives.

La solidarité luluwa comme forme d'exploitation de l'homme par l'homme

L'exploitation est un profit tiré d'une personne considérée dupe par une autre personne dite rusée. Le Luluwa aime son frère avec qui il partage la joie comme la tristesse.

Prenons le cas d'une personne 'prouvée c'est- à – dire qui a perdu son proche. Celui-ci est consolé par ses frères. Il doit les recevoir, les nourrir, etc. ceux – ci ne lui apportent rien. Ils ont un principe tel que « Pakufua mufue mpatudiadia bintu biende » comme pour dire que sa mort est une occasion pour nous réjouir de ses biens. D'autres disent : « Mbakangule Nganda ». Ils ont organisé une fête.

On mange, on boit, tout cela aux frais des sacrifices de celui qui est éprouvé même si le défunt n'a rien laissé. Après le deuil, chacun des membres de la famille souhaitera avoir un de ses biens et personne ne songera prendre en charge les enfants laissés par le trépassé.

Un autre cas concerne l'éducation des enfants. Lorsqu'il faut supporter la charge celle-ci n'est l'affaire que des parents. Quand les enfants grandissent et commencent à produire, c'est toute la famille qui s'intéresse à eux. Celui-ci réclame « BIUMA BIA MULAMBU », droit d'ainesse, celui là, le premier salaire etc. Un orphelin n'est approché que lorsqu'il ramène une Antilope d'une chasse. Quand il a un problème par exemple d'avoir rendu grosse une fille d'autrui on lui fait venir à l'esprit les mauvais souvenirs laissés par son père « BAMUJIUDILA NKUNA ». La solidarité chez les Luluwas est plus prononcée quand il s'agit de recevoir que quand il faut donner.

La solidarité luluwa comme développement de la paresse et du parasitisme

Fier d'avoir à ses cotés des gens forts que l'on qualifie de bras droit, Muena Luluwa adopte une attitude qui ne peut nullement favoriser son épanouissement personnel. Il se dit « NDI WA KU BENA KAMUNYI NZOLO, YA MUNA BUKUA BANTU NYANYI », je suis de ce qui n'élèvent pas les poules ; celles que les autres élèvent m'appartiennent, il peut en faire ce qu'il veut, les mendier, les voler, etc. Cette attitude, Nyerere la contredit avec forte énergie en ces termes : « l'Afrique a connue autrefois une société sans chaumage ou nul ne travaillait pour l'autre. Il était normal que chaque membre contribue par son effort à la prospérité du groupe. Il n'y avait pas des désœuvrés dans la société (J. Nyerere, 1962, p 47)

Ainsi en guise de solidarité, tout un village n'est – il pas mobilisé soit pour pleurer un mort pendant un temps relativement long, soit pour fêter une naissance rien que pour cela.

4.3. L'information et le développement face au comportement luluwa

Une société à grande majorité analphabète, ses membres pour la plupart ne savent ni lire ni écrire, ils n'ont l'information que par un moyen vulgaire dénommé « Radio trottoir ». C'est une institution fictive qui produit des effets immédiats et dont l'impact est remarquable sur un public sans patience. Cette radio véhicule des informations qui sont prises au départ pour des rumeurs, se confirment par la suite et deviennent une réalité. Qui est journaliste de cette grande presse ?

Tout le monde qui l'est, se constitue également grand auditeur. Il suffit qu'un événement se produise quelque part pour que l'information parte de bouche à l'oreille, augmentant de volume elle atteint tout un quartier. Non vérifiée, c'est chacun qui la transmet dans sa propre version et selon qu'il l'interprète.

CONCLUSION

La crise que vit l'Afrique aujourd'hui est en même temps celle du développement. Ce continent subit la domination technico – culturelle qui impose des modèles déterminés de l'organisation du travail et des institutions (politiques éducationnelles et culturelles). Les Luluwa pour, accéder à un réel développement doivent faire minutieusement la relecture de leur culture.

Alors, il y a nécessité d'un choix sélectif fondé sur les valeurs culturelles authentiques ainsi que les besoins d'une communication interculturelle pour le développement en vue de répondre aux menaces de la marginalisation de l'Afrique en général et des Luluwa en particulier. Il convient toutefois d'éviter toute forme d'autarcie d'ailleurs impossible à l'heure de ce monde fini. Les jeunes devront comprendre l'importance des valeurs traditionnelles et les vieux apprendre qu'au choc des idées jaillit la lumière. Tous seront amenés à récuser les non – valeurs, à rejeter les antis – valeurs et à conserver les vertus et les valeurs morales. Comme dans toute société, celle des Luluwa a aussi bien des forces que des faiblesses dans leurs coutumes et habitudes. La question à laquelle nous avons essayé de répondre à travers ces écrits est celle de savoir distinguer ce qui est compatible avec le développement et ce qui est à éviter.

BIBLIOGRAPHIE

1. BADIBANGA TSHIKELE, 1915 – 2010
2. BILOWA B., interdits alimentaires et leur incidence sur le développement rural, cas des Bajila Kasanga 1986 TFC/ISDR-T
3. A.BIROU, dictionnaire de sciences sociales, Paris SD
4. FROMONT, JJ, *Méthodologie de recherche en sciences sociales*, Paris 1979,* ;
5. KALONDA ET KANGITSI, *la libération de l'homme par la vie active et contemplative*, archidiocèse de Kananga 1994 ;
6. MALEMBA, sociologie africaine, G₂ ISES Lubumbashi 1986
7. MUBENGAIE L.M., *la sorcellerie existe telle ?* imprimerie de Katoka, Kananga 1978 ;
8. MULUMBATI, N., *manuel de sociologie générale*, éd Africa, Lubumbashi, 1977 ;
9. NYERERE, J., *UDJAAMA, the basis of African socialism*, Africa, Dar – es – salam, 1962;
10. TSHIBALABALA A.K., interdits, facteurs de libération dans la famille traditionnelle, in philosophie et libération, acte de la deuxième semaine idéologique Kinshasa 1977
11. VIZ A., *éthique sociale*, F1 fribourg, 1960

La promotion de l'aviculture familiale des poules de races locales, l'une des solutions aux problèmes socio-économiques dans les ménages de la ville de Kananga

Alphonse Tshikunga Tshibawu
Assistant/ISDR-Tshibashi

INTRODUCTION

Dans son rapport annuel du 14/10/2015, publié par la radio okapi, le 15/10/2015 sur le site www.radiookapi.net, le FMI déclare que la RD Congo présente un visage paradoxal d'un pays immensément riche en ressources naturelles où la pauvreté est « généralisée ». Selon ce même organisme 8 personnes sur 10 vivent sous le seuil de pauvreté absolue qui est estimé à 1,25 dollar américain par personne par jour.

Selon le Petit Larousse illustré (2010), la pauvreté est un manque d'argent, de ressources. C'est un état de celui qui a peu de ressources, de biens, d'argent. Le mot «ressources » signifie moyens d'existence d'une personne, éléments de la richesse ou de la puissance d'une nation (idem, 2010). La pauvreté est un concept multidimensionnel comme le dit Grégoire NGALAMULUME TSHIEBUE (2016, pp.54-55), parce qu'elle intéresse plusieurs aspects tant individuels que communautaires, et selon les milieux où l'on se trouve. Dans notre contexte, nous nous limitons à l'aspect ressources (ou revenu) de l'individu.

Les causes de la pauvreté sont entre autres : la mauvaise gouvernance, l'insécurité, le chômage, le salaire insignifiant, l'analphabétisme, l'exode rural, la paresse, l'ignorance (ou manque d'information), etc. (DOCUMENT DE LA STRATEGIE DE CROISSANCE ET DE REDUCTION DE LA PAUVRETE, pp.25-28).

La pauvreté a comme conséquences, les conflits dans la communauté entre les riches et les pauvres, la malnutrition, la mortalité infantile, le manque d'accès aux soins médicaux et aux différents services sociaux de base, la réduction de l'espérance de vie, manque de logement et d'habillement décents, etc. (DOCUMENT DE LA STRATEGIE DE CROISSANCE ET DE REDUCTION DE LA PAUVRETE, pp.16-18). Or, l'élevage peut permettre de lutter contre la pauvreté en fournissant une quantité suffisante de protéines animales pour l'équilibre de la santé humaine, ainsi qu'un revenu pour la famille. Cela permet de résoudre tant soit peu les problèmes socio-économiques de l'habitant de Kananga qui s'adonnerait à cette activité. Pour

ce faire, nous proposons l'élevage des poules de race locale, car c'est l'élevage le plus pratiqué à Kananga (cf. Tableau n°2).

Cependant, à Kananga on connaît des difficultés énormes dans l'exploitation avicole. Cela constitue un frein incalculable au progrès de cette activité. Vu les conséquences de la pauvreté que l'habitant de Kananga est en train de subir, nous proposons comme solution, la promotion de l'élevage familial des poules de race locale en suggérant quelques améliorations dans la manière d'élever cette volaille pour que l'éleveur puisse en tirer profit.

Dans notre rédaction, nous avons répondu aux questions suivantes :

1. Quelles peuvent être les difficultés rencontrées en élevage familial des poules de race locale à Kananga ?
2. Quels profits l'aviculteur de Kananga tire-t-il de cette activité ?
3. Quels remèdes préconiser, pour la promotion de l'aviculture familiale à Kananga ?

L'aviculture est l'élevage des oiseaux, des volailles (Le Robert de poche, France, 2006, p. 59). Ici, il s'agit de la poule de race locale. L'élevage c'est l'action d'élever, loger les animaux domestiques, les faire naître (reproduire), les faire grandir, les entretenir, les nourrir, les soigner les faire produire pour en tirer profits (Le Robert de poche, France, p.250).

D'aucuns pourraient se demander pour quelle raison nous nous sommes intéressés à l'aviculture familiale de poule de race locale au lieu de parler des autres espèces animales. Dans notre observation, en regardant autour de nous, nous avons remarqué que la poule de race locale est l'oiseau le plus élevé et le plus utilisé dans notre milieu par la majorité des ménages à Kananga comme le prouve notre enquête sur terrain dans le tableau n°1 ci-dessous. Cette poule est rustique, d'élevage facile et peu exigeante du point de vue alimentaire. Sa commercialisation est rapide par rapport à d'autres espèces comme le canard, la pintade, le dindon, le lapin ...

Tableau n°1 : différentes espèces animales élevées chez nos enquêtes

Espèces animales élevées	Effectifs		%
	Maximum	Exprimés	
Poules	150	140	93,33
Pintades	150	5	3,57
Dindons	150	0	0
Canards	150	40	33,33
Porcs	150	30	20
Chèvres	150	20	13,33

Source : Nous-mêmes sur terrain

Dans le tableau n°1, nous constatons que la poule est l'espèce la plus élevée dans les ménages des Kananga à 93,3% suivie de canard à 33,3%. Cela nous a poussés à nous intéresser plus à la promotion de l'élevage familial des poules de race locale, vu surtout que l'éleveur connaît

beaucoup de difficultés dans son élevage. Et pourtant il y a moyen de surmonter ces difficultés et de tirer profit de cette activité.

Dans notre investigation sur terrain, nous avons enregistré une panoplie d'écueils qui seraient à la base des échecs en aviculture familiale à Kananga.

Nous allons le découvrir dans les lignes qui vont suivre.

Pour arriver à la promotion de l'aviculture familiale, nous proposons les remèdes en tenant compte des difficultés trouvées chez l'aviculteur au cours de notre enquête sur terrain.

Pour cela nous nous proposons :

- de décrire comment se pratique l'aviculture familiale de la race locale des poules à Kananga pour mettre en exergue les difficultés rencontrées dans cette activité;
- de chercher à savoir quels avantages l'aviculteur peut tirer de cette activité ;
- de suggérer les remèdes à y apporter pour la promotion de cette activité en fonction des difficultés cernées lors de nos échanges avec les aviculteurs sur terrain.

Notre étude s'étend sur deux ans, de 2014 à 2015. Pendant cette période, nous avons vacciné les poules de race locale contre la pseudo-peste aviaire sur la ville de Kananga. À cette occasion, les aviculteurs nous ont présenté beaucoup de problèmes auxquels ils sont confrontés dans cette activité.

Pour cette étude, nous avons mené notre enquête sur un échantillon de 140 éleveurs des poules tirés au hasard en prenant 1 ménage après chaque 10 parcelles, dans les communes de Kananga, de Katoka et de Ndesha. (cf. tableau n°2).

Tableau n°2 : Échantillon d'enquêtes en rapport avec le nombre des poules

N°	Communes	Sexes		Total	%	Nbre de poules	Moyenne
		M	F				
1	KANANGA	26	35	61	43,57	443	7,2
2	KATOKA	21	18	39	27,86	284	7,2
3	NDESHA	17	23	40	28,57	168	4,2
4	TOTAL	64	76	140	100	895	6,3
	%	45,7	54,3	100			

Source : Notre enquête sur terrain janvier 2015.

Au cours de notre enquête sur terrain, nous avons eu l'occasion de rencontrer 140 personnes qui correspondent aux ménages éleveurs des poules de race locale. Nous avons interrogé 64 hommes, soit plus ou moins 45,7% des enquêtés, et 76 femmes qui correspondent à 54,7% des enquêtés. L'homme ou la femme interrogé (e) pour l'enquête a été trouvé(e) à la maison lors de l'enquête.

Ces enquêtés appartiennent aux différentes catégories socioprofessionnelles qui se répartissent comme suit :

Tableau n°3 : catégories socioprofessionnelles de l'échantillon

Profession	Homme	Femme	Total	%
SALARIE	22	5	27	19,2
COMMERÇANTS	2	23	25	17,8
CULTIVATEURS	17	28	45	32,1
TOUS TRAVAUX	12	5	17	12,1
SANS EMPLOI	0	15	15	10,7
PASTEURS	11	0	11	7,8
TOTAL	64	76	140	

Source : Notre enquête sur terrain

1. L'AVICULTURE FAMILIALE DE RACES LOCALES DES POULES À KANANGA

En vue de cerner les problèmes qui se posent en aviculture familiale des poules de races locales, nous allons essayer de découvrir et de décrire l'aviculture familiale telle qu'elle se pratique à Kananga en prenant en compte les races locales élevées, le logement de la poule, l'alimentation, la reproduction et les soins vétérinaires administrés aux poules.

1.1. Les races locales élevées

La race est un groupe d'animaux domestiques de même espèce ayant une origine commune et certains caractères héréditaires semblables, formé par l'homme dans les mêmes conditions naturelles et artificielles du milieu pour certains buts bien déterminés. (TUDORASCU R. et PETRESCU G., 1974, p.58). Selon Jean Gilain (s.d. p.210), Il existe les races naturelles et les races artificielles.

La race naturelle sauvage représente l'ancêtre des races domestiques. C'est ainsi que la poule *Bankiva* est l'ancêtre de la poule domestique.

Les races naturelles domestiques n'ont aucune fonction spécialisée : de constitution robuste, de tempérament énergétique, elles sont bien adaptées à leur aire géographique. Non exploitées par les indigènes, elles sont soumises à la seule sélection naturelle. C'est à ce groupe des races domestiques naturelles qu'appartiennent les poules de races locales. Grâce aux améliorations du milieu, une meilleure alimentation, associée à une hygiène bien comprise, les races domestiques naturelles peuvent s'améliorer dans leur conformation, leur rendement. (J.GILAIN, s.d.p.)

Généralement, on classe les poules par rapport à leur production (viande, œufs ou les deux à la fois), leur morphologie ou la couleur de leur plumage.

Ainsi, on peut distinguer : la race de ponte, la race à viande et la race mixte. Les poules de races locales sont utilisées pour les œufs et la viande. Ce sont des races mixtes. Elles sont rustiques et ne présentent pas de grandes difficultés d'alimentation et de soins. L'inconvénient est que

par an, une poule pond 50 à 60 petits œufs de plus ou moins 30 grammes. Selon leur plumage et leur morphologie, on distingue : la race commune, la race à cou nu, la race naine, race au plumage ébouriffé ou frisé.

La race commune ou race moyenne. Elle a un plumage varié, noir, noir tacheté, rouge, gris perdrix, etc. Elle a un instinct de couvaie très prononcé ; son poids moyen à l'âge adulte est compris entre 1 et 2,5 kilos de poids vif.

La race à cou nu. Elle est caractérisée par l'absence des plumes sur le cou et sur la région médio-ventrale correspondant au jabot et parfois les plumes manquent sur la tête. Elle pèse en moyenne 0,9 à 1,2 kg de poids vif à l'âge adulte.

La race naine. Elle est courte sur pattes et de petite taille, elle est très rustique et bonne couveuse. Son plumage est varié. L'adulte pèse 0,8 à 1 kg de poids vif.

La race au plumage ébouriffé ou frisé. C'est une race dont les plumes ont le dessous vers le dessus. Elle se présente comme si elle a été lavée et frictionnée. Elle est rare, mais s'adapte bien aux conditions difficiles. La poule adulte pèse 0,8 kg et le coq pèse 1,65 kg.

À Kananga la race la plus utilisée est la race commune suivie de la race à cou nu. Les deux autres races sont rares dans beaucoup de poulaillers.

1.2. Logement des poules chez l'aviculteur de Kananga

La plupart des éleveurs des poules à Kananga n'ont pas construit des poulaillers appropriés. Pendant la journée, les poules sont laissées en divagation, sans abri, à la merci de différents prédateurs (éperviers, chiens, porcs, voleurs...), exposées aux maladies contagieuses et aux accidents de circulation. Ce système est à la base de beaucoup de pertes.

Pendant la nuit, les poules sont logées soit dans une pièce servant de cuisine, soit dans un coin du salon, mises dans un carton ou dans une cage traditionnelle (cf. tableau n°4). Cela peut entraîner des zoonoses.

Tableau n°4 : les logements de poules à Kananga

L'endroit où les poules logent	Fréquences	%
Poulailler	5	3,6
Cuisine	115	82,1
Salon	19	13,6
Sans avis	1	0,7
Total	140	100

Source : Nos enquêtes sur terrain janvier 2015

Comme nous pouvons le constater dans le tableau n°4, 82,1 % des aviculteurs loge les poules dans la cuisine, d'autres soit 13,3% les logent dans le salon, dans un carton ou dans une cage

traditionnelle. Il n'y a que 3,5% qui logent leur volaille dans un poulailler approprié. L'éleveur qui n'a pas construit le poulailler de sa part avance comme raison de cette pratique, l'insécurité de ses poules ; lorsqu'elles sont logées en dehors de sa maison d'habitation, on peut les voler.

1.2. L'alimentation des poules en aviculture familiale à Kananga

Au cours de notre enquête sur terrain, nous avons cherché à savoir si l'aviculteur familial assure l'alimentation de ses poules. Pour la plupart de ces éleveurs, la poule étant laissée en divagation, elle se débrouille seule, à la recherche de sa nourriture. Alimenter la poule n'est pas la préoccupation de l'éleveur. La petite frange des éleveurs qui logent leurs poules dans le poulailler est la seule qui pense aussi à apporter l'aliment à ses poules.

Pour ceux qui ne donnent pas l'aliment à leurs poules, la raison avancée par la plupart d'entre eux est qu'ils manquent les moyens pour acheter les ingrédients qui peuvent servir à la composition de la ration alimentaire à donner à leurs poules (cf. tableau n°5).

Tableau n°5 : avis sur l'alimentation des poules par l'éleveur

Avis	Fréquences	%
Oui	40	28,5
Non	93	66,4
Sans avis	7	5
Total	140	100

Source : Notre enquête sur terrain janvier 2015

Dans ce tableau nous constatons que 93 enquêtés soit 66,4 ne nourrissent pas leurs poules. Ils les laissent se débrouiller, en divagation à la recherche de l'aliment ; 40 soit 28,57 seulement nourrissent leurs poules.

Ces derniers, quoique nourrissant leurs poules, ne leur donnent pas un aliment équilibré, car ne connaissant pas les proportions des ingrédients qu'il faut mettre dans la composition de la ration pour apporter les éléments de la ration (protéines, glucides, lipides, vitamines oligoéléments et minéraux) nécessaires afin d'assurer une croissance harmonieuse, une bonne production animale et un bon entretien de l'organisme. Comme aliment, ces éleveurs donnent à leurs poules : les restes ménagers (bidia, sons de maïs), les déchets de fretins, les sons de riz. Ces ingrédients sont de qualité non appropriée et en quantité insuffisante. Avec l'alimentation pareille, l'aviculteur ne doit pas s'attendre à de bonnes performances de sa volaille quant à la croissance harmonieuse, à la production des œufs et de la viande ainsi qu'à la bonne reproduction.

1.3. La reproduction des poules en aviculture familiale à Kananga

La reproduction est la fonction par laquelle les êtres vivants perpétuent leur espèce. C'est l'action de donner naissance à des êtres de son espèce (Larousse dictionnaire de Français).

Pour la reproduction des poules en aviculture familiale de la race locale à Kananga, chaque matin, on assiste à des scènes insolites : les enfants amènent une poule avec une patte liée à une corde allant à la recherche d'un coq du quartier. Dès qu'ils trouvent le coq du quartier, ils jettent leurs poules vers le coq afin que celui-ci monte sur la poule.

La plupart des éleveurs ne songent pas à avoir un coq dans leurs troupeaux. La plupart des éleveurs vendent leurs coqs. Ils ne restent qu'avec les troupeaux des femelles (poules) dans leurs élevages.

Le danger de cette pratique est qu'il suffit que le coq du quartier soit atteint d'une maladie contagieuse pour que toutes les poules du quartier soient aussi contaminées. Et l'aviculteur verra tout son élevage décimé.

En outre, en cas d'absence d'un coq dans le quartier, l'éleveur aura les œufs non fécondés et improductifs des poussins.

Le plus souvent, l'éleveur se contente de voir sa poule saillie, sans tenir compte de la qualité génétique du coq qui a sailli sa poule. Cela ne peut pas permettre à l'aviculteur d'avoir les poussins de bonne qualité génétique.

1.4. Des soins vétérinaires administrés en aviculture familiale

Lors de nos investigations sur terrain, nous avons interrogé les aviculteurs sur les difficultés majeures qu'ils rencontrent dans leurs élevages. Comme on peut le constater dans le tableau n°6, des difficultés majeures rencontrées par l'aviculteur dans cette activité viennent en premier lieu, les maladies, ensuite vient le vol.

Tableau n°6 : difficultés rencontrées en élevage des poules de races locales

Difficultés rencontrées par l'éleveur	Effectifs		%
	Maximum	Exprimé	
Maladies	140	121	86,6
Vol	140	112	80
Manque d'argent	140	14	10

Source : Notre enquête sur terrain en janvier 2015

Comme nous venons de le voir dans le tableau n°6, parmi nos enquêtés, sur 140 personnes, 86,6% réponses concernent les maladies. Dans les réponses données par les mêmes 140 personnes, nous avons eu 80% réponses qui visent le vol. Cela nous montre que les maladies priment sur le vol.

C'est ainsi que nous avons cherché à savoir qu'elle est la principale maladie qui frappe les poules en aviculture familiale des races locales. Des réponses reçues de la part des aviculteurs,

il s'est avéré que la principale maladie observée par beaucoup d'éleveurs est la maladie de Newcastle ou pseudo peste aviaire qui fait ravage dans les poulaillers des aviculteurs locaux. Après la maladie de Newcastle vient la pullorose aviaire (voir tableau n°7).

Tableau n°7 : principale maladie observée en aviculture familiale de Kananga

Maladie observée	Fréquence	%
Pseudo peste aviaire	91	65
Pullorose (Typhose aviaire)	42	30
Autres	2	1,43
Sans avis	5	3,57
Total	140	100

Source : Notre enquête sur terrain

Dans les autres cas, nous avons les maladies comme la variole aviaire, les verminoses, etc. Les sans avis sont les éleveurs qui n'observent pas l'état de santé de leurs poules pour savoir si elles sont malades ou non.

Quant aux soins vétérinaires administrés par l'aviculteur, celui-ci se contente de recourir seulement à la naturothérapie, en utilisant différentes parties des plantes (feuilles de chanvre, piment, racines de papayer) lorsque la maladie éclate dans son élevage. L'aviculteur recourt rarement aux produits vétérinaires pour le traitement des maladies chez sa volaille. Cette situation est à la base du découragement des éleveurs des poules qui arrivent parfois même à abandonner cette activité lorsqu'il n'y a pas de bons résultats.

En analysant la manière dont l'élevage des poules de races locales est pratiqué à Kananga, nous constatons que les difficultés qui handicapent cet élevage sont dues à l'absence de logement approprié pour la volaille, la carence alimentaire, le mauvais choix des reproducteurs, les maladies et l'absence des soins appropriés, le manque d'organisation des éleveurs en regroupements. Tout ceci découlant de manques de connaissances (ou d'informations) en matière avicole.

2. CONTRIBUTION SOCIO-ÉCONOMIQUE DE L'AVICULTURE FAMILIALE À LA VIE DES MÉNAGES À KANANGA

L'intérêt de l'homme pour l'aviculture est déterminé par les avantages qu'il tire de cette activité. Celle-ci contribue à résoudre beaucoup de problèmes de la famille éleveuse. À la question posée à nos enquêtés par rapport à la destination des produits de leur élevage, ils nous ont donné plusieurs avantages qu'ils bénéficient de cette activité, sur les plans économique, social, coutumier, agricole.

2.1. Sur plan économique

L'aviculture permet à l'éleveur de faire l'épargne dans son troupeau. Il peut acheter les poussins âgés de plus ou moins deux mois et qu'il pourra revendre après quatre mois d'élevage et gagner

de l'argent. La commercialisation de la poule de race locale à Kananga est facile. Elle est rapidement achetée par rapport aux autres espèces animales comme : pintade, canard, dindon, lapin, etc. Car on assiste souvent la scène « cage contenant une poule à l'allée au marché, et cage contenant la farine, les fretins, et de l'huile au retour du marché ».

2.2 Sur le plan social

L'aviculture fournit les œufs et la viande de la poule qui sont des aliments très riches en protéines, éléments nécessaires pour les jeunes en croissance, des femmes enceintes et des convalescents. La poule est consommée pendant les fêtes de fin d'année et les fêtes de première communion pour les chrétiens protestants ou catholiques. Elle permet de recevoir les visiteurs de marque dans la famille (gendre, belle-mère, beau-père, etc.)

La vente des œufs de poule et/ou des poules permet de répondre aux différents besoins de la famille, notamment : payer les frais scolaires des enfants, acheter l'uniforme et les fournitures scolaires des enfants, acheter les habits pour les membres de la famille, payer les soins médicaux pour les membres de la famille des malades, etc.

2.3. Sur le plan coutumier

La poule est aussi utilisée dans les cérémonies traditionnelles comme le mariage, le deuil, la communication avec les ancêtres, etc.

2.4. Sur le plan agricole

Les matières fécales (ou fientes) collectées lors du balayage de l'endroit où les poules passent la nuit sont répandues dans le jardin afin de fertiliser le sol où l'on plante les légumes pour améliorer son rendement.

Au cours de notre enquête, nous avons constaté que la moyenne de nombre des poules par ménage est de 7 à 8. Un tel cheptel ne peut pas permettre de trouver satisfaction à autant de besoins qui se présentent dans la famille de l'aviculteur.

À cet effet, nous proposons ce qu'il faut faire pour la promotion de l'aviculture familiale afin que celui qui la pratique puisse résoudre ses problèmes socio-économiques en mettant en pratique les techniques que nous mettons à sa disposition à travers cet article.

2. REMÈDES À APPORTER POUR LA PROMOTION DE L'AVICULTURE FAMILIALE À KANANGA

Dans notre contexte, nous entendons par « promotion de l'aviculture familiale », une action visant à élever à un niveau supérieur, l'élevage des poules de race locale. Autrement dit, c'est

une action de favoriser l'élevage des poules de race locale, ou encore l'action d'encourager l'éleveur des poules de race locale à élever ses poules en améliorant les conditions d'élevage pour qu'il parvienne à en tirer profit et par ricochet, à résoudre certains problèmes d'ordre social et économique de sa famille.

Cependant, cette activité ne manque pas de présenter certaines difficultés (problèmes) qui sont à la base du découragement de l'éleveur qui continue de croupir dans la misère.

Par conséquent, il nous paraît opportun d'apporter comme remèdes pour la promotion de l'aviculture familiale des races locales à Kananga, les améliorations de logement de ces poules, de l'alimentation des poules, de la reproduction et de leur santé.

3.1. Les améliorations de logement des poules

Nous préconisons la mise en place d'un poulailler amélioré qui protège les poules contre les intempéries (vents, pluie, soleil), évite l'entrée des microbes et des parasites, permet de contrôler les effectifs, facilite le travail humain et rend possible le ramassage et le stockage du fumier qui peut être utilisé pour la fertilisation du sol ou vendu.

Ce poulailler amélioré sera contigu à la maison d'habitation pour éviter le vol. Il doit répondre aux exigences minimales de densité, de sécurité pour les animaux et de facilité de travail pour l'éleveur (ou volailler) afin de faciliter l'hygiène du poulailler.

Il faut séparer le logement des adultes de celui des jeunes (0 à 3 mois) pour lesquels il faut construire une poussinière juxtaposant le bâtiment principal. Une caisse en bois peut servir de poussinière. De ce système on peut protéger les jeunes des prédateurs et des maladies qu'ils subiraient en milieu adulte. La construction du poulailler devra être la moins chère possible. D'où il faut de préférence recourir aux matériaux locaux.

Pour contenir les animaux afin d'éviter le vol, les prédateurs et la divagation qui causent beaucoup de pertes, il faut aménager une clôture de plus ou moins deux mètres de haut en matériaux locaux (osiers, claustras en bois, hampes de palmes). Pour l'aménagement du local, le sol du poulailler est dur, damé et couvert d'une litière à base de copeaux de bois non traités, d'écorces d'arachide, de paille hachée ou de balles de riz. Les nids seront disposés contre le jour afin de procurer une bonne ambiance aux couveuses.

Il faut un nid pour trois poules adultes. Les pondoirs de 30 centimètres de haut et de long et de 40 centimètres de profondeur et 25 Centimètres de côté pour l'ouverture seront mis à la disposition des pondeuses. Les nids et les pondoirs seront tapissés de paille. Un bac de poudrage aux dimensions de nid sera mis à l'extérieur du poulailler dans lequel on mettra la cendre ou un produit antiparasitaire mélangé au sable. Les mangeoires et les abreuvoirs fabriqués à partir des matériaux locaux seront mis à la disposition des poules sous l'ombre (arbre ou paillotte). La poule ayant toujours tendance à se percher, on aménagera les perchoirs obligatoirement de

section rectangulaire (2cm x 4cm) dans le poulailler au fond à 30 centimètres du mur et à 50 cm du sol.

Les dimensions du poulailler sont soumises à la présence des poules par mètre carré.

Si les poules sont en liberté complète et que le poulailler sert seulement de dortoir, il faut prévoir 5 à 6 poules par mètre carré.

Si les poules sont en claustration complète (ce qui n'est pas le cas pour nos poules locales), il faut prévoir 2 poules par mètre carré pour éviter le stress de surpeuplement et les bagarres des poules. La densité dans la poussinière sera en moyenne de 25 poussins par mètre carré jusqu'à l'âge de 3 semaines. Pendant cette période, il faut obligatoirement, en plus des mangeoires et abreuvoirs, y disposer une source de chaleur (éleveuse, lampe tempête ou brasero). Si l'aviculteur respecte toutes les normes que nous venons de porter à sa connaissance sur le logement de ses poules, il aura moins de problèmes de pertes dues au vol, aux prédateurs, à la contamination et aux accidents de circulation. Il aura aussi l'occasion d'avoir suffisamment de fumier pour fertiliser le sol de son jardin ou pour vendre.

3.2. Les améliorations de l'alimentation des poules de races locales

La poule laissée en liberté complète (totale) c'est-à-dire en divagation se débrouille seule pour trouver sa nourriture en grattant dans le sol à la recherche de vers de terre, dans l'herbe séchée pour trouver des termites, dans les plates-bandes des voisins pour arracher les jeunes plantes qui y poussent, etc. Cela va entraîner les conséquences fâcheuses pour la poule qui est battue, tuée, volée ou atteinte des maladies contagieuses, etc.

Lorsque l'éleveur garde sa poule en claustration complète ou en semi-liberté, il doit lui donner la nourriture ou aliment.

3.2.1. Rôle de l'aliment

La quantité de l'aliment donnée à l'animal par jour est appelée ration alimentaire. Celle-ci doit assurer : 1. Chez les jeunes, la croissance et le plein développement ; 2. Chez les adultes, la couverture des besoins d'entretien ; 3. Chez tous, la production recherchée (œufs, viande, etc.).(A.BRION et M. FONTAINE, 1984, p.678).

3.2.2. Caractéristiques d'une ration alimentaire

Selon J. PAGOT(1985), la ration alimentaire d'un animal domestique sera satisfaisante si elle remplit les conditions suivantes :

- procurer en quantité suffisante des éléments dont la transformation fournit l'énergie nécessaire au fonctionnement de l'organisme animal ;
- apporter une quantité d'eau suffisante au métabolisme et la régulation thermique ;

- contenir des matières protéiques en quantité suffisante et de qualités adéquates pour assurer la croissance et l'entretien de l'organisme ;
- contenir en quantité suffisante et dans de bonnes proportions des matières minérales ;
- contenir des vitamines ;
- avoir un encombrement en rapport avec une valeur nutritive suffisante ;
- n'être pas toxique.

3.2.3. Éléments de la ration

Les éléments de la ration sont : les glucides ou hydrates de carbone, les lipides ou matières grasses, les protéines, les vitamines, les sels minéraux, les oligoéléments ainsi que les antibiotiques, sans oublier l'eau. Ils jouent différents rôles dans l'organisme de la poule. Ces rôles sont présentés succinctement dans le tableau n°8 ci-dessous :

Tableau n°8 : Éléments de la ration et leurs rôles dans l'organisme

Éléments de la ration	Rôles respectifs dans l'organisme
Glucides ou hydrates de carbone	Ils sont les principales sources d'énergie utilisée par l'organisme animal
Lipides ou matières grasses	Leur fonction principale est de servir comme source d'énergie
Protéines	Sont les constituants indispensables de sang, de muscles, d'organes, de peau, de tendons, d'os, d'ongles et de plumes. En fait tous les tissus de l'animal. Elles peuvent être aussi source d'énergie.
Vitamines	Malgré les petites quantités requises, elles sont absolument nécessaires pour le maintien de la santé, la croissance et la reproduction. Ce sont les biocatalyseurs avec les sels minéraux.
Sels minéraux	Les fonctions des éléments minéraux sont nombreuses. Les composés de ces éléments sont trouvés dans tous les tissus. Leur absence dans les organes ou tissus rend ces derniers incapables d'accomplir leurs fonctions.
Oligoéléments	Interviennent dans le fonctionnement harmonieux de l'organisme comme les éléments minéraux
Antibiotiques	À petites doses ils favorisent la croissance des poules.

Source : HARRY W. et TITUS Ph., pp.11à 35

3.2.4. Sources des éléments de la ration :(matières premières)

La poule de race locale étant moins exigeante sera nourrie de manière simple en trouvant la plupart des ingrédients de sa ration alimentaire dans les produits de récupération qui restent de l'alimentation de l'homme, que celui-ci ne mange pas ou qui ne coûtent pas cher pour l'homme, où on peut trouver tous les éléments de la ration dont la poule a besoin.(cf. tableaux n°7et8)

Par exemple : farine basse de maïs, de riz, son de riz, tourteau palmiste, poudre d'os calcinés, poudre des poissons (déchets des poissons), drêche, auxquels on peut ajouter un peu de maïs, soja, haricots Kasai, arachide, sel de cuisine, de l'eau (qui ne doit pas obligatoirement manquer), de la verdure et les vitamines. Tout ceci donné en bonnes proportions permettra au poussin de bien se développer et à la poule de bien produire les œufs et la viande. Ceci lui permettra aussi de résister aux maladies. La ration alimentaire de la poule doit contenir : 18 à 20 p100 de protéine pour un jeune sujet de 0 à 8 semaines, 16 p.100 pour une poule adulte et 15 p.100 pour un coq (A. BRION et M.FONTAINE, 1984).

Tableau n°9 : Composition des quelques aliments à dominance protéique pouvant entrer dans la ration alimentaire des volailles à Kananga.

Matières premières	Matières sèches (%)	Protides (%)	Glucides		Lipides (%)	Calcium (%)	Phosphore ou cendre (%)
			Extractif non azoté (%)	Cellulose (%)			
Arachides décortiquées	9-91	25-26	12-13,3	1,7-2,7	45-50	0,07	0,39
Soja (graines)	89-91	33-40	18-20	5,0	17-20	-	5-6
Haricot du Kasai	88-90,5	23-25	55-56	4	1,5-2	-	3,5 (cendre)
Pistache de terre (graine nue)	88-90	15-16,7	55,7-57	6	6,1-7,4	0,9	2,6
Poisson fumé et séché	85-90	75-82	-	-	5-6	?	?
Chenilles	88-89	51,6-53,5	3,5	12-16 Chitine	13-17,6	1-2	5-8

Source : Extrait des données fournies par L.DUBOIS et CONZEMIUS V (1956, pp.86-87)

Dans ce tableau, nous avons les sources des protéines d'origine végétale (arachides décortiquées, soja graine, haricot du Kasai et pistache de terre) et les sources des protéines d'origine animale (poisson fumé et séché, chenille) que l'aviculteur de Kananga peut se procurer sur le marché local.

Nous avons aussi besoin, en plus des sources des protéines, des aliments énergétiques et des aliments biocatalytiques.

Ainsi, nous présentons dans le tableau n°8 différents aliments assurant l'apport en énergie, leur digestibilité et leur composition.

Tableau n°10 : Différents aliments pouvant entrer comme sources d'énergie dans la composition de la ration alimentaire de la poule de race locale à Kananga

Matières premières	Matières sèches (%)	Protides totaux (%)	PBD (%)	Glucides		Lipides (%)	Cendre (%)
				Extractif non azoté (%)	Cellulose (%)		
Maïs	88,1-89	9,3-9,6	7-7,5	70,3-73	2,1-2,5	4,2-4,5	1,3-1,4
Millet	88-91,5	11-12	8,8	62-63	8,1-9	3,3-4,1	3,4
Riz Paddy	85,5-87,5	6-7	?	64	8,8-9	2	4,7-5,5
Riz Cargo	88,3-88,6	8	?	76	0,3-0,6	2	4,7
Brisures de riz	88-97	13,06	?	73-92	1,09	0,72	1,09
Manioc	86-90	1,2-1,6	0,6-0,8	78-80,1	4,7-6	0,2-0,4	1,9

Source : condensé des données fournies par L. DUBOIS et V. CONZENIUS

Dans ce tableau, nous avons réuni les aliments qui apportent principalement de l'énergie dans la ration alimentaire de notre poule, de race locale dans l'aviculture familiale à Kananga. En plus de ces aliments, on ajoutera la verdure qui apportera les vitamines et les minéraux dans la ration sans oublier la poudre d'os qui est source de calcium et phosphore, le calcaire qui apporte le calcium et le sel de cuisine qui assurent l'apport en sodium et chlore.

On peut aussi donner les concentrés de commerce composés des vitamines, oligoéléments et minéraux pour les poules qui n'ont pas accès au parcours.

Donc pour l'alimentation, quand l'aviculteur donne une ration alimentaire à sa volaille, il doit être sûr que celle-ci contient tous les éléments nécessaires pour répondre aux besoins de l'organisme en tenant compte de l'âge du sujet et de la production attendue. Les jeunes ont plus besoin des aliments riches en protéines et en vitamines pour leur croissance ; alors que les adultes reçoivent un aliment contenant moins de protéines par rapport à celui des jeunes, mais riche en énergie pour leur entretien.

Tableau n°11 : 100 kg d'aliment type pour poussins de 0 à 8 semaines

Aliment	Qtés (kg)	P.B.D(1) sur 100g	Part apportée (2)
Maïs	55	7,5	4,125%
Riz paddy moulu	10	8,8	0,88%
Soja (graine moulue)	25	36	9%
Farine des poissons	4	78,5	3,14%
Farine des chenilles	2	53	1,06
Poudre d'os	2,0	-	0
Calcaire	1,5	-	0
Sel de cuisine	0,5	-	0
Total	100		18,205

Source : Nous-mêmes

Cette ration contient 18,205% de protéines.

Elle convient pour notre poussin de race locale. On la supplémentera avec les concentrés de commerce à mettre dans l'eau de boisson et de la verdure ad libitum.

Tableau n°12 : 100 kg d'aliment type pour poules adultes de race locale

Aliment	Qtés (kg)	P.B.D(1) sur 100g	Part apportée en % De PBD. (2)
Maïs	65	7,5	4,875%
Riz paddy moulu	9	8,8	0,792%
Soja (graine moulue)	15	36	5,4%
Farine des poissons	5,0	78,5	3,925%
(Ndakala)	2,0	53	1,06%
Farine des chenilles	2,0	-	0
Poudre d'os	1,5	-	0
Calcaire	0,5	-	0
Sel de cuisine			
Total	100		16,052

Source : Nous-mêmes

Cette ration contient 16,052% de protéines. Elle convient pour les poules adultes.

PBD signifie protéine brute digestible. Si la volaille a accès au parcours en herbe ou si l'aviculteur peut apporter la verdure à sa volaille, c'est cette verdure qui peut leur apporter les vitamines et les oligoéléments. Si cela n'est pas possible, l'aviculteur achètera, pour sa volaille, les concentrés de commerce qui contiennent les vitamines, les minéraux, les oligoéléments et les acides aminés essentiels.

3.2.5. Quantité de l'aliment à donner à la poule selon l'âge

La ration alimentaire doit être de qualité adéquate et en quantité suffisante. Si elle est donnée à l'excès, c'est du gaspillage. Si c'est peu, il y aura carence. Donc, il faut donner la quantité suffisante.

Pour la quantité de l'aliment consommée jusqu'à 6 mois, âge du début de la ponte, les études restent à faire là-dessus, car selon L. DUBOIS et V. CONZEMIUS (1956, p.66), les races légères qui ont plus au moins 2,5 kg de poids vifs arrivent à consommer journalièrement 125 grammes à 6 mois d'âge alors que SEN J. et IPUNGU donnent 77 grammes par poule pour une race légère de 2,05 kg de poids vifs âgée de 140 jours, soit 20 semaines.

Cela nous amène à déduire que notre poule de race locale qui pèse 1 kg à 1,5 kg de poids vifs ne peut pas consommer plus de 100 grammes d'aliments par jour.

3.3. Les améliorations de reproduction des poules de races locales à Kananga

La reproduction est la fonction par laquelle les êtres vivants perpétuent leur espèce. C'est l'action de donner naissance à des êtres vivants de son espèce (Larousse dictionnaire de français, 2015, p. 367).

C'est la procréation. Elle est sexuelle chez nos animaux et nécessite l'union des deux cellules de sexes opposés provenant de deux reproducteurs eux-mêmes différents sexuellement : c'est l'allogamie (GILAIN J.s.d.p.214).

La reproduction revêt d'une grande importance, car c'est à partir d'elle que l'aviculteur peut augmenter son cheptel si les normes de reproduction sont respectées quant : au choix des reproducteurs, à la conservation des œufs fécondés, à l'organisation de l'incubation et à l'élevage des poussins.

En principe, l'aviculture familiale se caractérise par les petits cheptels de 50 à 100 têtes par ménage. Mais en parcourant nos résultats de recherche, nous constatons que la moyenne de cheptel est autour de 7 à 8 têtes par ménage. Cela ne peut pas permettre de résoudre les problèmes socio-économiques des ménages de gagne-petit à Kananga. Pourtant, nous souhaitons que l'aviculteur à Kananga arrive à augmenter numériquement son cheptel. Cela lui permettra de résoudre tant soit peu ses problèmes socio-économiques.

3.3.1. Choix des reproducteurs

Le choix des reproducteurs est très important dans la réussite de l'amélioration avicole. Pour apprécier la valeur d'un reproducteur, il est utile d'examiner l'aspect extérieur parce qu'à ces caractères externes (phénotype) se rattachent les qualités internes (génotype). (L.DUBOIS et V. CONZEMIUS, 1956, p.3).

3.3.1.1. Choix de coq

Le choix des mâles (coqs) est plus important que celui des femelles (poules), car le mâle est père des tous les poussins issus des 10 à 14 poules (COOPIBO s.d.). Un bon coq doit présenter les caractères suivants : pattes droites, crête dressée tout droit, barbillons égaux, œil vif, plumes brillantes, les plumes de la queue, dans l'axe du corps, cou redressé avec tête haute (signe de bonne santé). Le coq atteint la maturité sexuelle à 5 mois, efficacité à 6mois. (Mémento de l'agronome, 1974). Chez la race locale, le rapport de sexes est de 10 à 14 poules pour un coq.

3.3.1.2. Choix de la poule

Le choix de la poule reproductrice est basé sur les critères suivants : âge, maturité sexuelle, développement harmonieux, meilleure aptitude physique, bonne capacité de ponte et de couvaion. Éviter les sujets qui présentent les indices de maladies tels que nervosité, malpropreté, avec excréments au cloaque (signe de diarrhée), présence de la gale aux pattes, etc. En plus des critères cités ci-haut, une bonne poule reproductrice doit présenter également les caractères suivants : plumes lisses, les yeux grands et vifs, la crête et les barbillons bien développés et rouges, les os des ischions bien écartés de trois à quatre épaisseurs des doigts. La maturité sexuelle est atteinte quand la poule a 2/3 du poids de la poule adulte, soit à 5 à 6mois d'âge (Mémento de l'agronome 1974).

3.3.2. La conservation des œufs fécondés

Pour une bonne gestion des œufs fécondés, l'aviculteur doit prévoir des pondoires construits en caisses en bois ou en petites loges en briques de 30 centimètres de haut et de long, 40 cm de profondeur pour 6 poules pondeuses. Si les pondoires sont insuffisants, les poules ont tendance à pondre dans la litière ou dans le parcours, ce qui donne les œufs souillés ou des pertes (DUBOIS L. et CONZIMIUS V.1956, p.22).

Les œufs fécondés seront ramassés une à deux fois par jour et stockés dans un endroit frais, propre avec 75% d'humidité. Ils seront en position normale (horizontalement) ou avec le gros bout vers le haut s'ils sont stockés dans un plateau. Lorsque le stockage dépasse 10 jours le taux d'éclosion diminue (L.LAGRANGE1986).

3.3.3. L'incubation des œufs fécondés

L'incubation des œufs fécondés peut être naturelle ou artificielle. L'incubation naturelle se fait par la poule couveuse alors que l'incubation artificielle se fait au moyen d'un incubateur ou couveuse qui demande la présence d'une source de chaleur fournie par le courant électrique ou le pétrole. L'incubateur est exigeant, car son acquisition et son utilisation requièrent beaucoup de dépenses. L'éleveur des poules de race locale étant limité par les moyens, utilisera l'incubation naturelle.

L'incubation naturelle

Lorsque la poule commence à rester longtemps dans le pondoir avec tendance de ne pas sortir, c'est l'instinct de couvaion. Selon sa taille, la poule recevra 6 à 18 œufs fécondés à couvrir sur un nid placé, soit dans un panier troué et retourné soit dans une caisse en bois de 45 centimètres de côtés avec un couvercle à claire-voie (SEN. J. et IPUNGU L. 1984-1985).

Le nid sera préparé en superposant de bas en haut : une couche des petits cailloux, une couche de sable, une couche des pailles hachées.

Selon L.DUBOIS et V. CONZEMIUS (1956, p.33), il est possible de peupler une basse-cour familiale et même une basse-cour de rapport en faisant couvrir des poules en partant de quelques dizaines de sujets pour obtenir de centaines en pratiquant l'incubation naturelle complétée par l'élevage artificiel des poussins. Ceci est très intéressant pour l'aviculteur familial de races locales dont le cheptel est numériquement très faible, soit une moyenne de 7 à 8 têtes par ménage. (cf. tableau n°1).

3.3.4. L'élevage artificiel des poussins

À l'éclosion des poussins, ceux-ci sont récupérés par l'aviculteur pour les élever artificiellement en poussinière. Cela permettra de les protéger contre les prédateurs, les intempéries, etc.

Dans la poussinière, où ils sont élevés pendant plus ou moins 6 à 8 semaines, on disposera des abreuvoirs, des mangeoires et d'éleveuse ou autre source de chaleur pour la réchauffer.

Cette source de chaleur peut être constituée d'une ampoule incandescente peinte en bleu, de lampe tempête entourée des treillis ou de braseros, entourés aussi des treillis pour que les poussins ne viennent pas se brûler. Le sol de la poussinière est couvert d'une litière des copeaux de bois, des rafles de maïs broyés, des coques d'arachides ou des pailles hachées en morceaux de l'ordre de 1 centimètre (SEN J. et IPUNGU) la densité sera de 25 poussins par mètre carré jusqu'à 3 semaines d'âge.

La surface allouée aux poussins sera agrandie progressivement pour respecter les normes, il faut songer au bac de graviers durs de 1 à 2 millimètres de diamètre pour le bon fonctionnement de l'estomac de poussin. Ces poussins vont bénéficier d'un aliment de premier âge riche en protéines à la teneur de 18 à 20%, riche en vitamine, oligoéléments et minéraux. Cet aliment sera fabriqué en grande partie à base des ingrédients locaux.

L'incubation naturelle combinée à l'élevage artificiel des poussins permettra à l'aviculteur de Kananga d'augmenter rapidement son cheptel malgré que sa poule ponde 8 à 14 œufs par période de ponte.

Étant donné que les poussins sont récupérés à l'éclosion, la poule ne tardera pas à se remettre à pondre. D'où l'intervalle entre deux pontes va diminuer. Au lieu que notre poule de race locale bien nourrie et bien soignée ne donne que 50 à 60 œufs par an, elle va arriver à 100 œufs par an, car les autres poules ne feront que pondre sans couvrir, elles vont pondre plus de fois que d'habitude, parce qu'elles ne couvent ni n'élèvent leurs poussins.

Comme nous l'avons mentionné plus haut, Jean GILAIN (s.d p.210) dit que « Grâce aux améliorations du milieu, une meilleure alimentation associée à une hygiène bien comprise, les

races naturelles domestiques peuvent s'améliorer dans leur conformation, leur rendement ». La promotion de cette aviculture familiale de race locale est possible, si l'aviculteur y met sa volonté.

3.3.5. Avantages que peut tirer l'Aviculteur de son élevage familial de race locale

Dans le système d'incubation naturelle des œufs fécondés accompagnée de l'élevage artificiel des poussins, l'aviculteur a toutes les chances d'avoir sept pontes par an. Si nous considérons qu'une poule peut produire huit poules adultes sur dix à douze œufs produits par période de ponte, nous aurons huit poules fois sept qui feront cinquante-six poules, produites par poule, par an.

Si l'aviculteur a 10 poules reproductrices, il va produire 56 poules x 10, soit 560 poules par an. En estimant le prix moyen par tête à 4,5\$ à Kananga, notre aviculteur gagnera 560 poules x 4,5\$ par poule, soit 2520\$ par an, soit 210\$ par mois, toutes les conditions restant égales. Avec ce montant, notre aviculteur de Kananga peut résoudre certains problèmes de son ménage.

3.4. Les améliorations de soins vétérinaires aux poules à Kananga

La part de la pathologie dans l'économie d'un élevage de volailles n'est pas à démontrer. La maladie impacte la rentabilité d'une exploitation avicole, soit directement, soit indirectement (SEN J. et LUNUMBI O.).

L'impact direct de la maladie est occasionné par les pertes dues à la mortalité consécutive à une épizootie, par exemple, maladie de Newcastle. L'impact indirect de la maladie sur l'exploitation double : par la diminution de production des œufs ou de chair (retard de croissance ou amaigrissement), par l'hypothèque que font peser certaines maladies sur l'état sanitaire ultérieur de l'élevage, soit en créant des porteurs des germes, soit en provoquant la souillure des locaux ou du matériel par des formes de résistance de l'agent pathogène (spores bactériennes, kystes de coccidie, œufs d'helminthes). Ceci pousse à faire très attention à l'hygiène de logement, de matériel d'élevage et à l'état de santé de la poule en évitant les maladies par les méthodes préventives. En élevage, l'adage « mieux vaut prévenir que guérir » est une règle d'or, car il ne faut pas attendre que les animaux tombent malades pour intervenir avec les soins.

Il faut donc penser à administrer les soins vétérinaires à la poule avant qu'elle ne tombe malade. Nous vaccinerons la poule contre la pseudo peste aviaire à temps parce que c'est l'une des principales maladies qui fait des ravages en aviculture familiale et qui constitue un obstacle majeur à la promotion de l'aviculture familiale de races locales comme L. DUBOIS et V.CONZEMUS (1956, p.146) le confirment en déclarant que cette maladie est enzootique au Congo et qu'elle prend les allures épizootiques à des moments donnés de l'année (fin saison des pluies-début saison sèche et fin de saison sèche-début saison des pluies).

Nous devons administrer aussi les produits vétérinaires suivants :

- les antiparasitaires externes comme la cendre ou le néguvon mélangé au sable que l'on disposera dans un bac de poudrage,

- les antiparasitaires internes pour lutter contre les vers gastro-intestinaux qui sont à la base de retard de croissance chez les jeunes et de la diminution des performances chez les adultes comme la production des œufs.

Le poulailler doit être tenu dans un bon état d'hygiène : l'eau de boisson propre et une alimentation équilibrée vont permettre à la poule de résister à plusieurs maladies (DUBOIS L. et CONZEMIUS V., 1956).

Mettre en quarantaine de nouveaux sujets achetés ou reçus en cadeaux avant de les mélanger à l'ancien cheptel évitera des pertes dans le poulailler. L'éleveur se rappellera toujours qu'en cas de toute anomalie dans son poulailler (une poule qui ne mange pas, qui ne marche pas comme d'habitude, qui a tendance à s'isoler...), il doit faire appel à un technicien du domaine vétérinaire pour consultation.

En ce qui concerne les soins vétérinaires surtout pour la vaccination, les produits vétérinaires et les services vétérinaires que les éleveurs déclarent coûter relativement chers, il faut qu'ils s'organisent en groupement ou association des aviculteurs pour y accéder facilement, car : « Le petit éleveur isolé est un économiquement et zoo techniquement faible, c'est pourquoi dans tous les pays les Éleveurs ce sont groupés pour conjuguer leurs efforts » dit J, GILAIN (s.d.p. 264)

CONCLUSION

En somme, tout au long de cet article intitulé: « La Promotion de l'aviculture familiale des poules de races locales, l'une des solutions aux problèmes socio-économiques dans les ménages de Kananga », après avoir donné le mobile qui nous a poussés à aborder ce sujet ; fixé l'opinion sur le milieu de notre recherche, la période sur laquelle elle s'étend et la taille de notre échantillon, nous avons, par la suite, fait l'état de lieux de l'élevage des poules de races locales à Kananga pour cerner les problèmes qui constituent le goulot d'étranglement qui empêche l'aviculteur de tirer pleinement profit de cette activité. Cet état de lieux nous a permis de relever certaines contraintes qui sont à la base de la médiocrité de la production avicole dans la plupart des ménages aviculteurs de Kananga. Il s'agit de manque de connaissances en matière de logement, d'alimentation, des soins vétérinaires et de reproduction des poules. Nous avons aussi cherché à savoir si l'aviculteur familial de races locales tire profit de cette activité. Le constat est que l'aviculteur familial de Kananga tire peu de profit de cette activité. Mais notre souci est de l'aider à faire plus. Pour ce faire, nous lui proposons la promotion de cette activité à travers l'amélioration : de l'hygiène de logement, de l'alimentation des poules, des soins vétérinaires et de la multiplication des poules afin de permettre aux ménages de Kananga qui pratiquent l'aviculture familiale de races locales d'en tirer profit ou bénéfices.

Pour contourner les difficultés liées à l'accès aux soins des vétérinaires, à l'acquisition des produits vétérinaires (vaccins, vermifuges, antibiotiques, etc.) qui sont considérés comme coûtant relativement cher, nous demandons aux aviculteurs de Kananga de s'organiser en groupements ou associations des éleveurs (aviculteurs) des poules de races locales à Kananga.

BIBLIOGRAPHIE

1. BRION A. et FONTAINE M., Vade Mecum du Vétérinaire, 14e édition, VIGOT, Paris, 1984.
2. DOCUMENT DE LA STRATÉGIE DE CROISSANCE ET DE RÉDUCTION DE LA PAUVRETTE
3. DUBOIS L. et CONZEMIUS V., L'aviculture de rapport et la basse-cour familiale dans la région de Léopoldville, Bulletin agricole du Congo Belge, Royaume de Belgique, 1956.
4. GILAIN J., Les élevages au Congo Belge, LONDOT FRÈRES, Charleroi, s.d.
5. HARRY W. et TITUS Ph.D., The scientific feeding of chickens, Fourth edition, The Interstates, Danville, Illinois, USA, 1961.
6. LAGRANGE L. et BUNDUKI M., Guide de Pratique Professionnelle, Université de Lubumbashi, Zaïre, 1986.
7. NGALAMULUME T.G Rur., Le Développement en RD Congo. Quelles réalités possibles, Academia-L'Harmattan, France, 2016.
8. PAGOT J., L'Élevage en Pays tropicaux, Édition G.P. Maisonneuve et Larose, Paris(Ve), France, 1985.
9. SENN J. et IPUNGU L., Cours de Technologie d'Exploitation animale et Hygiène des animaux domestiques, Publication didactique, Faculté de Médecine vétérinaire, Université de Lubumbashi, Zaïre, 1984-1985.
10. SENN J. et LUNUMBI O., Cours de Zoo économie, Publication Didactique, Faculté de Médecine vétérinaire, Université de Lubumbashi, Zaïre, 1987-1988.
11. TUDORASCU R. et PETRESCU G., Zootechnie Générale, P.U.Z., Kinshasa, Zaïre, 1974.
12. E, République Démocratique du Congo, Juillet 2006.
13. XXXXX, Mémento de l'Agronome, Ministère des Affaires étrangères, République Française, 1974.
14. XXXXX, Mémento de L'Agronome, Ministère des Affaires étrangères, Centre de Coopération internationale en recherche agronomique pour le Développement, France, 2002.
15. Larousse Dictionnaire de Français, 2015.
16. Le Petit Larousse illustré, France, 2010.
17. Le Robert de poche, France, 2006.

COMPTE RENDU

José Tshisungu wa Tshisungu, *Carnet de voyage au Kasai Central*, Bala, Ottawa, 2019, 133 pages

Félicien Kilwa Panda
Chercheur indépendant

Au début du deuxième trimestre de l'an 2017, l'auteur est retourné à Kananga, le havre de son enfance, après 30 ans en Occident. Il a trouvé les robinets d'eau potable secs; l'éclairage public éteint à jamais; la voirie urbaine en décrépitude; même les flamboyants ont disparu. Sont demeurés le ciel bleu, le vent, le soleil, la lune, les étoiles et l'alternance des saisons. L'auteur a constaté que des générations d'hommes et de femmes se sont succédé dans une ville qui porte le poids d'un destin cruel et qu'ils n'ont guère endigué le déclin.

Pendant 35 jours, l'auteur a noté ce qu'il lui était donné de voir, d'entendre, de lire, de penser et d'imaginer. Avec ce livre d'un genre atypique, le professeur José Tshisungu wa Tshisungu signe une chronique critique qui n'offense ni la vérité ni l'actualité.

Nous publions avec l'autorisation de l'auteur de larges extraits de son Carnet de la page 78 à la page 85: « Dans toutes les versions que j'ai entendues au sujet de cette guerre, le point de départ semble être le refus du gouverneur de province de recevoir le chef Kamwina Nsapu qui avait de nombreuses doléances à lui soumettre. Ce refus a été considéré comme une déclaration de guerre contre la population de Dibaya à une centaine de kilomètres de Kananga. Considéré comme un insoumis, le chef Kamwina Nsapu a été assassiné l'an dernier (2016). Il existe ici une règle non écrite, une règle cardinale : on ne tue pas un chef coutumier, on le fait destituer. Cette règle ayant été violée, la situation est devenue incontrôlable. Le bilan provisoire qui tient du ouï-dire parle de deux mille trois cent vingt morts, quatre cent mille personnes déplacées ou réfugiées dans la savane boisée, près de mille six cents villages détruits ou partiellement anéantis.

Le nombre de combattants qui se réclament du chef Kamwina Nsapu est impressionnant. Ce nombre concerne tous les âges et tous les genres. On peut rationnellement regrouper la mouvance martiale en quatre tendances.

Je distingue premièrement les fondamentalistes, précisément tous ceux qui ont été initiés à une sorte de guérilla lors d'une grande cérémonie magico-religieuse d'une efficacité redoutable. Ils veulent à tout prix protéger la terre de leurs aïeux et réclament la restitution du corps de leur leader assassiné pour l'enterrer selon les rites ancestraux.

Deuxièmement, il y a le commando venu de Kinshasa; commando entraîné mille fois à tuer tout homme, toute femme et tout enfant de la manière la plus cruelle, de la façon la plus féroce qui soit.

Troisièmement, j'ai identifié les déserteurs de la police qui refusent de s'engager dans une guerre contre les Kasaiens. Quatrièmement, il y a les bandits qui profitent du conflit actuel pour se constituer en association de malfaiteurs et détrousser la population. Le pouvoir de Kinshasa a réussi avec beaucoup d'intelligence à infiltrer chacun des quatre groupes. Des agents de renseignements y jouent un rôle ambigu.

J'ai rencontré au fil des jours, et cela par hasard, des individus se réclamant de chacun de ces quatre groupes.

À Bianchi, chez un marchand d'ananas, un jeune d'une vingtaine d'années s'approche de moi et dit à haute voix : « Vous qui habitez chez les blancs, dites-leur qu'on ne veut plus de leur protégé qui dirige le Congo. S'il ne le retire pas du pouvoir, il n'y aura pas de paix ici. Je suis un élément ». Ce dernier mot est celui que les fondamentalistes du chef Kamwina Nsapu utilisent eux-mêmes pour s'identifier. Leurs revendications sont de nature politique : ils rejettent le pouvoir de Kinshasa.

Le régime actuel issu des élections contestées de 2011 a réagi de la façon la plus impitoyable à la rébellion du chef Kamwina Nsapu. Il cherche, au nom de l'impératif de la paix et de contrôle effectif du territoire national, à réduire les fondamentalistes au silence.

À Bikuku, chez le réparateur de motos traînait un homme qui ne s'exprimait qu'en lingala et prétendait être le neveu d'un célèbre musicien de Kinshasa. En vérité, à le voir c'était un indicateur de l'armée infiltré dans le quartier pour identifier les fondamentalistes et incendier leurs maisons durant la nuit, et bien sûr tuer leurs occupants.

À Kamayi, chez la marchande de bananes, un policier-déserteur grand et moustachu, ne s'est pas gêné de m'apprendre que pour certaines opérations de vengeance contre les membres du commando venu de Kinshasa, les déserteurs accompagnent les fondamentalistes.

À Ndesha, chez le fabricant de meubles, un jeune de près de trente ans ayant passé plusieurs mois en prison pour vol à main armée se vante d'appartenir à un groupe qui s'attaque aux riches la nuit. « Il n'y a pas d'emplois, on se débrouille pour survivre. Si un individu meurt durant nos opérations, c'est une affaire de malchance. S'il tente de résister, alors il est mortellement neutralisé. On n'est pas méchants. »

Il faut comprendre que la guerre libère toutes les énergies négatives : le banditisme en est une.

Il se trouve qu'une fois rassemblées toutes ces informations, on constate que la situation politique de la province du Kasai Central est devenue préoccupante. Il suffit de considérer la cible choisie par chaque groupe pour se rendre compte des dégâts humains que cela entraîne.

Le commando venu de Kinshasa cible la population et le clergé catholique romain. Il tue nuit et jour pour casser le consensus social autour des objectifs véritablement politiques poursuivis par les fondamentalistes : épurer la province du Kasai Central de tous les prédateurs, de tous les agents de répression, de tous les violeurs et de tous les corrompus; établir dans la mesure du possible plus de justice, plus de libertés publiques; tenter de promouvoir la démocratie et accueillir des investissements qui créent des emplois.

Les cibles de vaillants fondamentalistes sont précisément les représentants de l'État qu'ils jugent à tort ou à raison comme illégitime: policiers gradés ou non gradés, fonctionnaires, agents de renseignements, militaires et membres du parti au pouvoir.

Si on considère les objectifs des policiers-déserteurs, leur cible principale c'est sans doute le commando venu de Kinshasa qu'ils accusent de décimer la population innocente du Kasai central. Ces policiers n'ont pas de soldes depuis de nombreux mois. Leur colère est d'autant plus grande que les membres du commando se vantent d'être bien payés pour l'opération Safisha Kasai (ou nettoyez le Kasai).

Je ne dirais rien de plus au sujet des bandits. Leurs méfaits sont connus aussi bien en temps de guerre que de paix. J'ai eu beaucoup de chance d'avoir pu obtenir les confidences des uns et des autres.

Il va sans dire que je n'approuve nullement les méthodes employées par chaque groupe pour atteindre ses objectifs; des méthodes d'un autre âge consistant à décapiter « les ennemis du peuple», à assassiner les jeunes la nuit dans les quartiers périphériques de Kananga et aboutir à une psychose sociale, à dépouiller la population de ses biens sous le fallacieux prétexte de rechercher les rebelles.

J'imagine que le bilan sera lourd quand viendra le temps de le faire. Ce temps n'est pas loin, de mon point de vue.

En attendant, il est bon de savoir que trois courants de pensée politique peuvent être dégagés de ce désordre martial apparent. D'abord, on peut parler du courant pacifiste qui estime que cette guerre fait couler inutilement le sang des Kasaiens, elle retarde le développement de la province et la conduit vers un déclin qui aurait pu être évité.

J'avoue que cette thèse n'emporte pas mon adhésion. Il me suffit de faire allusion à l'histoire de cette province pour constater que le dernier conflit d'envergure date de 1959, celui que les historiens ont appelé le conflit fratricide Luba-Luluwa. Puis ce fut cinquante-sept ans de paix des armes, cinquante-sept années de paupérisation, de pillage organisé, de mauvaise gouvernance sous Mobutu et sous ses successeurs actuels. C'est dire que la paix des armes n'a pas créé la richesse et que le développement est ici un concept vide. Certes, la paix véritable est la condition du développement, mais l'objectif de ceux que l'on appelle les gouvernants n'a jamais été de distribuer le bonheur au Kasai central et dans les régions environnantes.

Ensuite, le deuxième courant est représenté par les révolutionnaires. Ceux-ci pensent qu'un pouvoir sourd aux revendications populaires doit être renversé. Et pour eux, la guerre est la voie royale pour atteindre un tel objectif.

Je n'en suis pas sûr, mais partout où la poussée révolutionnaire s'est manifestée, un nouveau rapport de forces a vu le jour. Tel que la situation évolue sur le terrain, je ne vois pas comment ce rapport d'opresseurs à opprimer va changer.

Si je peux me le permettre, je dirais que la faiblesse des révolutionnaires-fondamentalistes du chef Kamwina Nsapu, c'est l'absence de vision politique à long terme. Certes, la rébellion a ouvert un large espace de contestation armée qui devient pour l'avenir un réseau de cellules dormantes. Désormais, faut-il le dire, quiconque conteste le régime en place pourrait s'en servir.

Enfin, le dernier courant que j'appelle celui des opportunistes politiques est constitué des membres de diverses associations claniques et communautaires qui pullulent à Kinshasa au nom du territoire de Dibaya, foyer initial et initiatique de l'insurrection. Ces hurluberlus assoiffés d'intrigues sont plus efficaces dans l'organisation des funérailles et des danses folkloriques que dans la pensée stratégique pour le décollage économique et social de la province du Kasai central. En se présentant dans les allées du pouvoir comme des artisans de paix, ils ont la chance d'être recrutés et envoyés en mission patriotique pour occuper des postes politiques et piller à leur tour la province. C'est probablement, à court terme, les seuls gagnants de cette guerre. »

COMPTE RENDU

**Gilbert Tshilumba Kalombo, *RD Congo. Syndrome d'un échec politique*,
L'Harmattan, Paris, 2019, 469 pages**

Félicien Kilwa Panda
Chercheur indépendant

Sous ce titre qui sonne comme un diagnostic, l'auteur, docteur en philosophie de l'Université libre de Bruxelles, entreprend de dissenter sur l'échec de l'organisation de la société congolaise en État-nation. Il part du constat suivant : Le Congo-Kinshasa est un pays de contrastes et d'excentricité.

Il reprend ce que tout le monde sait : « Pays de scandale géologique, avec ses minerais stratégiques, il a également ses scandales politiquement marqués par l'incapacité de réaliser la double construction d'un État de droit et d'une nation viable. Le pays est marqué par l'absence d'une éthique républicaine et d'une morale publique citoyenne (absence de civisme et de patriotisme), la négation et la falsification récurrente de l'histoire, la carence d'idéologie constructive et d'utopie rédemptrice.

C'est dans ce contexte qu'émerge la menace de balkanisation du pays pensée, orchestrée et proposée de l'extérieur comme solution idoine pour sortir d'une crise générale devenue chronique. Comment répondre à l'énigme que représente ce pays comme État-nation et comme république? Il faut repenser l'indépendance, déconstruire un discours idéologiquement fallacieux, choisir des valeurs et adopter des normes qui doivent conditionner et structurer notre vivre-ensemble. »

Avec son autorisation, nous publions la préface du professeur José Tshisungu wa Tshisungu qui coiffe ce livre de la page 7 à la page 11: « C'est à la Conférence de Berlin, tenue de novembre 1884 à février 1885, présidée par Otto Edouard Leopold von Bismarck, chancelier de l'empire allemand, que les grandes puissances de l'époque : les États-Unis d'Amérique, la France, la Grande-Bretagne, l'Espagne, le Portugal, la Belgique, l'Empire russe et l'Empire ottoman, entre autres, reconnaissent officiellement le roi des Belges, Léopold II, comme l'unique propriétaire d'un vaste territoire dont on dessine les limites géographiques au centre de l'Afrique. Cette reconnaissance est assortie d'une déclaration sur la liberté de commerce dans le bassin du Congo.

Ainsi est né l'État indépendant du Congo (E.I.C.), qui s'appellera successivement Congo-Belge, la République du Congo, la République démocratique du Congo et le Zaïre. La colonisation plante son drapeau et ouvre un nouveau chapitre de l'existence des peuples d'Afrique centrale. L'avant-colonisation n'est pas cette époque obscurantiste où règne

l'anthropophagie que la mouvance léopoldienne se complaît à décrire. C'est au contraire une grande époque d'organisation rationnelle de la vie locale. C'est de ce pays à l'onomastique changeante dont parle ce livre de Gilbert Tshilumba. Il s'agit d'un pays où l'on brasse deux cent douze groupes ethniques et linguistiques, d'abord soumis à la volonté d'un monarque-affairiste et sanguinaire; ensuite, croupissant sous l'autoritarisme des colons flamands et wallons, et, enfin, humiliés par la pauvreté imposée par les élites prédatrices issues de métastases de l'indépendance nominale.

L'auteur de cet ouvrage est un intellectuel de la belle espèce, un esprit critique bardé d'un diplôme en philosophie politique. Soucieux de jeter les bases d'une réflexion rigoureuse sur un problème fondamental, il glose sur le Congo-Kinshasa, un pays mort-né, un ensemble étatique inédit qui entra de plain-pied dans l'espace géostratégique des puissances occidentales vers la fin du XIXe siècle.

Il nous gratifie d'un ouvrage fouillé qui est le résultat de plusieurs mois de recherche. Mais que cherche-t-il à savoir ? Quelles voies emprunte-t-il ? De toute évidence, son intérêt porte sur le contexte d'émergence d'une structure de gouvernance atypique, sur ses métamorphoses pendant plus de cent trente ans et sur la praxis politique qui l'illustre. La gouvernance de l'E.I.C. sous la houlette de Léopold II vise essentiellement exploitation économique et la normalisation psychologique des peuples dominés. En même temps, les agents de Sa Majesté entreprennent une recomposition culturelle faite d'évangélisation et d'éducation à l'obéissance aveugle et à la subordination inconditionnelle des peuples du Congo.

Vers la fin de la première décennie du XXe siècle, acculé à la faillite et étranglé par ses créanciers, Léopold II cède son territoire à la Belgique. Aussitôt installés au Congo, les nouveaux maîtres se donnent pour horizon la construction d'un État-nation et formalisent rapidement un État à la fois policier et gestionnaire non reconnu comme l'émanation de la volonté des peuples qui habitent le territoire, mais comme une superstructure d'origine étrangère à laquelle on voudrait voir adhérer ces peuples majoritairement bantous. Selon le plan initial, les colonisateurs s'attendent à ce qu'une conscience supra ethnique soit forgée dans le cadre de l'élaboration des règles du vivre-ensemble. L'auteur du livre pense l'État comme une action humaine préalablement déterminée par les intérêts économiques, comme s'il confirmait le principe fondamental de la philosophie marxiste qui présuppose le primat de l'économie sur les autres instances de la société.

Dans ce contexte, par la seule volonté coloniale l'État précède la nation qui deviendrait le creuset de l'effacement de tous les particularismes. L'État congolais va donc se construire par le haut. Cette inversion de la logique politique semble constituer le point de départ du syndrome de l'échec politique dont parle l'auteur. En effet, l'effort de construction de la nation repose sur trois blocs d'acteurs principaux : la classe dirigeante exogène d'abord. Elle est chargée d'assumer les intérêts de la métropole, puis la classe endogène, avec son élite dirigeante

normalement constituée pour promouvoir un projet d'autonomie au sens castoriadiste⁹⁶, c'est-à-dire la capacité pour une société de se donner à elle-même, et en pleine conscience, ses propres lois, ses valeurs et ses significations. Le deuxième bloc d'acteurs est le peuple congolais dans sa diversité culturelle. La troisième est la communauté internationale dont on connaît les gestes politiques conservateurs depuis 1960. D'ailleurs, quatre des ténors de la Conférence de Berlin de 1885 devenus en janvier 1946 membres du Conseil de sécurité sont des figures de référence dans les crises politiques qui rongent le Congo. Il s'agit des États-Unis d'Amérique, de la France, de la Grande-Bretagne et de la Russie, avec en sous-traitance périodique le Royaume de Belgique.

Ces figures de référence agissent à travers divers mécanismes juridiques comme le code des investissements, le code forestier et le code minier; elles adoptent également une approche militariste par l'envoi d'une mission des Nations Unies quasi permanente au Congo et par la mise en pratique des orientations politiques concertées, notamment l'exclusion du pouvoir des Congolais imbus d'un nationalisme trop prononcé. Aussi, ces figures de référence ont-elles réussi à maintenir le libre accès aux ressources naturelles de l'ancien État indépendant du Congo et à poursuivre la mission pour laquelle il avait été créé. L'immanence de la main mise étrangère qui travaille le pays explique en partie l'échec politique analysé par notre auteur.

Pour déconstruire le jeu des acteurs politiques, l'auteur s'appesantit sur deux moments qui semblent nourrir sa philosophie de l'histoire et de la transformation politique : la colonie et la postcolonie. L'une et l'autre promeuvent une culture politique faite de violence, de culte de l'intérêt individuel et de marginalisation du peuple. L'auteur en tire des leçons qui dessinent un portrait peu glorieux de la gouvernance politique congolaise. On voit se détacher premièrement des faits politiques : le mode d'exercice de l'autorité correspond à la dictature mobutiste et néomobutiste, la nature et l'origine de l'autorité correspondent au coup d'État, à la guerre dite de libération, à la fraude électorale; deuxièmement, des faits sociaux, notamment le reclassement social illustré par le clivage entre les élites et le peuple analphabète, la différenciation matérielle entre les riches, les prédateurs étatisés et les pauvres, l'apparition de nouvelles hiérarchies avec ses figures de violence symbolique telles les commandants et les subalternes, l'employeur et ses salariés, etc.; troisièmement, des faits juridiques, entre autres les diverses lois et les divers règlements censés régir les rapports et les conduites dans la société congolaise.

Quatrièmement des faits relevant de la morale des sociétés endogènes souvent en conflit avec la société urbaine issue du métissage culturel.

C'est ici que notre auteur déploie de manière incisive sa méthode critique, traversant allégrement les frontières disciplinaires pour se situer au croisement des paradigmes historiciste, sociopolitique et éthique. À partir de cette position, il décrit le surgissement du chaos congolais et explique la trame de l'existence collective faite de linéarité, de ruptures, de

⁹⁶ Castoriadis, C., (1985), *L'institution imaginaire de la société*, Paris, Seuil.

détours et de retours à l'inessentiel. Le savoir qu'il produit relève en définitive de la philosophie politique au sens où l'entend Claude Lefort⁹⁷, c'est-à-dire une réflexion sur la notion même de société politique. À ce sujet, Lefort note : « Quand on parle de société politique, l'idée de politique ne renvoie pas simplement à l'origine et au caractère de l'autorité (...) nous appelons politique ce qui grosso modo concerne le pouvoir, et nous appelons social ce qui concerne la dynamique des classes ou des groupes. »⁹⁸

En ce sens, le livre de Tshilumba constitue une stimulante représentation de la manière dont un État et la société qu'il est censé incarner se délitent. Par ailleurs, la voie éthique suivie par l'auteur met en lumière la conception de l'État en colonie et en postcolonie, qui l'éloigne de ses finalités morales : la promotion de l'intérêt général et du bonheur collectif dans le cadre d'un développement autocentré.

Sur cette dernière question, un des acteurs majeurs de la politique congolaise, le peuple notamment, croit encore que l'État est son dernier recours pour assumer une mission interventionniste dans tous les domaines, dès lors même que son dysfonctionnement et son impuissance sont endémiques. À tout prendre, on ne sait plus les principes dont l'État congolais est réellement le garant.

Des analyses de Tshilumba, on conclut que la question de l'État est au cœur du chaos congolais et du malaise profond que ressent le peuple. Il va sans dire qu'une refondation de l'État est nécessaire; elle reposerait sur un pacte politique où la société multiculturelle congolaise donnerait aux nouvelles institutions la mission de conduire son destin dans un cadre consensuel forgé à la base, c'est-à-dire par les communautés d'origine.

Avec ce livre résolument engageant, l'auteur présente des idées propres à combattre la résignation sempiternelle et l'immobilisme dominant. En raffinant sa méthode, il recourt au concept de devoir de mémoire qui permet une hygiène mentale qui devrait normalement conduire à la construction de l'utopie sur le délitement de l'idée de l'indépendance comme un moment historique, pourvoyeur de libertés et de démocratie. L'obligation de se souvenir semble être une prise de mesure des différences qui séparent les Congolais d'un idéal assassiné : bâtir un pays plus beau qu'avant.

L'auteur recourt également au concept d'éthique à travers le principe de responsabilité que Hans Jonas⁹⁹ a élaboré à travers un impératif catégorique modulé en quatre énoncés : « Agis de façon que les effets de ton action soient compatibles avec la permanence d'une vie authentiquement humaine sur Terre. »

⁹⁷ Lefort, C. (1986), *Essais sur le politique (XIX-XXe siècle)*, Paris, Seuil.

⁹⁸ Lellouche, S. (2000), « L'invention du politique. Entretien avec Claude Lefort » dans *Philosophie de notre temps*, (Collectif), p. 172.

⁹⁹ Jonas, H. (1990), *Le Principe responsabilité*, Cerf, Paris.

« Agis de façon que les effets de ton action ne soient pas destructeurs pour la possibilité future d'une telle vie. »

« Ne compromets pas les conditions pour la survie indéfinie de l'humanité sur Terre. »

« Inclus dans ton choix actuel l'intégrité future de l'homme comme objet secondaire de ton vouloir. »

Une telle éthique est susceptible de déverrouiller les esprits, de libérer la pensée créatrice et le discours qui l'exprime. Un autre concept éthique mis en honneur par Tshilumba est l'agir communicationnel élaboré par J. Habermas¹⁰⁰ qui nous apprend que toute communication ou tout échange présuppose une éthique implicite et le respect d'autrui. Il va de soi que le pouvoir d'État ne peut en faire l'économie dans le jeu politique pour la promotion de l'intérêt général. L'échec politique du Congo est comptable d'un tel manque.

En quelque sorte, Tshilumba rejoint et amplifie la pensée de Mabika Kalanda qui prévenait, il y a plus cinquante ans, ses compatriotes au sujet des convulsions à venir et de l'importance d'une prise collective de conscience et de responsabilité.

« Si nous avons grande confiance dans l'avenir, nous ne devons pas pour autant perdre de vue que des nuages épais continuent de s'amonceler au-dessus de nos têtes : ce sont les souffrances volontaires qu'à différents échelons de la société, les Congolais continuent à s'infliger les uns aux autres. On n'obtient plus un service de l'administration sans corruption. Le mépris de la vie humaine a atteint des proportions inquiétantes. Ces nuages, il dépend de nous de les dissiper. Soyons notre propre soleil. ¹⁰¹ »

Comme son illustre aîné, l'auteur nous invite à « repenser l'indépendance, à la définir et à l'évaluer ». Qu'est-ce qu'il nous en coûte ? L'auteur y répond en montrant que le futur est l'élément dominant de l'historicité et non son modèle d'explication. De ce fait, il s'éloigne d'explications causales sur les régularités des faits sociaux et bouscule l'image d'un État en déficit de normalité par une image de désir d'utopie fondatrice. Celle-ci se réaliserait comme dans la Théorie de la justice de John Rawls¹⁰² faisant en sorte que les avantages des plus favorisés compensent une diminution des désavantages des laissés-pour-compte en vue d'atteindre une certaine équité dans une société juste. »

¹⁰⁰ Habermas, J. (1988), *Morale et communication*, Cerf, Paris.

Habermas, J. (1986), *De l'éthique de la discussion*, Cerf, Paris.

¹⁰¹ Mabika Kalanda, (1967), *La Remise en question. Base de la décolonisation mentale*, Remarques africaines, Bruxelles.

¹⁰² Seuil, Paris, 1987.